DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE — N° 14167 — 5 F — MERCREDI 15 AOUT 1990 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY — DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

L'étau se resserre autour de l'Irak

Tandis que de nouveaux contingents se déploient en Arabie saoudite, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne renforcent leur dispositif dans le Golfe

Alors que de nouveaux contingents se déploient en Arabie saoudite, où sont attendues des unités pakistanaises, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont renforcé leur dispositif naval dans le Golfe pour imposer le « boycottage total » de l'Irak.

Quelques fissures sont apparues dans le « front occidental ». La France refuse, par exemple, la conception américaine pour s'en tenir à un strict « embargo », conformément à la résolution des Nations unies. En revanche, le ministre adjoint au Foreign Office, M. William Waldegrave, a annoncé lundi 13 août à Londres que la marine britannique contrôlait le trafic maritime dans le Golfe et arraisonnerait les navires qui tenteraient de rompre le blocus contre l'Irak.

De son côté, l'Union soviétique prépare l'évacuation de ses ressortissants bloqués en Irak et au Koweït. A Paris, l'engagement des différentes forces politiques, à l'exception de l'extrême droite, dans la « solidarité nationale » préconisée par M. Mitterrand permet au chef de l'Etat de mener une politique indépendante à l'extérieur.

Alors que les marchés boursiers mondiaux semblent s'installer dans la crise, les investisseurs se tournent vers l'or. L'once de métal jaune a fortement progressé. Mardi, le prix du pétrole était toujours en hausse.

Fissure occidentale

EMBARGO ? Blocus ? Interdiction ? La différence entre l' « interdiction » – un blocus naval qui n'ose pas dire son nom – prônée par Washington, avec l'appui de Londres, pour imposer le respect du boycottage économique de l'Irak – et l' « embargo » auquel se tient scrupuleusement Paris ne relève pas d'une simple querelle de mots. Elle indique que la France et ses deux grands alliés occidentaux ne sont pas, dans la crise du Golfe, tout à fait sur la même longueur d'onde.

Au-delà des arguties juridiques mutuelles, la France ne semble pas en effet partager avec autant de force la détermination anglo-saxonne de faire plier Bagdad. Se voulant cohérents avec eux-mêmes, Américains et Britanniques jugent indispensable de recourir aux moyens militaires aptes à dissuader les éventuels violeurs de l'embargo décrété par la communauté internationale, quitte à accroître le risque d'un dérapage.

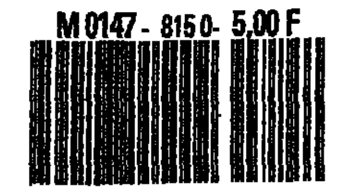
La France, comme l'Union soviétique, se contente d'appliquer la procédure navale fort précautionneuse prévue en la matière par le droit maritime, sous peine de laisser l'embargo devenir lettre morte. Il n'est donc pas question, du moins à ce stade, pour les bâtiments de la Royale d'arraisonner des navires suspects.

IL serait injuste de faire à Paris un procès en timidité. Au nom du respect du droit bafoué par les chars de M. Saddam Hussein, la diplomatie française a clairement pris position en faveur d'une riposte concertée de la communauté internationale. Mais la coopération et la solidarité entre alliés ne signifiaient pas, dans l'esprit de MM. Mitterrand et Dumas, un alignement aveugle sur les positions de l'administration Bush.

L'audience politique de la France dans le monde arabe, les amitiés anciennes et multiples qu'elle y entretient, et de manière plus générale, le respect dont elle jouit sur tous les continents lui commandent une prudence dont l'Amérique n'a cure.

D'EMBLÉE, la France a senti le danger qu'elle courait à donner l'impression de s'associer à une croisade aux relents coloniaux de l'Occident en terre arabe. Elle redoute, de surcroît, d'être entraînée contre son gré dans une aventure militaire américaine. D'où son souci de se démarquer nettement d'une attitude sans doute jugée trop guerrière. D'où aussi la volonté d'expliquer inlassablement le bien-fondé de la position française, dont témoigne l'envoi d'une vingtaine de missi dominici aux quatre coins de la planète. En parlant d'une même voix dans cette affaire, la gauche et la droite devraient permettre à la France de se faire mieux entendre de tous ses interlocuteurs, arabes ou non.

La singularité française comporte tout de même un risque à long terme. Elle donne à M. Saddam Hussein des raisons d'espérer que le « front occidental » se fissurera chaque jour un peu plus.


M 0147 - 8150 - 5,00 F

Saddam Hussein, « grand perturbateur »

Quel que soit l'épilogue de la crise du Golfe, son brutal maître d'œuvre fait d'ores et déjà figure de « grand perturbateur » du monde arabe. Car en s'emparant du Koweït, M. Saddam Hussein n'a pas seulement semé le désarroi chez ses pairs incrédules, il a surtout balayé l'échiquier régional. Sous le forceps du dictateur de Bagdad, un nouvel ordre arabe est en train de voir le jour.

Entre certains dirigeants jusqu'ici prétendument « modérés » et « radicaux », mais soudain contraints de choisir leur camp après le coup de force de l'Irak, des chassés-croisés s'opèrent, des retrouvailles s'ébauchent, des alliances se dénouent *(lire l'article de Françoise Chipaux page 4)*. Bien malin qui peut prédire ce que donnera cette nouvelle donne, sortie de la main d'un cynique joueur de poker, ivre de puissance.

Mais M. Saddam Hussein a aussi « perturbé » l'homme de la rue, suscitant ici son désaveu, et là son enthousiasme, enflammant les imaginations et semant des espérances. Pour exalter l'ardeur populaire, il a, à la manière d'un redresseur de torts, tour à tour enfourché, en quelques jours, trois chevaux de bataille – l'anti-impérialisme, l'islamisme belliqueux, le panarabisme anti-israélien – et mêlé trois discours qui lui permettent de ratisser au plus large parmi ses auditoires. En habile alchimiste, il espère que ces divers ingrédients politiques formeront, dans les cœurs, un mélange explosif propre à déclencher la nouvelle « révolte arabe » qu'il semble appeler de ses vœux.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

Lire la suite page 5

Un blocus qui n'ose pas dire son nom

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

Deux semaines après l'invasion du Koweït par les troupes du président Saddam Hussein, l'armada dépêchée par les Etats-Unis dans le Golfe a inauguré une de ses principales missions : assurer le boycottage économique total de l'Irak.

C'est un premier objectif concret, comme les autorités américaines l'ont expliqué à plusieurs reprises lundi 13 août, apparemment assez satisfaites de pouvoir donner un début de réponse à une opinion publique intérieure qui n'a, semble-t-il, pas toujours très bien compris les raisons du formidable déploiement militaire ordonné par le président George Bush.

Du Golfe à la mer Rouge en passant par la Méditerranée, la quarantaine de bâtiments mobilisés par la marine américaine – dont trois porte-avions – va s'efforcer d'organiser l'isolement économique et commercial de l'Irak. Il s'agit de traquer tout navire qui tenterait de venir approvisionner ce pays, et aussi d'interdire au régime de Bagdad d'exporter son pétrole. Au chapitre des importations « tout est concerné » – notamment les produits agricoles, – à l'exception de ce qui relève de la médecine et de la santé. Les consignes données à la marine américaine sont très claires : arrêt et intimidation des éventuels contrevenants, avec, si nécessaire, tirs de semonce ou mesures plus draconiennes encore.

En général, cela s'appelle un blocus naval, ou en tout cas cela y ressemble fort, mais les autorités américaines se refusent à l'emploi de ce terme. Elles sont particulièrement sensibles au « front sémantique » dans la crise du Golfe, s'interdisant de qualifier d'otages les centaines d'Américains encore retenus au Koweït et en Irak – le terme évoquerait de trop funestes souvenirs dans l'opinion et à la Maison Blanche.

De même l'expression « blocus », souligne-t-on, pourrait, elle, être interprétée comme un acte de guerre de la part des Etats-Unis, alors que ceux-ci relèvent qu'ils agissent uniquement – même si c'est de manière unilatérale – par souci de mettre en œuvre l'embargo économique décidé la semaine dernière par le Conseil de sécurité de l'ONU.

Comme la résolution des Nations unies n'est pas si précise, le gouvernement américain a fait valoir qu'il avait été saisi par l'ancien émir du Koweït. Cheikh Jaber Al Sabah aurait expressément demandé à Washington de faire respecter la résolution du Conseil, et tel serait le « fondement juridique » de ce vrai-faux « blocus ». Le secrétaire d'Etat, M. James Baker, a parlé d' « *interdiction* », expliquant qu'il s'agissait d' « *interdire* » à l'Irak de continuer à commercer avec l'extérieur.

Pour l'heure le porte-parole de la Maison Blanche, M. Marlin Fitzwater, s'est dit satisfait du respect de l'embargo par la communauté internationale. « *A ce jour, son application est remarquable*, a-t-il observé.

ALAIN FRACHON

Lire la suite page 4

Lire également

Bonne Nouvelle, prison « tranquille »

Portrait d'un établissement carcéral ordinaire trois semaines après la libération d'Anis Naccache

ROUEN

de notre envoyé spécial

Ceux qui sont dehors, qui n'en connaissent que les murs bruns et sales, l'ont baptisée « *cent mille briques* ». Les surveillants préfèrent l'appeler « *maison d'arrêt* ». Le sous-directeur, « *établissement* ». Pour les détenus, c'est « *la taule* », ou simplement « *la prison* ». Mais pas Bonne Nouvelle. N'importe quoi plutôt que ce nom, vestige provocateur du vieux prieuré rouennais d'où la reine Mathilde avait appris la victoire de Guillaume le Conquérant.

La première fois, ils ont cru à une blague, « *Cinq ans de Bonne Nouvelle !* » Maintenant, ils haussent les épaules quand on leur rappelle ce nom. Mais ils évitent de le prononcer. Par pudeur ou par habitude. Cette habitude qui seule leur donne une chance de tenir, « *de bien se la faire* », comme ils disent. Qui fait disparaître l'odeur aigre-douce flottant sur les trois étages de coursives. Qui fait même oublier le bruit assourdissant des clefs.

A chaque pas du surveillant, pourtant, le trousseau résonne, accroché à la ceinture, à l'opposé du talkie-walkie. Porte qu'on ouvre, porte qu'on referme.

NATHANIEL HERZBERG

Lire la suite page 9

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 650 m. ; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 8 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 12 KRD ; Espagne, 175 PTA ; G.-B., 70 p. ; Grèce, 180 DR ; Irlande, 90 p. ; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 150 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,70 FS ; USA (NY), 1,75 $; USA (others), 2 $.

Frissons fin de siècle

1889-1900

par Jean-Pierre Rioux

COLLECTION SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE PHOTOGRAPHIE



L'Institutrice de province, écrit en 1897 par l'époux d'une enseignante, révèle le malaise d'une profession difficile et mal payée.

22. La règle de fer des « hussards noirs »

La République a enfin son creuset : l'école publique, laïque, obligatoire et gratuite. Les maîtres en sont les gardiens, formés par dizaines de milliers dans les écoles normales. Le certificat d'études devient le plus prisé des viatiques.

« *RETROUVER, avec l'âme de l'école, l'âme même du pays.* » « *Préparer par l'école une démocratie intelligente, juste et fraternelle.* » Ces deux maximes conquérantes ornent *l'Éducation publique et la Vie nationale*, un volume publié en 1897 par Félix Pécaut. L'ancien pasteur béarnais qui a prêché la liberté religieuse jusqu'en 1859, l'homme que Jules Ferry avait chargé en 1880 d'organiser l'Ecole normale supérieure de Fontenay-aux-Roses, où seront formées les enseignantes des écoles normales départementales, l'Inspecteur général de l'école primaire qui vient de prendre sa retraite, livre son testament pédagogique, avant de disparaître l'année suivante. Avec Jules Steeg, qui meurt comme lui en 1898, avec Ferdinand Buisson, qui recruta jadis ces deux apôtres pour faire sa revue *le Christianisme libéral*, Pécaut est un des meilleurs de ces rudes protestants républicains auxquels le combat laïque doit tant.

Ils avaient appris à opposer Église et religion. D'un même élan, ils laïcisèrent la religion. Puis ils en annoncèrent une nouvelle. Car il s'agissait bien, dira Buisson, « *de dégager du christianisme traditionnel et ecclésiastique ce qu'on pourrait appeler le christianisme éternel, une sorte d'Evangile fait de la moelle du vieil Evangile, une religion laïque de l'idéal moral, sans dogmes, sans miracles* »; d'installer cette religion, « *qui est simplement l'aspiration de l'homme vers toutes les formes de la perfection de l'esprit* », dont l'intuition morale de Kant sera le credo, l'histoire de France l'histoire sainte, et la maison d'école, tout aussi simplement, le temple. Et dont seuls les vrais fidèles, dûment chapitrés par les missionnaires des idées modernes, connaîtront la Promesse : « *L'âme du pays* » enfin rachetée, vivifiant la « *démocratie intelligente* ».

Avec un autre laïque assez tranchant, Jules Payot, qui publie la même année un catéchisme très prisé, *Aux instituteurs et aux institutrices. Conseils et directions pratiques*, Pécaut déballe toutes ses recettes, expérimentées au fil des ans avec les pédagos « en poste » lors des tournées d'inspection ou, chaque matin, dans les causeries, vrais offices laïques avec chants et sermon, auxquelles il conviait ses chères Fontenaysiennes. C'est au plus profond des âmes qu'il faut descendre, mais sans les violenter, expliquent-ils aux maîtres. Pour mettre à jour les trésors de dignité, de morale et de responsabilité personnelle qu'elles recèlent. Pour faire du plus humble des jeunes gueux confiés à l'école publique un petit prince de la science et du talent, un démocrate baptisé à l'eau pure de la méritocratie républicaine. Pour signifier aussi que l'école est désormais, dira Jacques Ozouf, « *une répétition générale du métier, de la vie publique, de la guerre* ».

Il ne suffisait pas de se laisser porter par ce que nous nommerions aujourd'hui une « demande sociale » de scolarisation, celle qui, depuis un siècle, avait déjà hissé à l'art de lire et d'écrire l'essentiel de la France du Nord et de l'Est et ébranlé celle, plus retardée, du Sud et de l'Ouest. Il fallait développer un enseignement de proximité qui parachèverait cette conquête : « *Vous n'avez à enseigner*, disait Jules Ferry aux instituteurs, *rien qui ne soit familier à tous les honnêtes gens.* [...] *rien qu'on ne puisse demander à tout homme de cœur et de sens* ». Mais seule une laïcité rayonnante permettrait de l'emporter à l'étape suivante, dont l'itinéraire fut fixé par les grandes lois fondatrices de 1879 à 1886 : transformer « *la bonne et antique morale* » en Evangile républicain, saisir les leviers de l'obligation, de la gratuité et de la laïcisation de l'enseignement primaire pour sauver civilement les âmes en faisant la classe.

A cet appel du temps de Ferry, des milliers de jeunes gens ont répondu, sortis du peuple le plus souvent, des fils de paysans, d'employés et de commerçants d'abord, puis d'ouvriers. « *Le maître d'école* – lance Clemenceau en 1895 dans *le Grand Pan* – *c'est le prophète ébloui du verbe nouveau* ». Le « *hussard noir* », dira Péguy dans *l'Argent* en évoquant avec nostalgie ceux qui lui ont tout appris, vers 1880, à Orléans : « *Nos jeunes maîtres étaient beaux comme des hussards noirs. Sveltes; sévères; sanglés. Sérieux, et un peu tremblants de leur précoce, de leur soudaine omnipotence.* [...] *Rien n'est beau comme un bel uniforme noir parmi les uniformes militaires. C'est la ligne elle-même. Et la sévérité. Porté par ces gamins qui étaient vraiment les enfants de la République. Par ces jeunes hussards de la République. Par ces nourrissons de la République. Par ces hussards noirs de la sévérité.* »

AINSI fut fait. L'Etat forma et paya de nouveaux maîtres, une armée de 120 000 hommes et femmes environ vers 1900, ouvrit des écoles normales pour former les meilleurs d'entre eux, fit chasser la quasi-totalité des congréganistes qui tenaient encore des écoles publiques. Et appliqua à la lettre la loi de 1886 : laïcité à l'école publique, liberté au-dehors. Si bien que, dans le même temps, l'enseignement libre dispensé par des religieux ou, de plus en plus, des laïques, put reprendre souffle et même prospérer dans la concurrence : ses écoles primaires accueillent 1 250 000 élèves en 1900, soit trois fois moins que les écoles publiques, mais encore à peu près un enfant scolarisable sur quatre. Les communes, de leur côté, engagèrent sans trop maugréer les frais d'érection ou d'embellissement des 80 000 temples nouveaux, superbes le plus souvent, et conjuguant en dur la nouvelle alliance entre la mairie, l'école et la République, payèrent les dépenses courantes d'entretien, les livres et le personnel de service, logèrent les maîtres, qui devinrent couramment au passage secrétaires de mairie, les firent surveiller par des délégués cantonaux sans parvenir toutefois à briser l'autorité d'un corps d'inspecteurs nommés par le ministre qui tinrent solidement leurs ouailles.

Si bien que dans les années 1890 l'institution scolaire tourne à plein rendement pour le primaire, appliquant sans broncher la loi Goblet de 1886. Toutes classes d'âges confondues, à peine un enfant sur sept ou huit échappe à l'obligation d'aller en classe, ce qui ne dispense nombre de petits ruraux ni d'école buissonnière ni de mobilisation pour les gros travaux des champs aux beaux jours. Vers 1900, seuls 4 % des jeunes, rebelles crottés ou crétins avérés, ne savent ni lire, ni écrire, ni compter : belle victoire patiente et venue de loin, saluée par le chœur des grands-mères illettrées tirant les oreilles aux chenapans qui auraient préféré dénicher les merles à l'heure de la dictée.

DES programmes encyclopédiques, pleins de « *savoir pratique* », obsédés par « *ce qu'il n'est pas permis d'ignorer* » sa vie durant si l'on veut être un paysan avisé, un ouvrier habile et un bon citoyen. Des manuels immenses pour chaque matière. Une morale sociale et civique de juste docilité. Une pédagogie bien loin de « l'éveil », qui ne voit chez l'enfant que l'adulte en puissance, souvent répétitive mais qui sait faire progresser en reprenant inlassablement les rudiments au début de chaque année scolaire, en développant l'intuition de la « leçon de choses », en enracinant le propos dans le monde familier des enfants. Bref, un enseignement « *utilitaire et éducatif* » à la fois, dont on ignore délibérément la contradiction dans les termes.

Ainsi sont, en priorité, tenus en lisière langues régionales et parlers locaux. Et non pas massacrés, comme tentent déjà de le faire accroire, on l'a vu, quelques régionalistes en émoi. L'idiome du pays, ce « *vestige de la féodalité détruite* », disait l'abbé Grégoire en l'an II, est cantonné dans un rôle auxiliaire, parlé au travail et dans l'abandon des intimités familiales. Il est proscrit, et durement, de la salle de classe et de la cour de récréation, les petits fautifs ou récidivistes sont exposés à la réprobation des maîtres et à la risée de leurs camarades, tant il faut imposer la langue française matrice de l'unité nationale, si utile pour toutes les « démarches » officielles et les transactions, si généreuse dans ses promesses d'émancipation. A-t-on jamais assez dit que la toise de l'école républicaine unifia une foule bigarrée, en fit des « bilingues » assez débrouillards ? Etrangers et péquenots, patoisants incompréhensibles à cinquante kilomètres de leur niche vernaculaire, argotiques à la dérive ou humiliés de l'idiomatique vécurent sans doute moins dramatiquement qu'on ne le pense le double usage de leur langue maternelle et de la règle, oratoire et écrite, de la République.

Chaque année, les épreuves de ce certificat d'études « *recherché et obtenu par tout élève qui aura fait des études primaires régulières et complètes* », précise la loi du 28 mars 1882, sont une fête et un couronnement, dans une fébrile émulation des cantons ruraux et des arrondissements urbains, dans un grand concours d'instituteurs endimanchés et de parents émus. Ceux, très nombreux, qui « l'ont », et qui l'encadreront pour l'accrocher toute leur vie dans la chambre à coucher, ont la preuve par cet humble parchemin que n'ont plus de secrets pour eux l'orthographe et l'analyse, l'arithmétique et le calcul mental, la leçon de choses et l'horticulture élémentaire, l'histoire nationale et la liste des sous-préfectures, l'économie domestique, le point de croix et *la Marseillaise*. Le « *certif* » est un « *bagage* », un viatique qui vous suit, un mode d'emploi pour proprement clôturer un champ trapézoïdal d'un triple rang de fil de fer à 45 centimes le mètre, pour lire un devis, rédiger une lettre ou capitaliser les intérêts composés du livret de la Caisse d'épargne; un brevet de civisme, une fierté inépuisable et une reconnaissance sans faille à l'école qui a offert cette chance.

Mieux encore : l'école rayonne, emplit la vie de ses instituteurs et des morceaux de France qui leur sont confiés. Elle assied le sentiment national sur la Revanche et sur la longue fidélité à une Histoire prédestinée. Elle centralise. Elle néglige le producteur, suspecte les groupes intermédiaires pour mieux donner relief à l'exemplarité potentielle de tout individu éclairé. Ses « hussards » ouvrent des cours du soir, des cercles républicains et des œuvres « complémentaires », se rendent indispensables dans la vie villageoise, donnent l'exemple de nouvelles sociabilités et, inlassablement, chantent le progrès.

Il faut néanmoins se méfier des stéréotypes qui se construisent déjà. Et sérieusement nuancer ce tableau euphorique vers 1900, quand le patriotisme originel s'est affaissé, que l'affaire Dreyfus puis la « défense républicaine » annoncent les lendemains combistes du réveil de la guerre laïque contre l'Eglise. Quand des instituteurs aussi, après quinze ans de lutte pied à pied sous une discipline de fer, font un premier bilan de leur aventure et de leurs mésaventures, cherchent à s'unir et crient parfois leur désarroi.

Voici cet Antonin Lavergne qui rédige en 1894-1895 l'amère histoire de *Jean Coste*, que Péguy publiera en 1901 dans ses *Cahiers de la Quinzaine* parce qu'il « *parle peuple* » : cet ancien pédagogue dit le doute, la misère et même la tentation du suicide. Voici Léon Frapié, époux d'une enseignante, qui fait paraître en 1897 *l'Institutrice de province*, terrible roman d'un échec dont meurt son héroïne, Louise Chardon.



Francisque Sarcey s'en empare pour convier les lecteurs des *Annales politiques et littéraires* à réagir. Une avalanche de lettres suit, souvent critiques pour l'œuvre au noir de Frapié, mais laissant transpirer chez maintes institutrices une lassitude certaine : moins payées que leurs collègues mâles et pourtant jalousées par eux, moins bien formées, le plus souvent célibataires car le « poste double » du couple d'enseignants uni dès l'école normale n'est pas encore monnaie courante, particulièrement épiées par les maires et les délégués cantonaux, terrorisées par des inspecteurs dont quelques-uns sont sur leur territoire de « *véritables sultans* » concupiscents, elles savent que la machine scolaire broie aussi les plus faibles et trouve trop d'auxiliaires chez les malins et les « pistonnés » qui votent bien.

D'autres, formés dans leurs amicales, commencent à dire tout haut que l'école rend convenable, polie et résignée la misère physique et morale des pauvres et que le socialisme devrait relayer l'idéal laïque pour bâtir une école émancipée. Espoirs envolés, régressions en tous genres, solitudes en quête d'humanité et de paix : les « hussards noirs » ont le frisson des premières grosses fatigues. Et nul ne peut dire s'il annonce une fièvre passagère ou une maladie de langueur sur le plus beau chantier de la République.

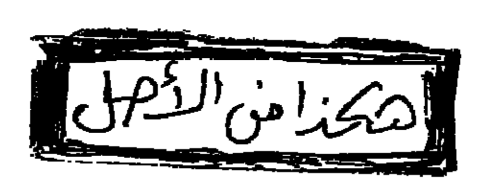
Prochain épisode :
Les vertus
du bas de laine

Sur France-Culture

Du lundi au vendredi, à 19 h 45, Jean-Pierre Rioux raconte et illustre chaque jour un épisode de la série « Frissons fin de siècle ».
- **Mardi 14 août** : *La règle de fer des « hussards noirs ».*
- **Mercredi 15 août** : Les vertus du bas de laine.

Pour en savoir plus

► *La Classe ininterrompue. Cahiers de la famille Sandre, enseignants (1780-1960)*, présentés par Mona Ozouf, Hachette, 1979.
► *L'Enfance et la Jeunesse dans la société française (1800-1950)*, de Maurice Crubellier, A. Colin, 1979.
► *Les Premières Institutrices laïques*, de Danielle Delhomme, Nicole Gault et Josiane Gonthier, Mercure de France, 1980.
► *L'École publique dans le département du Doubs (1870-1914)*, de Jacques Gavoille, Les Belles Lettres, 1981.
► *Nous les maîtres d'école*, de Jacques Ozouf, Julliard, 1967.
► *L'Ecole, l'Eglise et la République (1871-1914)*, de Mona Ozouf, A. Colin, 1963.
► *L'Enseignement en France (1800-1967)*, d'Antoine Prost, A. Colin, 1968.



هكذا من الأصل

siècle

La crise du Golfe

Le Pakistan va envoyer des troupes en Arabie saoudite

Le nouveau gouvernement intérimaire du Pakistan a officiellement annoncé, lundi 13 août, son intention d'envoyer des troupes en Arabie saoudite pour *« se joindre aux contingents islamiques »*, *« à la demande du roi Fahd* et *en raison de la gravité »* de la situation dans le Golfe. Cette décision *« de principe »* fait suite à la visite à Islamabad d'un émissaire du souverain wahhabite. *« Les modalités de cette assistance vont être définies de manière très rapide, en consultation avec le gouvernement saoudien »*, a indiqué le ministère pakistanais des affaires étrangères, qui a invoqué *« l'amitié éprouvée par le temps »* entre Islamabad et Ryad et les résolutions des Nations unies et de la Ligue arabe. Le Pakistan est en outre le principal allié des Etats-Unis dans le sous-continent et certains commentateurs locaux accusent le nouveau gouvernement d'avoir cédé à la *« pression américaine »*.

Autre pays musulman impliqué dans les mesures internationales prises contre l'Irak, l'Indonésie, qui a décidé de se joindre à l'embargo économique. Le Japon a proposé mardi une assistance économique aux pays du Golfe affectés par les sanctions prises contre l'Irak. Le premier ministre nippon, M. Kaifu, a fait cette promesse au président Bush lors d'une conversation téléphonique. La Nouvelle-Zélande, pour sa part, est prête à participer à une opération des Nations unies dans le Golfe.

Pendant ce temps, des manifestations pro-irakiennes se poursuivent au Proche-Orient et au Maghreb. En Israël, une formation arabe israélienne, le Parti démocratique arabe, a appuyé publiquement lundi l'attaque irakienne contre le Koweït, estimant qu'il s'agissait d'un premier pas vers l' *« unité arabe »*. Plusieurs personnalités palestiniennes, dont M. Radwan Abou Ayash, président de l'Association des journalistes, ont soutenu les récentes propositions du chef de l'Etat irakien. Le mufti de Jérusalem a appelé M. Saddam Hussein à libérer les lieux saints en Arabie de *« l'occupant et de l'infidèle »*.

Des milliers de personnes ont manifesté dans les territoires occupés pour soutenir M. Saddam Hussein et lui demander d'attaquer l'Etat hébreu avec des armes chimiques. Le mouvement de résistance islamique Hamas, actif dans les territoires occupés, a exhorté l'Irak à *« frapper Tel-Aviv en plein cœur »* et à *« transposer la bataille sur le terrain israélien »*. De source palestinienne, on indique que le FPLP de M. Georges Habache, le FDLP de M. Nayef Hawatmeh et le PC palestinien ont diffusé un tract de soutien à Bagdad dénonçant *« l'agression américaine contre les Arabes »*.

A Amman et dans la ville de Mafrak, des milliers de personnes ont défilé pour dénoncer l'*« agression américaine »*, accusant le roi Fahd d'être un *« espion à la solde des Etats-Unis »* et le président Moubarak de *« trahison »*. Près de 80 000 personnes se seraient déjà portées volontaires pour combattre en Irak. A Sanaa, des manifestations contre les ambassades américaine et britannique se sont poursuivies lundi pour la cinquième journée consécutive. Une Organisation de soutien à la révolution islamique et arabe a été fondée à Khartoum, où des milliers de manifestants ont affirmé leur soutien à Bagdad. A Alger, le Hezbollah algérien s'est déclaré prêt à la Jihad contre les *« ennemis de Dieu »* dans un communiqué publié par le quotidien du FLN, Al-Chaab. – *(AFP, Reuter, UPI, AP.)*

Les propositions de M. Saddam Hussein provoquent un scepticisme quasi général

Les récentes propositions du président Saddam Hussein en faveur d'un règlement global des *« occupations »* au Proche-Orient ont été accueillies d'une manière générale négativement. Seuls les principaux alliés de l'Irak, la Jordanie, l'OLP et le Yémen ont estimé qu'il s'agissait là d' *« éléments positifs et réalistes »* pour parvenir à un règlement de la crise du Golfe.

Le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, qui est appelé à jouer un rôle central dans l'application éventuelle du plan de paix de M. Saddam Hussein, n'a pas réagi.

L'Egypte, pour sa part, a officiellement rejeté l' *« initiative irakienne »* en affirmant par le truchement de son ministre des affaires étrangères, M. Esmat Abdel Meguid, qu'elle n'était absolument pas claire dans la partie concernant le Koweït. M. Boutros Ghali, le ministre d'Etat, a ajouté que les propositions irakiennes étaient en contradiction avec les résolutions du récent sommet arabe du Caire qui réclamaient le retrait irakien du Koweït.

La presse égypienne de son côté a accueilli avec sarcasme ce qu'elle a qualifié de *« la dernière arnaque du dictateur »*. Un éditorialiste estime que la *« prétendue initiative de Saddam n'avait qu'un seul mérite, celui d'avoir mis sur un pied d'égalité l'occupation de Koweït par l'Irak et celui des territoires arabes par Israël »*. Le quotidien *Al Akhbar* révèle pour sa part que Le Caire avait rejeté une proposition de *« pot-de-vin »* de la part de l'Irak pour fermer les yeux sur l'annexion de Koweït.

« Pas constructif » selon Moscou

A Moscou, un porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères a estimé que l'attitude du président Saddam Hussein n'était pas *« constructive »* et que ses propositions ont peu de chances d'être mises en oeuvre. *« L'URSS*, a-t-il indiqué, *poursuit ses contacts avec l'Irak à tous les niveaux, y compris au plus haut niveau, pour que Bagdad comprenne que sa façon d'agir n'est pas constructive. »*

Interrogé sur la possibilité d'un échange d'émissaires entre Moscou et Bagdad, le porte-parole a affirmé qu' *« aucune décision concrète n'a encore été prise »* en ce qui concerne un éventuel échange d'émissaires entre les deux capitales. Evoquant d'autre part l'éventualité d'un blocus naval américain contre l'Irak, il a rappelé que l'URSS avait envoyé deux bâtiments de guerre dans la région pour protéger sa marine marchande *« et non pour contrôler ou inspecter d'autres navires »* – *(AFP.)*

La leçon de morale de l'ambassadeur d'Irak à Paris

« Le président Saddam Hussein a confronté la communauté internationale à la morale véritable », affirme sans rire M. Abdel-Razzaq Al Hashemi sous les lambris de son ambassade d'Irak, près du château de la Muette, devant une salle comble de journalistes.

Aussi à l'aise que lors de ses nombreuses interventions télévisées depuis que son pays a envahi le Koweït, l'anglophone parfait qu'est M. Al Hashemi explique que les étrangers quitteront l'Irak *« lorsque la situation sera redevue normale et que l'Irak ne sera plus menacé »*. C'est-à-dire *« quand les forces étrangères auront quitté la région et que les Arabes pourront régler leurs problèmes entre eux »*.

Pourquoi alors un traitement de faveur pour certains pays ? *« Cela tient à la position prise par leurs gouvernements envers l'Irak »*, reconnaît-il, non sans accompagner cet aveu d'un lapsus : *« Certains étrangers partent, d'autres sont retenus.... non, pas retenus, se trouvent toujours en Irak, en raison des circonstances, profitant du soleil »*, dit-il dans un large sourire face à quelques sarcasmes dans la salle.

Et les étrangers retenus au Koweït ? *« Quand je parle des étrangers en Irak, je veux dire bien sûr l'Irak y compris le Koweït. »* Selon M. Al Hashemi, *« il n'y a pas de retour »* sur la fusion des deux pays. Interrogé alors sur *« l'arrangement »* entre le Koweït et l'Irak, pourtant évoqué la veille par Saddam Hussein comme monnaie d'échange contre une évacuation par Israël des territoires occupés, l'ambassadeur reste des plus vagues.

La démonstration du bon droit irakien avait commencé par une glose sur cette *« initiative »* pour un règlement global : *« La loi internationale ne peut être sélective »*, c'est-à-dire s'appliquer à l'Irak mais pas à Israël, et cette distinction est *« immorale »*.

Quant à la justification de l'invasion du Koweït, le *« soulèvement »* koweïtien est oublié et ce sont des chiffres de l'Union des banques arabes et françaises qui sont évoqués. Ils prouveraient que les *« magnats du Golfe »* disposent en Occident de fonds équivalant à trois fois la dette des pays arabes ou que les Koweïtiens ont investi près de mille fois plus en Occident que dans les pays arabes.

« Nous pouvons manger des dattes... »

Comment voit-il alors l'avenir ? *« Attendez trois mois et vous verrez, nous pouvons manger des dattes et le blocus ne nous fera pas fléchir. Mais l'Europe pourra-t-elle se passer de cinq millions de barils par jour de pétrole ? »* Contrairement aux Américains, dit-il, l'Europe va pâtir de la crise et ce serait son intérêt de trouver une possibilité de solution, affirme l'ambassadeur.

M. Al Hashemi ne croit pas à *« l'indépendance »* de l'action militaire française dans le Golfe. *« Pratiquement, c'est impossible, Vous imaginez tous les Occidentaux agissant seuls, sans coordination ? »* Et l'Irak a fait savoir à la France qu'elle *« met en péril ses intérêts en Irak maintenant et à l'avenir »*, a-t-il dit. Quelques minutes plus tôt, il usait de menaces : *« Quand tout sera fini, l'Irak sera un des pays les plus puissants de la région, voire du monde. Et nous n'oublierons pas ceux qui auront participé au blocus. »*

Quant à l'URSS, *« ses problèmes intérieurs l'empêchent de jouer un rôle important sur la scène internationale ; maintenant, les Etats-Unis sont libres de jouer seul le rôle de gendarme, de dictateur du monde »*.

L'Irak est-il prêt à user de ses arme chimiques ? *« No comment »*, dit l'ambassadeur. Pour ajouter aussitôt que, *« dans une guerre, il est très difficile de faire la distinction entre ce qui est légal ou illégal »*. Et s'il y a une guerre, *« ce ne sera pas de notre faute. Oui, nous savons que nous affrontons des superpuissances, mais nous sommes capables de rendre très coûteuse toute agression contre l'Irak »*.

SOPHIE SHIHAB

Moscou prépare l'évacuation de ses ressortissants

L'URSS prépare l'évacuation de ses ressortissants bloqués en Irak et au Koweït (au total 8 630 personnes), en dépit des assurances de Bagdad qui affirme qu'ils ne sont pas menacés directement par la crise du Golfe, a rapporté lundi 13 août l'agence Tass. M. Gorbatchev a créé une commission spéciale chargée d'étudier leur départ *via* la Jordanie. L'évacuation des Tchécoslovaques devait commencer mardi et celle des Hongrois aura lieu à la fin de la semaine. Les Roumains sont libres de quitter l'Irak et 249 d'entre eux, sur un total de 3 056, vont le faire *« dans les jours qui viennent »*, a indiqué Bucarest. Par ailleurs, Bagdad a garanti lundi au gouvernement argentin la sécurité de ses citoyens bloqués en Irak.

En revanche, le Foreign Office a annoncé lundi que des soldats irakiens avaient empêché l'un de ses diplomates de reconnaître le corps du ressortissant britannique tué près de la frontière koweïto-saoudienne. Une hôtesse de l'air de la compagnie Kuwait Airways, de nationalité tunisienne, qui a réussi à s'enfuir en Jordanie – où 3 000 Arabes et soixante-dix-sept autres étrangers sont arrivés lundi, – a raconté que des soldats irakiens avaient violé six de ses collègues. Il s'agit de deux Britanniques, de deux Egyptiennes, d'une Philippine et d'une Pakistanaise. Aucune victime n'a été revue par ses amis après les viols, a-t-elle ajouté. – *(AFP, Reuter, AP.)*

Les Américains et leurs alliés continuent d'acheminer des forces dans la région

Tandis que les Américains et leurs alliés continuent à acheminer des troupes dans la région du Golfe, un pétrolier irakien, le *Qadissiah*, a été empêché de prendre livraison de sa cargaison de pétrole sur le terminal pétrolier de Yanbou, sur la mer Rouge, dans la nuit du dimanche 12 au lundi 13 août. Par ailleurs, l'Arabie saoudite a refoulé un autre pétrolier irakien venu charger au terminal saoudien de Mou'adjiz, a-t-on appris, lundi, de source saoudienne.

Mardi les derniers mouvements de troupes se répartissaient comme suit :

□ **Etats-Unis** : un quatrième porte-avions, le *John F. Kennedy* et ses quatre-vingts chasseurs, rejoindra la semaine prochaine les forces américaines déjà déployées dans le Golfe, selon des sources proches du Pentagone, afin de relever le porte-avions *Eisenhower* qui croise en mer Rouge. En Arabie saoudite, un véritable pont aérien s'est mis en place : selon les déclarations du général Don Kaufman, *« des avions atterrissent pratiquement toutes les dix minutes avec des soldats et des équipements »*. Par ailleurs, le navire-hôpital *Mercy* a quitté Oakland lundi pour rejoindre les forces américaines, tandis qu'une escadrille de bombardiers F-111 venant de Grande-Bretagne a effectué un exercice de *« routine »* en Turquie.

□ **Grande-Bretagne** : trois dragueurs de mines de la marine britannique ont quitté lundi l'Ecosse et sont attendus dans une quarantaine de jours en Méditerranée orientale. La Royal Navy a aussi envoyé deux frégates équipées de missiles Exocet dans la région du Golfe, où croisent déjà un destroyer et un navire de ravitaillement britanniques.

□ **France** : la France a commencé à livrer dans le Golfe du matériel de protection contre les gaz de combat, a-t-on appris lundi à Paris, de sources militaires autorisées. Un Boeing-727 aux couleurs du Qatar a quitté Paris lundi, pour Doha, avec une pleine cargaison de masques à gaz. Une autre cargaison du même type a été acheminée dans les dernières quarante-huit heures vers l'Arabie saoudite. Une nouvelle livraison est envisagée dans les prochaines vingt-quatre heures, vers le Qatar.

□ **Italie** : Le gouvernement italien a décidé mardi *« l'envoi de quelques unités de la marine militaire en Méditerranée orientale pour couvrir la zone laissée dégarnie par la flotte américaine partie pour le Golfe »*. *« La mission italienne pourra être étendue à la région du Golfe en fonction des décisions qui seront prises par la réunion de l'Union européenne orientale le 21 août prochain à Paris »*, a ajouté le ministre des affaires étrangères, M. Gianni De Michelis.

□ **Pays-Bas** : les Pays-Bas ont annoncé lundi l'envoi dans le Golfe de deux frégates dans le cadre du déploiement d'une force multinationale. Les deux bâtiments, équipés de missiles anti- aériens et d'armements antimissiles devraient appareiller vers le 20 août.

□ **Belgique** : la Belgique va dépêcher trois bâtiments de guerre dans le Golfe pour participer à la force internationale d'intervention. De source informée à Bruxelles, on indique qu'il s'agira d'un patrouilleur et de deux dragueurs de mines.

□ **Pakistan** : Islamabad a annoncé lundi qu'il se joindrait aux *« contingents islamiques pour la défense de l'Arabie saoudite »*. Le ministère des affaires étrangères a indiqué que les détails de cette assistance seraient fixés *« promptement en consultation avec l'Arabie saoudite »*. Selon le quotidien pakistanais *The Nation*, le premier contingent de troupes serait de cinq mille hommes. Il s'ajoutera aux quelque cinq mille conseillers militaires pakistanais qui encadrent l'armée saoudienne. Rappelant que le Pakistan a participé à la formation de celle-ci, *The Nation* souligne : *« Nos troupes ont bénéficié largement des équipements ultra-sophistiqués dont les Saoudiens disposent et nous pas. »*

□ **Irak** : l'Irak continue à envoyer des renforts au Koweït où il compte maintenant 140 000 hommes, tandis que la nourriture commencerait à manquer à Bagdad, a affirmé lundi, le département d'Etat américain.

Le roi Fahd qualifie le président irakien de « débile »

Le roi Fahd d'Arabie saoudite a mis en garde l'Irak lundi 13 août contre toute agression visant son pays et a exigé le *« retrait immédiat et sans conditions »* des troupes irakiennes du Koweït ainsi que le *« retour du gouvernement légitime »* de l'émirat.

Lors d'un meeting populaire dans la soirée à Djeddah, le souverain saoudien a en outre affirmé que les propositions faites dimanche par le président irakien Saddam Hussein ont *« compliqué davantage la situation »* dans le Golfe et il a ajouté que l'initiative irakienne *« est inapplicable »*.

« L'initiative (du président irakien) *aurait dû être concentrée sur la conjoncture actuelle »* (l'invasion du Koweït), a souligné le monarque saoudien, qui a ajouté que son pays *« œuvre pour la paix (...) et ne sera jamais le premier à lancer une agression contre l'Irak ou contre un autre pays, à moins*, a-t-il dit, *qu'il ne soit agressé »*.

Après avoir accusé l'Irak de concentrer, *« jour après jour »*, ses troupes à la frontière saoudienne (nord du royaume), le roi Fahd s'est interrogé : *« Comment peut-on avoir confiance en Saddam Hussein et croire qu'il n'agressera pas l'Arabie saoudite alors qu'il a déjà manqué à sa promesse et envahi le Koweït, malgré les assurances qu'il a personnellement données au président égyptien Hosni Moubarak ? »*.

Des milliards de dollars d'aides diverses

Le roi Fahd a par la suite affirmé : *« Si l'Irak prétend avoir sacrifié ses jeunes* (pendant sa guerre contre l'Iran de 1980 à 1988), *nous répondrons que l'Arabie saoudite a de son côté sacrifié argent et armes (...) et versé à l'Irak des milliards* [de dollars] *pour l'aider dans divers domaines. »*

« Comment Saddam Hussein peut-il oublier du jour au lendemain tout cela ? Comment est-il capable de nier ces réalités dont témoignent les Irakiens avant tout autre peuple ? » a-t-il poursuivi. Faisant référence à la campagne lancée par l'Irak contre l'Arabie saoudite, le souverain a affirmé qu'il s'agit d' *« une arme entre les mains d'un débile »*.

Lundi, l'Irak avait réaffirmé, dans un message adressé au secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, qu'il n'avait *« aucune intention »* d'agresser l'Arabie saoudite.

Le ministre irakien des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, a pour sa part réclamé lundi la révision de la décision de transfert du siège de la Ligue arabe de Tunis au Caire, prise en mars, en raison, a-t-il dit, de l'attitude *« partiale »* de l'Egypte lors du dernier sommet arabe. Au Caire, M. Ismat Abdel Meguid, le chef de la diplomatie égyptienne, a aussitôt répliqué en demandant que M. Tarek Aziz soit écarté de la direction du comité chargé de mettre au point les mesures nécessaires pour le retour du secrétariat de la Ligue arabe au Caire.

L'OLP a aussitôt emboîté le pas à l'Irak en appuyant sa requête de s'opposer au transfert au Caire du siège de la Ligue arabe, estimant que l'Egypte *« n'est pas le lieu adéquat »* pour abriter cette instance. L'OLP a déploré par ailleurs que la proposition de M. Yasser Arafat sur la formation d'un comité de cinq chefs d'Etat arabes pour se rendre à Bagdad en vue de résoudre la crise du Golfe ait été rejetée sans vote lors du sommet par le président Moubarak. – *(AFP.)*

Le trésor du Koweït pourrait sombrer dans la mer...

Un demi-milliard de dollars en or sombreront dans le Golfe si les Irakiens font sauter le coffre de la Banque centrale du Koweït, a déclaré au Caire Cheikh Sabah Al Hamed Al Sabah, ministre des affaires étrangères koweïtien en exil.

Les troupes d'occupation irakiennes ne possèdent pas les combinaisons d'ouverture et le bâtiment de la banque, construit en front de mer, est conçu pour s'effondrer et couler si l'on utilise des explosifs pour ouvrir le coffre, a précisé le ministre dans une interview publiée lundi 13 août par le quotidien *Al Akhbar*. Néanmoins, selon des informations du *New York Times*, l'Irak aurait mis la main dans différentes autres banques et entreprises du Koweït sur 3 à 4 milliards de dollars d'or en barres, d'argent et de devises étrangères. Le butin aurait déjà été rapatrié à Bagdad. Le journal américain explique que ces saisies ont augmenté de façon substantielle les réserves financières de l'Irak que les banquiers estimaient à 6,5 milliards de dollars avant l'invasion.

Les troupes de Bagdad se seraient également emparées d'une quantité importante d'avions civils et militaires, de voitures neuves, de machines ainsi que de stocks de nourriture. – *(Reuter, AFP.)*

LA CRISE DU GOLFE

Après l'échec du sommet du Caire

De nouveaux clivages se manifestent au sein du monde arabe

Les Arabes sont d'accord sur une chose : le fait de ne jamais être d'accord. Souvent employée par dérision par les intéressés eux-mêmes, la formule s'applique à merveille aux résultats du sommet du Caire, au cours duquel, face à une crise majeure, vingt pays arabes ont réussi à adopter cinq attitudes différentes, de l'acceptation à la condamnation, en passant par toutes les nuances de l'abstention, des réserves ou par l'absence pure et simple (Tunisie).

AMMAN

de notre envoyée spéciale

Le clivage déjà apparu avec évidence au sommet de Bagdad en mai dernier entre le courant pro-américain conduit par l'Egypte, discrètement soutenue par l'Arabie saoudite, et la tendance anti-américaine menée par l'Irak, appuyé par l'OLP, s'est cette fois d'autant plus approfondi que la question posée en définitive sous cette forme par Le Caire – la caution à apporter ou non à la présence occidentale, c'est-à-dire essentiellement américaine, dans le Golfe – était concrète.

Si au sommet de Bagdad (en mai dernier), dans des résolutions largement théoriques et sans aucune portée pratique, l'Irak avait pu faire triompher son point de vue faisant condamner à sept reprises la politique américaine au Moyen-Orient, au sommet du Caire, en revanche, l'Egypte, maîtresse du jeu, a imposé le sien avec d'autant moins de difficulté que la panique des Etats du Golfe face à la puissance irakienne et l'appui de la Syrie (qui était absente à Bagdad) ont fait pencher la balance de son côté.

La stratégie du président irakien – imposer sous son leadership un front arabe capable de s'opposer à Washington, devenu la seule grande puissance après l'effacement de l'Union soviétique – a volé en éclats, et, en l'absence, pour la première fois dans une crise de cette importance, du traditionnel clivage entre les alliés de Washington et ceux de Moscou, les pays arabes se sont déterminés en fonction de ce qu'ils considéraient être pour eux-mêmes le danger ou l'intérêt le plus grand ou le plus immédiat.

Le poids de la Syrie

Les regroupements régionaux les plus récents et dans lesquels certains voulaient voir une réorganisation logique et positive du monde arabe n'ont pas tenu et, à l'exception du CCG (Conseil de coopération du Golfe – Arabie saoudite, Koweït, Bahreïn, Qatar, Emirats arabes unis, Oman), qui, se voyant collectivement menacé après l'attaque contre l'un des siens, a fait bloc, les membres du Conseil de coopération arabe (CCA – Egypte, Irak, Yémen, Jordanie) et ceux de l'Union du Maghreb arabe (UMA – Algérie, Maroc, Tunisie, Libye, Mauritanie) n'ont adopté aucune position commune.

L'exemple de l'UMA est parfait, puisque ses cinq membres ont chacun pris une position différente. Quant au CCA, il a pour sa part vécu, tant on voit mal se dessiner avant longtemps une quelconque coopération possible entre l'Irak et l'Egypte.

Absente de tous ces regroupements, la Syrie, que l'Irak, en créant le CCA, cherchait à isoler, a pesé d'un poids indispensable sur la décision finale. Vieille d'à peine six mois, l'alliance retrouvée entre Damas et Le Caire a joué à plein, et dans une discrétion remarquable le président syrien, qui, depuis le début de cette crise, a soigneusement évité toute surenchère, a choisi de cautionner la présence américaine pour contenir son principal ennemi irakien.

Alors même que la délégation syrienne était au Caire, le sous-secrétaire américain pour les affaires du Moyen-Orient, M. John Kelly, était à Damas, et le président Bush, à l'issue d'un entretien téléphonique avec le président Assad, exprimait publiquement sa satisfaction de l'attitude syrienne. *« La Syrie sera parmi les premiers pays qui appliqueront les résolutions de la Ligue arabe »*, a affirmé dimanche le président Assad, qui n'a toutefois pas encore annoncé officiellement l'envoi de troupes dans le Golfe.

En agissant de cette façon, le président Saddam Hussein a, quoi qu'il en soit, fait un cadeau inespéré à son rival syrien, qui doit pouvoir maintenant exploiter à la fois vis-à-vis de Washington dans le conflit régional israélo-arabe comme au Liban et vis-à-vis des riches pays du Golfe son attitude au Caire.

En affirmant lundi que le sommet du Caire a eu pour résultat *« de barrer la route aux ennemis de la nation arabe et de souligner que le conflit arabo-israélien, qui est la cause principale des Arabes, doit passer avant tout différend interne »*, le journal *Al Baas* a sans doute donné le ton de ce qui sera l'explication officielle de Damas. En envahissant et en annexant le Koweït, l'Irak a détourné l'attention du conflit principal, et le seul moyen d'y revenir est de régler par tous les moyens, y compris avec l'aide étrangère, cette crise inter-arabe.

L'OLP grande perdante

Nul doute aussi que Damas, comme Le Caire d'ailleurs, ne voit pas d'un mauvais œil les difficultés qu'affronte et que va affronter dans l'avenir l'OLP. En choisissant de se ranger au côté de l'Irak, la centrale palestinienne, qui avait toujours soigneusement cherché à préserver un équilibre entre les pays arabes, a mis pour longtemps une croix sur la reprise de son dialogue avec Washington. Le processus de paix déjà en panne s'est, sous la forme prévue, sans doute éloigné à jamais.

L'OLP, à qui nombre de pays arabes, en particulier ses bailleurs de fonds du Golfe, vont faire payer cher son attitude, aura sans doute d'autant plus de mal à s'imposer de nouveau aussi fort sur la scène qu'Israël va chercher à profiter du fait que les yeux du monde sont tournés vers le Golfe pour tenter de mater avec encore plus de force l'Intifada.

L'opposition de tous les groupes palestiniens dissidents basés à Damas à la présence américaine dans le Golfe n'est à cet égard qu'une très maigre consolation pour M. Arafat, dont la stratégie de paix, déjà sérieusement mise en question par son manque de résultats, va devoir être revue dans un contexte qui lui sera beaucoup plus défavorable, même s'il a dans cette affaire le soutien de tout son peuple.

Autre perdant de cette crise, le Liban, qui risque de nouveau de se trouver abandonné à son sort tant la crise du Golfe va occulter pour longtemps tout autre problème. Particulièrement active dans la recherche d'une solution, la diplomatie saoudienne a aujourd'hui d'autres choses à faire, et le Liban pourrait bien une nouvelle fois subir les contrecoups de la crise en cours.

Si rien n'a filtré de la première rencontre au Caire entre le président libanais Elias Hraoui et M. Arafat, nul doute que l'OLP, déjà fortement implantée au Liban, va chercher à y affermir encore sa présence pour avoir une base solide pour accroître, quand le temps viendra, son pouvoir de négociation.

La Ligue arabe remise en question ?

Une chose est sûre en tout cas : les fractures du monde arabe à la suite de cette crise seront durables, et jusqu'à un certain point c'est l'existence même de la Ligue arabe qui est en jeu. Déjà l'Irak et l'OLP ont demandé le réexamen de la décision prise en mars dernier à Tunis du transfert de son siège au Caire, en raison de l'attitude *« partiale »* de l'Egypte, implicitement mise en cause aussi à Amman.

Le Caire, qui s'était comporté lors du sommet de Bagdad comme le porte-parole des Etats-Unis, sans l'aide desquels, il est vrai, l'Egypte ne peut survivre, a incontestablement, en brusquant les choses avec l'appui des Etats du Golfe, aux dires de nombreux témoignages, contribué à cette caution incontestée donnée à la présence étrangère dans le Golfe. Par la symbolique qu'elle représente, celle-ci a bouleversé le jeu.

Au conflit Irak-Koweït largement dépassé s'est substitué dans le monde arabe un affrontement beaucoup plus fondamental, qui, selon le roi Hussein de Jordanie, a des relents de colonialisme déguisé. On est revenu trente ans en arrière, à l'esprit de Suez, affirme le souverain hachémite, et il faudra sans doute de nombreuses années pour que la plaie ainsi rouverte se cicatrise.

Les manifestations populaires qui se déroulent ici ou là en faveur de l'Irak ne sont pas pour l'instant de nature à modifier les cartes. Et c'est plutôt sur le terrain, à moins d'un conflit généralisé dont nul ne peut prévoir les conséquences, la reprise du terrorisme à grande échelle qu'il faut craindre. Mais, en se divisant comme il l'a fait, le monde arabe comme entité politique a sans doute abdiqué pour longtemps son droit à se faire entendre et respecter.

FRANÇOISE CHIPAUX

Etats-Unis : une politique qui n'ose pas dire son nom

Suite de la première page

M. Fitzwater a ajouté : *« à notre connaissance le fret maritime à destination de l'Irak s'est arrêté, les pays concernés sont fidèles à leur engagement et nous sommes très optimistes quant au suivi et à l'efficacité de l'opération. »*

La marine américaine n'a pas eu à intervenir : sa seule présence a apparemment dissuadé deux ou trois bâtiments de commerce qui se seraient dirigés ces dernières vingt-quatre heures à destination de l'Irak ou du Koweït.

Les Etats-Unis comptent sur l'Egypte pour fermer le canal de Suez aux cargos qui voudraient rompre l'embargo ; plus délicat, ils comptent aussi que la Jordanie ne permettra pas l'utilisation du port d'Akaba, sur la mer Rouge, pour briser l'isolement de l'Irak – même si le gouvernement américain n'ignore rien des hésitations du roi Hussein ni des pressions auxquelles il est soumis de la part d'une opinion intérieure largement favorable au président Saddam Hussein.

Fissures dans le front occidental

Face à ce blocus économique, commercial et financier, l'Irak tente de mobiliser les « masses arabes » contre les Etats-Unis et les gouvernements de la région qui leur prêtent assistance : tel est à peu près l'état de la confrontation deux semaines après ce jeudi 2 août qui vit les troupes irakiennes déferler sur le Koweït. C'est un affrontement qui peut durer et prendre les allures d'une guerre d'usure, du moins selon un scenario d'évolution de la crise souvent avancé à Washington.

Certains comptent sur la lassitude des Irakiens pour mettre en péril le régime de M. Saddam Hussein. Des experts cités par le *New York Times* expliquent qu'il faudrait un mois avant que les sanctions économiques se fassent sentir, et trois à quatre autres mois avant qu'elles commencent à entamer le moral du pays. M. Saddam Hussein compte aussi sur le temps pour déstabiliser à son tour certains régimes de la région et pour faire apparaître quelques craquements dans le *« front occidental »* (déjà manifestes à propos de la conception même du « blocus » américain, que la France, entre autres, ne partage pas).

On est apparemment prêt à une épreuve de longue durée à Washington, où l'on répète que les militaires dépêchés dans le Golfe ont été avertis que leur mission pourrait dépasser les six mois. Le déploiement se poursuit sans répit, encore renforcé toute la journée de lundi : CBS signalait un mouvement aérien – décollages ou atterrissages – toutes les dix minutes sur certaines bases saoudiennes.

Alors que de source officielle on évoque la possibilité d'une mobilisation d'un quart de million d'hommes, les estimations de la presse en ce début de semaine étaient plus modestes : à ce jour, disent les journaux, quelque dix mille soldats américains sont en Arabie saoudite, et quarante mille autres en cours d'acheminement dans la région.

A quel plafond les autorités américaines s'arrêteront-elles ? Elles se bornent jusqu'à présent à indiquer que le déploiement continuera jusqu'au *« niveau jugé suffisant »*. Comme il s'agit de dissuader définitivement le régime de Bagdad d'attaquer l'Arabie saoudite, on peut penser que le dit « niveau » ne sera pas sans rapport avec celui des troupes irakiennes déployées de l'autre côté.

Le secrétaire à la défense, M. Richard Cheney, avait parlé le week-end dernier de la présence de quelque deux cent mille Irakiens au Koweït ou dans le sud de l'Irak ; le porte-parole du département d'Etat, Mme Margaret Tutwiler, citant les dernières estimations, a donné le chiffre de cent quarante mille hommes retranchés sur des positions de défense au Koweït, mais pouvant, a-t-elle précisé, faire d'un instant à l'autre mouvement vers l'avant.

Comme s'il fallait répondre à une opinion publique un peu intriguée par l'ampleur de l'opération, les porte-parole ont répété les objectifs du gouvernement américain : obtenir le retrait des troupes irakiennes du Koweït et la restauration de l'ancienne équipe dirigeante de l'émirat, assurer la défense de l'Arabie saoudite et la mise en œuvre des sanctions internationales.

On s'en tient pour l'heure à ces positions-là, et on a catégoriquement rejeté ce qui constituait peut-être la première approche des négociations avancées par le président Saddam Hussein. Mme Tutwiler a ainsi qualifié d'*« absurde »* et de *« grotesque »* la proposition du chef de l'Etat irakien de lier le départ de ses troupes du Koweït à la fin des autres « occupations » étrangères dans la région : celle de la Cisjordanie et de la bande de Gaza par Israël et celle du Liban par la Syrie.

M. Bush devait revenir sur la question dans une conférence de presse mardi à Washington. Interrompant ses vacances, il regagne la capitale plus tôt que prévu pour des discussions sur la préparation d'un budget singulièrement malmené par la crise du Golfe.

Selon les estimations les plus souvent citées dans la presse, le coût du déploiement américain représenterait une somme de quelque 10 millions de dollars par jour.

ALAIN FRACHON

Embargo, blocus et interdiction

Un blocus est, selon le droit international, un « mode d'hostilité propre à la guerre sur mer », tandis qu'un embargo est l'application, sans intervention militaire, de mesures de boycottage contre un pays. C'est la mesure par laquelle un belligérant *déclare l'interdiction de communications*, par entrée ou par sortie, entre la haute mer et le littoral ennemi, interdiction sanctionnée par l'arrestation et la capture de navires qui y contreviennent ».

L'existence préalable d'un état de guerre n'est pas une condition nécessaire à l'établissement du blocus.

Les Etats-Unis, se fondant sur une requête du Koweït, estiment qu'ils peuvent intercepter en mer des cargaisons de pétrole irakien et koweïtien pour faire respecter les sanctions contre l'Irak. Mais ils évitent de parler de « blocus » et utilisent le terme « interdiction ».

La France, selon des sources sûres, établit une distinction entre embargo et blocus, le second étant un « acte de guerre », qui nécessiterait une résolution spécifique du Conseil de sécurité de l'ONU.

Un embargo est, aux termes du droit international, l'interdiction d'exporter certaines marchandises, notamment des armes et des munitions, vers un Etat déterminé.

La résolution 661, adoptée le 6 août par le Conseil de sécurité, comporte une mesure de ce type. Elle ordonne un boycottage commercial, financier et militaire de l'Irak et du Koweït et demande à tous les Etats d'empêcher :

– toutes les importations en provenance de l'Irak et du Koweït, à partir du 1er août dernier.

– les transferts de fonds et d'autres ressources financières ou économiques vers l'Irak ou le Koweït.

– l'exportation vers l'Irak et le Koweït de tous leurs produits, en particulier la vente d'armes et d'équipement militaire. Cependant les articles médicaux ne sont pas soumis à l'embargo.

La résolution 661 n'indique pas les moyens de faire respecter cet embargo. – *(AFP.)*

La position française

La France ne partage pas la conception américaine selon laquelle une demande du Koweït donnerait le droit à un pays d'arraisonner des bateaux pour faire respecter l'embargo contre l'Irak, a-t-on appris lundi 13 août à Paris.

La France établit en effet une distinction très nette entre la notion d'« embargo », décidé le 6 août par le Conseil de sécurité, et celle de « blocus », qui pour la France est « un acte de guerre » qui nécessiterait une autre résolution, spécifique, du Conseil de sécurité.

On rappelle à ce propos à Paris le cas du blocus décidé en 1965 par les Nations unies contre la Rhodésie, aux termes d'une résolution recommandant aux Etats qui en avaient les moyens de faire respecter l'embargo décrété contre ce pays. Une telle recommandation permet notamment, lorsque l'on soupçonne un navire de briser un embargo, de l'arrêter et de monter à bord.

Ce n'est pas le cas pour l'Irak, la résolution 661 du Conseil de sécurité ne faisant mention que d'un embargo et d'un boycottage commercial, financier et militaire, sans évoquer les moyens de les faire respecter éventuellement par la force. Faute d'un tel acte juridique du Conseil de Sécurité, la seule procédure actuellement envisageable pour la France est celle de la « reconnaissance de pavillon », qui permet de demander à un navire qui il est, quelle est sa nationalité et éventuellement – mais sans qu'il soit obligé de répondre – d'où il vient et quelle est la nature de sa cargaison.

On souligne cependant que les avions français sont parfaitement habilités à contrôler des bateaux français, en montant à bord pour s'assurer de leur cargaison et de leur destination. Ils peuvent faire de même pour les bateaux étrangers se trouvant dans les eaux territoriales (douze milles marins).

On ajoute qu'au demeurant il appartient à la communauté internationale tout entière de respecter l'embargo décrété par le Conseil de sécurité, et que ce n'est qu'en cas de non-respect de cet embargo que pourrait se poser le problème d'un éventuel blocus. – *(AFP.)*

POINT DE VUE

Monsieur Bush, balayez devant votre porte

par Mohamed Lakhdar Hamina

MON point de vue est celui de l'Algérien de la rue. L'intervention de Saddam Hussein a été provoquée par le refus du Koweït de prendre en considération les préoccupations légitimes de l'Irak. Cela, en dehors du fait que le Koweït, province de l'Irak, est une création de toutes pièces du colonialisme anglais.

Saddam Hussein n'oublie pas qu'il a été poussé à la « boucherie » contre l'Iran par l'Arabie saoudite, le Koweït et les émirats, tous encouragés par les Etats-Unis, pour protéger ces pays et se protéger lui-même contre la menace de la révolution islamique de Khomeiny.

Mais l'arrière-pensée de tous ces hobereaux arabes était que, Saddam Hussein étant devenu encombrant du fait de sa puissance militaire, il fallait l'envoyer au « casse-pipe » pour qu'il se brise face aux Iraniens, tous deux s'épuisant dans une guerre interminable qu'aucun n'avait les moyens de gagner. D'un seul coup, on réglait le compte à ces deux empêcheurs de tourner en rond. Saddam y a « gagné » un million de morts, un pays ruiné et une dette énorme.

Les accords prévoyaient que les émirats couvrent le coût financier du conflit, ce qui était le moindre des choses. Or après cette guerre désastreuse pour l'Irak, les pays du Golfe, Koweït en tête, ont refusé d'honorer leurs engagements, c'est-à-dire de payer la dette du sang versé, ce qui est une tradition d'honneur chez nous, Arabes. Mieux que cela, ces pays se sont enrichis d'une manière honteuse en commerçant avec les deux anciens adversaires ruinés par une guerre fratricide.

Mais leur comportement au sein de l'OPEP est encore plus grave. Arabie saoudite, Koweït et émirats ont refusé de respecter le quota imposé par la majorité de l'organisation, obéissant à l'impérialisme yankee et provoquant la chute du baril, désastreuse surtout pour les pays à fortes populations comme l'Indonésie, le Nigeria, l'Irak et l'Algérie, qui subit encore les spasmes d'octobre 1988.

Hystérie collective

Je ne comprends pas, ou plutôt je comprends trop bien, cette hystérie collective qui s'empare de M. Bush et des médias. Mieux, aujourd'hui l'Occident délivre un satisfecit de bonne conduite et de bonne moralité à l'Union soviétique après l'avoir tenue en lisière pendant des décennies pour son hégémonie dans les pays de l'Est et en Afghanistan.

Israël occupe la Cisjordanie depuis 1967 et, malgré toutes les résolutions de l'ONU, continue de refuser ces territoires à leurs citoyens légitimes. Israël occupe le tiers du Liban, où il a établi un pouvoir fantoche. On lui reconnaît des droits et des privilèges que l'on condamne violemment quand il s'agit de l'Irak, c'est-à-dire des Arabes. En fait, c'est quoi, Monsieur le président des Etats-Unis, l'Irangate, si ce n'est un tissu de mensonges ? Alors, balayez devant votre porte avant de le faire devant celle des autres.

► **Mohamed Lakhdar Hamina est un cinéaste algérien.**

Selon l'OLP

Aucun élément palestinien n'a participé à l'invasion du Koweït

TUNIS

de notre correspondant

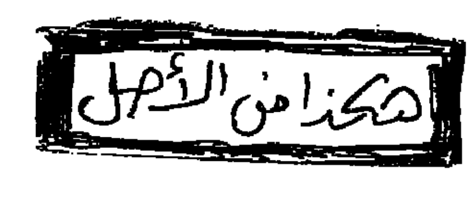
Après le sommet arabe, les principaux dirigeants palestiniens – dont M. Yasser Arafat, aussitôt reparti pour Khartoum et Sanaa – ont regagné Tunis durant le week-end, visiblement irrités du peu de cas fait au Caire de leur proposition d'un *« règlement politique »* du conflit (*le Monde* du 13 août). A l'évidence, ils en rendent responsable M. Moubarak mais, sans doute pour ne pas ajouter aux polémiques, ils s'abstiennent de le mettre nommément en cause.

« L'OLP va continuer de rechercher une solution politique, en dépit de la résolution adoptée par le sommet et des difficultés que présente la situation dans le Golfe, nous a déclaré M. Salah Khalaf (Abou Iyad). *Nous allons poursuivre les contacts avec toutes les parties concernées, y compris avec l'Arabie saoudite. »*

Abou Iyad s'est inscrit en faux contre les informations publiées dans la presse américaine, selon lesquelles des éléments palestiniens s'étaient joints aux forces irakiennes lors de l'invasion du Koweït et participaient à la nouvelle *« armée populaire »*. *« Je mets au défi quiconque d'apporter le moindre début de preuve d'une participation palestinienne, militaire ou autre, au Koweït*, a-t-il dit. *C'est un complot (1) qui vise à porter atteinte à l'OLP, qui ne s'est en aucune façon ingérée dans le conflit ».*

MICHEL DEURE

(1) Abou Iyad considère que les informations faisant état de propos qu'il aurait tenus contre la dynastie des Sabah (*le Monde* du 12-13 août) font aussi partie du « complot » qu'il dénonce. « Je n'ai jamais fait de déclaration semblable », assure-t-il.



in du monde arabe

LA CRISE DU GOLFE

Saddam Hussein, « grand perturbateur »

Suite de la première page

A l'immense masse des pauvres, il se présente en justicier infligeant aux satrapes le sort qu'ils méritent. Nouvel Ali Baba dévalisant la caverne des voleurs du Golfe, il prétend récupérer une partie de la rente pétrolière dont le monde arabe est, selon lui, injustement dépossédé. Mais l'Irak lui-même ne serait-il pas moins démuni si son maître ne lui avait imposé les immenses sacrifices de huit années de guerre? Il reste que dans une région aux inégalités sociales criantes, l'argument anticapitaliste ne laisse pas indifférents les plus miséreux.

A tous, M. Saddam Hussein tient désormais un langage «nationaliste religieux» mettant l'islam au service d'un idéal à première vue bien lointain, le panarabisme socialiste et laïc du parti Baas. Formé dans le sérail baasiste, chef d'un régime que Khomeiny qualifiait d'*«impie»*, Saddam Hussein n'est pas devenu pieux pour autant. Il est seulement soucieux, par simple opportunisme, de récupérer une part de l'héritage islamiste tombé en déshérence depuis la mort de l'imam.

Mais en tant que sunnite dans un Irak où la majorité chiite, tout en étant loyale au pouvoir, continue de trouver son inspiration religieuse chez le voisin persan, le président irakien ne peut être prophète en son pays. Il est contraint de séduire ses ouailles au-delà des frontières de l'Irak, en terre sunnite. C'est là où l'islam et le panarabisme peuvent, dans l'esprit de Saddam Hussein, sinon faire bon ménage, du moins se conjuguer au service de son ambition régionale. Car l'islam, universel par nature, comme le panarabisme, utopie supranationale, sont tous deux ultramontains. Ils recrutent et mobilisent en ignorant les frontières.

Peuples contre régimes

La tactique du leader irakien trouve ici toute sa cohérence. Comme Nasser, le héros de sa jeunesse qu'il regretta tant de n'avoir pas rencontré lors de son exil égyptien dans les années 60, M. Saddam Hussein, négligeant lui aussi les frontières, s'adresse directement aux multitudes arabes, pardessus la tête de leurs dirigeants.

L'isolement auquel il a été acculé après que la majorité de ses pairs eurent désavoué sa mainmise sur le Koweït ne peut que l'inciter à renforcer sa légitimité en sollicitant l'approbation des foules arabes. Au point de tenter de dresser les peuples contre des régimes qu'il ne se cache pas de mépriser.

L'Arabie saoudite, largement discréditée aux yeux de nombreux musulmans depuis les attaques contre les lieux saints et la récente catastrophe de La Mecque, est à cet égard une cible idéale. Mégalomane, le maître de Bagdad ambitionne d'occuper la place, restée vide, de Nasser. N'est-il pas militairement plus puissant que ne le fut jamais le raïs égyptien?

Comme Nasser, il veut être un «montreur de conduite» pour qui les masses arabes, en quête de héros, seraient prêtes à s'enflammer, pour un peu de dignité retrouvée. Mais à la différence de son prestigieux modèle, qui fut parfois sentimental, voire candide, Saddam Hussein est un calculateur qui joue froidement avec les émotions collectives. Pour les foules qui scandaient son nom, ces jours derniers dans plusieurs capitales arabes, l'indépendance piétinée du Koweït et la violation du droit ne suffisent pas à profaner leur admiration, souvent craintive, et que motivent la démonstration de force du leader et son défi lancé à l'Occident.

Il ne faut pas se tromper sur le sens des manifestations de soutien au président Saddam Hussein. Elles expriment moins l'amour des foules arabes pour le dictateur irakien que leur hostilité à l'intervention militaire des Etats-Unis. L'anti-américanisme de la rue, qui se réveille soudain au Proche-Orient, prolonge les vieilles rancœurs héritées de l'époque coloniale contre une Grande-Bretagne coupable d'avoir jadis dépecé l'empire ottoman et trahi le nationalisme arabe naissant. Déjà commence-t-on à évoquer, dans les commentaires arabes, le mauvais souvenir de l'équipée de Suez, et à se demander si le monde arabe n'est pas voué à subir une nouvelle ère de domination étrangère.

Afin d'attiser l'hostilité arabe envers l'Amérique, l'Irak – pour qui le refus haineux d'Israël est un dogme – dispose d'un superbe tisonnier. Il lui suffit de dénoncer l'alliance privilégiée qui unit Washington et Jérusalem. Dès lors, qu'importe si le parallèle dressé par Saddam Hussein entre son annexion du Koweït et l'occupation de la Cisjordanie et de Gaza par Israël est juridiquement faux et historiquement contestable! Faut-il rappeler que les territoires arabes en question tombèrent dans l'escarcelle de l'Etat juif par la seule faute du roi Hussein qui, dûment mis en garde, commit néanmoins l'erreur de son règne en participant à la guerre de six jours?



Qu'importe, car seuls comptent la douloureuse frustration née de l'impuissance des Arabes à récupérer les territoires passés à l'ennemi, la mauvaise conscience de ne pouvoir offrir une patrie au peuple palestinien, la colère devant l'intransigeance de la droite israélienne, le reproche de complaisance envers Jérusalem adressé en permanence à l'Amérique, les critiques, enfin, lancées à l'Occident, soupçonné de réagir diversement à l'injustice, au gré de ses amitiés et de ses intérêts.

Ainsi, la Palestine, vieille blessure lancinante dans le flanc du monde arabe, représente-t-elle pour Saddam Hussein l'ultime «cause sacrée», alibi suprême de sa volonté de puissance.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

Comment le président irakien a réussi à endormir la vigilance de Téhéran

L'Iran a rejeté lundi 13 août les propositions du président Saddam Hussein au sujet du règlement de toutes les occupations dans la région, estimant que «le retrait irakien du territoire iranien toujours occupé après le cessez-le-feu de 1988 ne doit être rattaché à aucune autre question internationale». Cette mise au point semble constituer la première prise de position énergique de Téhéran depuis le début de la crise koweïtienne.

Visiblement dépassés par les événements qui se déroulent pratiquement sous leurs yeux, les responsables de Téhéran semblaient jusqu'à récemment avoir abandonné toute velléité d'y jouer un rôle quelconque. Tout semble indiquer que la diplomatie iranienne ne s'est pas encore débarrassée du complexe d'infériorité que lui a infligé la signature, en juillet 1988, de l'accord de cessez-le-feu avec l'Irak.

Absorbés entièrement par les problèmes de la reconstruction du pays et la lutte pour le pouvoir qui se déroule à Téhéran entre les pragmatiques qui souhaitent une ouverture vers l'Occident et les nostalgiques d'un khomeinisme pur et dur, les dirigeants iraniens n'avaient apparemment jusqu'à l'invasion du Koweït par Bagdad, plus de politique régionale précise, se contentant d'éviter toute initiative intempestive qui pourrait mettre en question la paix fragile conclue avec l'Irak.

Apparente bonne volonté

Aussi c'est sans arrière-pensées et avec un sentiment de grand soulagement qu'ils avaient accepté d'entamer, dès le mois d'avril, un dialogue avec l'Irak sous forme d'un échange de lettres entre M. Saddam Hussein et le hodjatoleslam Rafsandjani sur la possibilité d'enterrer définitivement la hache de guerre. Dans ses lettres à Téhéran, alors tenues secrètes, le président irakien avait fait miroiter la perspective d'un face-à-face avec M. Rafsandjani, ravi d'une telle aubaine.

En particulier, deux lettres adressées au président iranien à la veille du sommet de Bagdad fin mai paraissaient fort encourageantes. La première, signée Saddam Hussein, proposait des négociations sérieuses avec MM. Rafsandjani et Khamenei sur une base apparemment favorable à l'Iran, puisque le chef de l'Etat irakien acceptait le retour aux frontières de 1975, la libération des prisonniers des deux pays dans le cadre de la résolution 598 du Conseil de sécurité de l'ONU et la réactivation de la commission mixte irako-iranienne qui, avant la guerre du Golfe, supervisait la navigation sur le Chatt-el-Arab, pour s'occuper du déblaiement du fleuve. Ce qui revenait pratiquement à reconnaître la validité de l'accord d'Alger de 1975, l'une des principales revendications de Téhéran.

La deuxième lettre signée Yasser Arafat pressait l'Iran de normaliser ses relations avec Bagdad afin qu'il puisse participer activement à la lutte contre Israël. A cette époque, M. Rafsandjani paraissait convaincu de la bonne volonté de M. Saddam Hussein. Cependant, le sommet arabe qui se tint à Bagdad fin mai 1990 troublait la belle ordonnance du rapprochement irano-irakien avec le vote d'une résolution préconisant la poursuite des efforts en faveur de l'application de la résolution 598 *«de manière à garantir les droits de l'Irak, notamment son droit historique de souveraineté sur le Chatt-el-Arab»*. M. Saddam Hussein réussit cependant à dissiper les doutes qui avaient gagné l'esprit des responsables de Téhéran en adressant à M. Rafsandjani une nouvelle lettre dans laquelle il minimisait l'importance de la résolution du sommet de Bagdad, *«une réaffirmation de principe qui ne remet pas en cause nos engagements antérieurs»*, écrivait-il une référence à sa lettre précédente.

Apparemment rassuré, le président iranien confirmait au début de juin devant les journalistes invités pour le premier anniversaire de la mort de l'imam Khomeiny son accord pour une rencontre au sommet à la condition qu'elle soit précédée de conversations entre des experts des deux pays sous l'égide des Nations unies, une précaution qui avait manifestement pour but de désamorcer d'éventuelles critiques de la part de ses détracteurs habituels.

Le président iranien semblait décidé à aller vite en besogne, une *«paix honorable»* avec Bagdad constituant entre ses mains une carte non négligeable dans sa lutte interminable pour le pouvoir. Le tragique séisme du nord de l'Iran devait accentuer le climat de confiance nouvellement établi entre les deux pays, puisque l'Irak avait été parmi les premiers à offrir son aide à la République islamique.

Dès lors, une rencontre directe entre les chefs de diplomatie des deux pays était possible. Elle eut lieu le 3 juillet à Genève grâce aux efforts du secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar. Peu d'informations ont transpiré sur cette réunion, qualifiée de *«cordiale»*. On sait seulement qu'il y a été convenu de mener à l'OPEP une action commune en vue d'augmenter le prix du baril.

Une savante mise en scène

A Téhéran, le président Rafsandjani renchérissait en affirmant : *«Nos deux pays ont désormais une plus grande confiance dans la volonté de paix de l'autre et sont plus proches de la paix qu'il y a un ou deux mois.»*

En fait, il semble qu'à cette époque la décision de l'Irak d'envahir le Koweït avait déjà été prise et que toute la correspondance entretenue par M. Saddam Hussein avec le président Rafsandjani depuis avril, ainsi que les entretiens de Genève, n'ont été de la part de Bagdad qu'une savante mise en scène destinée à brouiller les pistes et à ancrer les dirigeants de Téhéran dans un sentiment de fausse sécurité, assurant ainsi les arrières de l'Irak lors de l'invasion du Koweït.

Les Iraniens ne se doutaient de rien, puisque trois semaines avant la date fatidique du 2 août, le chef de la diplomatie de Téhéran se rendait en visite officielle à Koweït pour y normaliser les relations entre les deux pays et jeter les bases d'une nouvelle entente. Dans certains milieux de l'opposition iranienne, on se demande même si l'Iran n'a pas, à son corps défendant et sans le savoir, rendu possible l'invasion de l'émirat en assurant son ancien ennemi irakien qu'il n'avait aucune intention agressive sur la frontière de 1 000 kilomètres qui sépare les deux pays.

JEAN GUEYRAS

Les origines historiques d'une invasion

Les obsessions abbasside et alide de Bagdad

«L'annexion du Koweït par l'Irak? Mais à tout prendre c'est la France mettant la main sur Monaco, comme d'ailleurs de Gaulle faillit le faire...»

«Pourquoi Bagdad se serait-il gêné pour s'emparer du Koweït, puisque, avec la même absence de scrupules, les Syriens occupent la majorité du Liban depuis 1976 et les Israéliens les territoires palestiniens depuis 1967?»

Tel est le type de réflexions souvent entendues ces jours-ci sur la Côte d'Azur, dans ces dîners franco-orientaux mêlant élus hexagonaux (surtout de droite), pétrocrates arabes et Libanais divers et qui, depuis quelques lustres, sont devenus l'une des traditions de la Riviera française.

Koweït = Monaco? Les Irakiens à Koweït = les Syriens à Beyrouth? C'est aller vite en besogne et forcer quelque peu les comparaisons historiques : les Grimaldi siègent sur leur Rocher depuis...1070 et leur souveraineté a été reconnue par la France en ...1512.

Le nom de Koweït – «petite forteresse» – apparaît, lui, pour la première fois sur une carte anglaise de 1765 conservée au British Museum. Et, s'il est vrai que la famille des Sabah, détrônée ce mois-ci, avait, dès 1756, fait reconnaître son autorité aux quelques milliers de pêcheurs et commerçants peuplant le futur «plus riche pays du monde», il est tout aussi exact que, dans l'Empire ottoman – lequel, jusqu'en 1918 et durant cinq siècles, gouverna la région, – la bourgade koweïtienne n'était qu'une insignifiante parcelle de ses possessions mésopotamiennes. A la fin du dix-neuvième siècle, l'émir du Koweït était le subordonné du gouverneur ottoman de la province irakienne de Bassorah.

Cela récuse également le parallèle avec les Syriens au Liban, où, depuis mille ans, la montagne druzo-maronite a maintenu une réelle autonomie face à l'islam sunnite environnant et s'est ainsi forgé une personnalité distincte. Il convient néanmoins de rappeler que, si Damas n'a jamais formellement reconnu Beyrouth (sauf dans le pacte de la Ligue arabe), Bagdad avait reconnu Koweït en 1963.

Durée et légitimité

Si l'on suit Chateaubriand lorsqu'il dit que *«seule la durée crée la légitimité»*, force est de constater que celle de la principauté koweïtienne était assez frêle. D'autant plus, relèvent les partisans de l'islamo-panarabisme, que *«la dynastie des Sabah – comme d'ailleurs la plupart des autres émirs de la région – avait trahi l'islam et l'arabité en se plaçant, en 1899, sous la tutelle des infidèles britanniques pour échapper à celle du calife de l'islam, comme aujourd'hui les Saoudiens ont préféré la protection américaine à celle des Arabes»*.

Malgré la vigilance de Londres, le Conseil législatif koweïtien devait demander lui-même, en 1938, le rattachement de la principauté au Royaume hachémite d'Irak, indépendant depuis 1930. En 1958, les rois cousins d'Irak et de Jordanie étudièrent un projet de fédération à trois incluant le Koweït. Peu avant son renversement, la même année, le vrai maître de Bagdad, le très pro-occidental Nouri Saïd, s'était secrètement concerté avec Britanniques et Américains en vue, semble-t-il, d'une entrée de l'armée irakienne au Koweït; projet avorté mais qui confère quelque ironie à la réaction anglo-saxonne actuelle face à l'invasion irakienne... En revanche, les tenants de l'indépendance du Koweït ont toujours soutenu qu'*«il faut bien que les Etats commencent un jour et qu'une couronne, du pétrole et du sable peuvent tout à fait servir de point de départ à une nation»*.

Il reste que, si M. Saddam Hussein porte l'entière responsabilité de l'élimination de cette «nation naissante», la conquête du Koweït n'est pas une lubie de l'autocrate actuel de Bagdad, mais bel et bien le produit – on pourrait aller jusqu'à dire la fatalité – d'une histoire régionale presque trop riche d'arguments, qui, s'ils n'excusent aucune invasion, expliquent en tout cas largement la situation politique présente.

Sans remonter jusqu'à Sumer, qui dispute à l'Egypte pharaonique la place de plus vieille civilisation connue, l'Irak, antique Mésopotamie, a été, de l'an 750 à 1258, le centre de l'Empire abbasside, la plus durable et la plus brillante construction impériale arabo-islamique jamais édifiée. A titre de comparaison, le royaume omeyyade, dont s'enorgueillit le rival syrien, a duré moins d'un siècle, et le califat fatimide du Caire un peu plus de cent cinquante ans. Aucun des deux, pas plus que l'Espagne musulmane, n'a atteint le rayonnement politique, culturel, économique et religieux abbasside : après leur chute en 1258, les califes de Bagdad, forts de leur seul prestige, furent accueillis par les Mamelouks du Caire, où ils régnèrent jusqu'à l'arrivée des Ottomans en... 1517, lesquels reprirent leur titre au profit de leur souverain, titre qu'Atatürk abolit en 1924.

Le premier véritable Etat musulman et ce qu'on appellerait un jour la «civilisation arabe» sont donc nés effectivement non pas à La Mecque, au Caire, à Damas ou à Cordoue, mais dans des villes de l'Irak méridional comme Coufa et Bassorah. Les Irakiens, en quelque sorte, ne s'en sont jamais remis.

Surtout si on ajoute que la plus dramatique fracture de l'islam – entre sunnites et chiites – s'est produite au pays du Tigre et de l'Euphrate vers l'an 650, le panarabisme est aussi bien un moyen de revivre la grandeur abbasside que d'oublier l'irréparable brisure de l'unité islamique universelle.

De ces faits découle *«l'attitude de défi que nous connaissons à l'Irak»*, notait, dès 1962, le diplomate français Pierre Rossi dans un livre qui reste, en français, la meilleure introduction au complexe historique irakien (1).

Un diplomate visionnaire

Rossi, il y a près de trente ans, soulignait deux éléments qui, depuis lors, ont fait et vont faire encore couler beaucoup d'encre et de sang : la contestation par Bagdad de l'indépendance koweïtienne (proclamée en juin 1961) et l'ambiguïté irakienne des rapports entre sunnisme et chiisme.

En septembre 1961, le dictateur Kassem (violemment hostile au Baas, l'idéologie de la «renaissance arabe» à laquelle se réfère M. Saddam Hussein) fit distribuer dans toutes les écoles d'Irak une carte incluant le Koweït dans le territoire national. Montait alors la première tension internationale à propos de l'émirat.

«Le conflit n'est pas près de finir», estimait au même moment Pierre Rossi, avant d'ajouter : *«L'affaire* [du Koweït] *est si complexe qu'elle enferme à vrai dire le futur destin de l'Irak : il dépend de sa conclusion que Bagdad soit la capitale d'une grande puissance ou seulement la première cité de la Mésopotamie.»*

Dépassant les demi-mesures de ses prédécesseurs (crises de 1961, 1966, 1967, 1973, 1977), M. Saddam Hussein a opéré son choix : celui de l'expansion au nom d'un panarabisme puisant aux plus anciennes sources historiques.

Il a en même temps effectué un autre choix non moins enraciné, qui n'a pu étonner que ceux ayant cru à la laïcité du Baas (2) : l'option islamique.

Cette option n'est pas circonstancielle mais au contraire méditée de longue date : dans un ouvrage de propagande (3) publié en 1980 à Paris à la demande de Bagdad, figure l'arbre généalogique officiel de M. Saddam Hussein, rattachant la ligne de ce petit villageois sunnite orphelin au ... calife Ali en personne, gendre de Mahomet et fondateur du chiisme. De même les ambigus Abbassides sunnites avaient adopté le drapeau noir des Alides et du chiisme....

Si on croit à la prédestination des prénoms et à l'influence des lieux sur les caractères, on peut ajouter que Saddam signifie cogneur en arabe et que le président irakien est né – vraiment – à Takrit (4), également berceau de Saladin (1138-1193), l'immortel sultan kurdo-arabe qui reprit Jérusalem aux Francs...

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ

(1) *L'Irak des révoltes*, de Pierre Rossi, Seuil, 1962, 325 p.

(2) Selon les théoriciens du Baas, *«l'islam est l'âme de la nation arabe»* ou encore : *«Dans l'Etat laïc que nous voulons, la religion* [islamique] *agit librement sur la vie des personnes et des sociétés.»*

(3) *Saddam Hussein, le militant, le penseur et l'homme*, texte du journaliste égyptien francophone Amir Iskander, publié par Hachette-« Réalités » (400 p., nombreuses photos inédites).

(4) Son véritable patronyme est d'ailleurs «El Takriti».

LA CRISE DU GOLFE

L'envoi d'émissaires chargés d'expliquer la politique française

M. Mitterrand désarme l'opposition parlementaire

La crise du Golfe a suspendu les tentatives de la droite, principalement du RPR, pour porter atteinte au crédit du chef de l'Etat et du gouvernement en parlant, comme l'avait fait M. Alain Juppé dans *le Monde* du 4 août, d'*« aboulie présidentielle »*, de *« banalisation des scandales »* et d'une diplomatie *« pétrifiée »* devant les bouleversements internationaux. M. François Mitterrand a rapidement tiré avantage de cette conjoncture en enrôlant trois représentants de l'opposition, dont l'irréductible adversaire qu'est M. Jean Lecanuet, parmi les émissaires chargés d'expliquer au Proche-Orient, en Amérique latine et en Asie, la position adoptée par la France face à l'Irak.

La seule critique majeure des décisions prises par M. Mitterrand était venue de M. Valéry Giscard d'Estaing, qui reprochait au chef de l'Etat de ne pas avoir proposé de sa propre initiative à l'Arabie saoudite l'envoi d'une unité militaire terrestre ou aérienne, chargée de protéger les *« points sensibles »* du royaume face à la menace irakienne (*le Monde* daté 12-13 août). Or l'ancien président de la République est resté isolé sur cette position. Il ne se trouve guère que M. Hervé de Charette, délégué général des clubs Perspectives et Réalités, fidèle de M. Giscard d'Estaing, pour dénoncer encore, dans *le Figaro* du 14 août, *« les lenteurs et les incertitudes de l'attitude française »*.

M. Lecanuet a certes affirmé, mardi matin, sur RTL, que la position française est, à ses yeux, *« militairement faible et insuffisante »*, mais la politique de M. Mitterrand ne paraît pas si indéfendable au président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat, qu'il ait dû refuser d'aller l'expliquer aux dirigeants indiens et turcs. L'acceptation de M. Lecanuet, qui n'a jamais eu pour habitude de faire des cadeaux à M. Mitterrand, est significative du consensus auquel l'opposition se trouve tenue. Les deux autres émissaires d'« ouverture » que sont MM. Jean François-Poncet (UDF) et Jean de Lipkowski (RPR), enclins de plus longue date au dialogue avec le chef de l'Etat, font ainsi figure de précurseurs.

L'objection formulée par M. Giscard d'Estaing n'avait pas retenu l'attention de M. François Léotard, qui, le 12 août, jugeait que les dirigeants français avaient fait et dit ce qu'ils devaient faire et dire. L'idée d'une action plus rapide de la France en Arabie saoudite n'est pas partagée non plus par M. Edouard Balladur, qui, dans *le Monde* du 14 août, estimait qu' *« il était temps »* de prendre part à une *« présence sur les lieux »* – l'envoi du porte-avions *Clemenceau*, – mais ajoutait qu'une initiative militaire dirigée contre l'Irak ne devait être décidée *« que par l'ONU et en association avec la majorité des pays arabes »*.

Reproches de forme

A défaut d'autre critique de fond que celle, restée isolée, de M. Giscard d'Estaing, le pouvoir s'est entendu adresser des reproches de forme. M. de Charette, lui encore, demande aux ministres en vacances de *« quitter leurs plages, leurs bateaux et leurs résidences »*, afin d'assurer mieux *« la présence de la France dans le monde »*. Plus sérieusement, M. Léotard souhaite la réunion du Parlement en session extraordinaire, afin que les représentants de la nation soient informés de l'évolution de la situation.

Cette demande du président du Parti républicain lui a valu une réplique ironique de M. Roland Dumas, observant, lundi, que M. Léotard, membre de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, était absent lorsque cette commission s'était réunie, le 10 août, pour entendre le ministre.

La nécessité d'informer le Parlement est de celles que M. Mitterrand, a néanmoins, tenu à prendre en compte en recevant, lundi, M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, et M. Alain Poher, président du Sénat.

« Éclairer » les parlementaires

M. Fabius a indiqué, après son entretien avec le chef de l'Etat, que *« si des événements nouveaux intervenaient qui nécessitent, d'une façon impérieuse, la réunion de l'Assemblée nationale, le président* [de la République] *peut prendre cette décision à tout instant »*. M. Poher estime, de son côté, que cette nécessité ne s'impose pas aujourd'hui. Le président du Sénat préfère que les élus soient *« informés de façon moins solennelle, mais efficace »*, et il a remercié le gouvernement des *« efforts »* faits pour *« éclairer »* les parlementaires. Au surplus, M. Jean-Pierre Chevènement doit être entendu jeudi par la commission de la défense de l'Assemblée nationale.

M. Mitterrand est donc paré sur tous les fronts « intérieurs », et le Parti socialiste a pu, par la voix de M. Gérard Le Gall, membre adjoint de son secrétariat national, souligner que l'opposition est *« mesurée »* et la mettre en garde, à toutes fins utiles, contre les *« dérapages »*, car *« les Français désavoueraient ceux qui manqueraient à la solidarité nationale au moment où la France engage des forces importantes sur le terrain »*.

L'engagement des différentes forces politiques, à l'exception de l'extrême droite, dans cette « solidarité nationale » permet aussi au chef de l'Etat de s'en prévaloir à l'extérieur. L'Irak ne peut plus compter, pour défendre sa cause, que sur M. Jean-Marie Le Pen et sa mouvance. Tous les autres responsables politiques sont, directement ou indirectement, partie prenante de la diplomatie française dans cette affaire, les interlocuteurs assignés aux représentants de l'opposition – la Jordanie pour M. François-Poncet, l'Inde et la Turquie pour M. Lecanuet, l'Indonésie, la Malaisie et la Thaïlande pour M. de Lipkowski – n'étant pas des moindres.

M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, est chargé, lui, de rencontrer les dirigeants tunisiens, marocains et algériens. Notre correspondant à Tunis, Michel Deuré, nous indique que l'ambassadeur de France, M. Alain Grenier, a remis, le 12 août, au président de l'OLP, Yasser Arafat, un message de M. Dumas, lui demandant d'intervenir auprès des autorités irakiennes, afin que les ressortissants français et européens retenus en Irak et au Koweït retrouvent rapidement leur liberté de circulation.

Le sort des étrangers

M. Arafat, croit-on savoir, avait déjà insisté, la semaine dernière à Bagdad, sur le sort des étrangers empêchés de quitter ces deux pays et dont la situation, en dépit des assurances des dirigeants irakiens, équivaut à celle d'otages.

La question sera très probablement évoquée de nouveau, mardi soir, à Tunis, lors de la rencontre que M. Claude Cheysson, l'un des émissaires du président de la République, doit avoir avec le chef de l'OLP. L'ancien ministre des affaires étrangères sera suivi à Tunis, quarante-huit heures plus tard, par M. Mauroy, qui rencontrera, lui aussi, M. Arafat.

Sans aller jusqu'à la cogestion avec le Parlement ni, moins encore, avec l'opposition, la démarche du président de la République implique suffisamment les élus pour que l'adhésion de l'opinion en soit confortée.

PATRICK JARREAU

La France aurait fourni aux Etats-Unis des renseignements sur le matériel militaire vendu à l'Irak

La France a fourni aux Etats-Unis des *« détails secrets »* concernant le matériel militaire français vendu à l'Irak, annonce l'*International Herald Tribune* dans son édition du 14 août. Selon le quotidien américain, ces renseignements auraient *« renforcé la position militaire américaine dans le golfe et aidé de manière significative les efforts occidentaux pour neutraliser la puissance irakienne »*.

A Paris, les services officiels, comme les fabricants d'armes français, se refusent, bien entendu, à confirmer ou démentir ces informations, qu'un expert qualifie cependant de *« plausibles »*. Il s'agirait alors, estime-t-il, de contacts directs – discrètement autorisés par le gouvernement – au niveau des services techniques des armées française (qui dispose... d'un matériel similaire à celui vendu aux Irakiens) et américaine.

Les Américains seraient particulièrement intéressés par deux sortes d'équipements susceptibles de menacer leur flotte navale et aérienne dans le golfe : les Exocet de l'Aérospatiale, mais aussi les missiles air-air Super-530 et Magic de Matra, ainsi qu'un radar fourni par Thomson. Les Irakiens ont en effet monté sur un Iliouchine-76 un radar utilisé au sol par l'armée française, se dotant ainsi d'un système un peu équivalent à l'AWACS américain, susceptible de guider et de contrôler des opérations de grande envergure vers les bâtiments de l'US Navy ou les bases saoudiennes.

J.-P. D.

L'extrême droite et l'invasion irakienne

Le Front national et ses satellites se rangent derrière Bagdad

Dans ses différentes composantes, l'extrême droite se distingue, sur l'échiquier politique, par la défense du point de vue irakien. Après M. Jean-Marie Le Pen, qui avait dénoncée, le 10 août, *« l'engagement militaire français dans une aventure inconsidérée »*, M. Bruno Mégret, délégué général du Front national, a déclaré, lundi 14 août, que *« les propositions de Saddam Hussein méritent d'être prises en considération par la diplomatie occidentale »*.

« Ne pas mourir pour Koweït-City », tel est le mot d'ordre des comités Espace nouveau, groupe nationaliste européen, selon lesquels *« l'Irak n'a fait que libérer une portion de son territoire volé naguère par les Anglais et administré par des fantoches »*. Le club Nationalisme et République, animé par M. Michel Schneider, ancien proche collaborateur de Jean-Pierre Stirbois, secrétaire général décédé du Front national, marque son accord avec la *« tardive »* analyse *« nationaliste-révolutionnaire »* de M. Le Pen, en ajoutant qu'elle *« cadre mal avec* [les] *prises de position habituellement pro-américaines et pro-israéliennes »* du président du parti d'extrême droite.

Sans fioritures, le Parti nationaliste breton condamne *« fermement l'attitude irresponsable des impérialistes américains et de l'Etat français, qui ne sont que les chiens du sionisme international »*.

□ **L'« homme fort » du cirque Archaos part se battre en Irak.** – Le cirque français Archaos qui participe actuellement au festival d'Edimbourg a perdu son « hercule ». Zanouk el Habib, Irakien de vingt-trois ans, spécialiste du lancer de troncs d'arbres et de la destruction de voitures, préoccupé par le sort de sa famille aurait décidé de rejoindre l'armée de son pays. Le cirque Archaos, qui comporte plusieurs troupes, connaît depuis deux ans un très grand succès en Grande-Bretagne où il est apprécié pour ses luttes entre gladiateurs armés de tronçonneuses.

□ **La LICRA s'étonne de trouver M. Le Pen parmi les défenseurs de Saddam Hussein.** – Le président de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA), M. Jean Pierre-Bloch, s'est étonné, lundi 13 août, du *« silence des défenseurs traditionnels des droits de l'homme »* sur l'invasion irakienne. *« Quand on commence à trouver des excuses à l'agresseur cela ressemble à l'esprit de Munich de septembre 1938 »*, a-t-il indiqué. *« Mais le plus étonnant*, a poursuivi le président de la LICRA, *est de trouver parmi les défenseurs du dictateur, et seul à s'opposer à la politique française, M. Le Pen »*. *« Il est vrai que l'emploi des gaz au Moyen et Proche-Orient est une question de détail, sans doute, comme les chambres à gaz d'Hitler »*, a conclu M. Pierre-Bloch.

Dans la communauté koweïtienne sur la Côte d'Azur

« Comme si la France avait jeté ses troupes sur Monaco... »

Une centaine de Koweïtiens ont manifesté lundi 13 août à Paris, sur le parvis des Droits-de-l'Homme du Trocadéro, à l'appel des étudiants koweïtiens de France. Une manifestation de Koweïtiens avait déjà eu lieu dans les rues de Nice le 7 août (*le Monde* du 9 août). Cinq à six cents Koweïtiens ont été surpris sur la Côte d'Azur au moment de l'invasion de leur pays. Ils préparent une nouvelle manifestation pour le jeudi 16 août à Cannes.

NICE

de notre correspondant régional

Dix jours après l'*« incroyable invasion »* ils n'arrivent pas encore à se faire à l'idée qu'ils n'ont plus de pays. *« Le 2 août, à 6 heures du matin*, tente de se persuader Hayfa El N..., cadre à l'université du Koweït, *je me suis réveillée réfugiée. »* Comme chaque année, ils avaient fui la fournaise du Golfe pour passer leurs vacances sur la Côte d'Azur. En famille et avec leurs domestiques philippins, indiens, sri-lankais ou bangladeshis. Quatre cents à six cents personnes – les chiffres varient selon les sources – appartenant, en majorité, à la bourgeoisie aisée du Koweït.

Le *rezzou* de Saddam Hussein les a tous traumatisés. C'est *« comme si la France avait jeté ses troupes sur Monaco »*. Et, par peur des représailles, aucun ne consent à donner son nom. Depuis ce *« jour de malheur »*, ils sont accrochés à leur radio et dévorent la presse arabe paraissant en France, comme *Al Hayat*, journal libanais imprimé à Marseille ou *Asharq al-Awsat*, le *« quotidien international des Arabes »*, édité à Londres.

De leurs difficultés matérielles engendrées par le gel des avoirs koweïtiens – dont l'application est en voie d'assouplissement, – ils ne parlent pas, ou peu. Une solidarité active s'est, il est vrai, organisée au sein de leur communauté. Le mercredi 8 août, trois envoyés spéciaux de l'émir Jaber Al Ahmed Al Sabah, dont le fils aîné de celui-ci, le cheikh Moubarak, sont venus à Nice pour leur proposer une aide financière, qu'ils ont refusée. Le même jour, ils ont créé un comité provisoire de neuf membres chargé de collecter des fonds au profit de ceux qui n'ont d'autres ressources que leur salaire. Chacun donnera *« selon ses possibilités »*.

Leur objectif est de se rapprocher, au plus vite, du Koweït comme les a encouragés à le faire le cheikh Moubarak. La compagnie nationale Kuwait Airways leur fournira des titres de transport gratuits pour la destination de leur choix. Généralement les Emirats, l'Arabie saoudite ou l'Egypte, pays dans lesquels ils sont assurés de trouver le meilleur accueil. A Bahreïn, par exemple, deux grands hôtels ont été mis à leur disposition, et au Caire de nombreuses familles égyptiennes se sont également proposé de les héberger *« le temps qu'il faudra »*. Dans les Emirats, les autorités ont annoncé de plus qu'elles prendraient en charge leurs frais de nourriture.

« Il est normal aujourd'hui qu'on nous aide »

Leila F..., un professeur de français, et son mari, Youssef, inspecteur de l'enseignement, ont décidé de partir le 17 août pour l'Egypte avec deux de leurs enfants. Ebtisam El B... compte rejoindre des proches à Bahreïn avec son mari avocat, et ses quatre enfants. Les résultats du sommet arabe du Caire leur ont plutôt apporté une *« bonne surprise »*. Mais tous, ou presque, pensent que l'occupation de leur pays ne prendra fin qu'à travers une solution armée. *« Est-ce que Hitler est sorti de l'Autriche par la diplomatie ?* interroge un homme d'affaires, Ahmed El N... *Nous avons toujours aidé tout le monde, il est normal, aujourd'hui, qu'on nous aide, car nous sommes tous dans le même bateau. »* Le temps, pense-t-il, joue en faveur de Saddam Hussein. Il faut donc faire vite. Mais, à son avis, la guerre ne durera pas. *« Trois ou quatre jours, au plus. »* Car *« les Américains sont très bien renseignés pour atteindre les organes vitaux de l'Irak »*.

Un conflit qui peut durer « des mois »

Comme lui, l'avocat Abderlrazak El N... se dit persuadé que la force multinationale engagera inévitablement le fer contre le *« tyran de Bagdad »*. *« Croyez-vous,* ironise-t-il, *qu'elle est en vacances dans le Golfe ? »* S'il le faut, Talal, un lycéen de seize ans, fera partie d'un groupe de volontaires koweïtiens pour se battre à ses côtés, *« à un poste utile »*, puisque, de toute façon, son avenir est *« brisé »*.

Plus circonspect, Manaf H..., un autre homme d'affaires de trente-sept ans dont la société de location d'avions cargos employait, au Koweït et dans les Emirats, deux cent cinquante salariés, n'est nullement sûr que l'armée américaine *« attaquera demain »* ni même qu'elle *« mourra pour nous »*.

En tout cas, à son avis, le conflit peut durer *« des mois »* et dépendra, en fait, de l'efficacité de l'embargo, qui pourrait provoquer la chute de Saddam Hussein. Sa seule certitude, unanimement partagée, c'est que le Koweït *« n'est pas mort et ne mourra jamais »*.

GUY PORTE

PROCHE-ORIENT

LIBAN

Le second otage suisse a été libéré

M. Elio Erriquez, le second otage suisse du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a été libéré, lundi 13 août au soir, et remis aux autorités syriennes à Beyrouth, a-t-on appris à Berne et au siège de l'organisation humanitaire à Genève. Ce dénouement met fin à une semaine d'attente après l'annonce de la libération des deux otages le 7 août et l'élargissement de M. Emmanuel Christen le 8.

Selon le CICR, M. Erriquez était attendu mardi à Genève, après être passé par Damas. Agé de vingt-quatre ans, orthopédiste à Saïda (sud du Liban), il avait été enlevé dans cette ville le 6 octobre. Après sa libération, il reste encore dix-sept otages occidentaux détenus par des groupes terroristes au Proche-Orient, six Américains, quatre Belges, deux Allemands de l'Ouest, trois Britanniques, un Irlandais et un Italien.

Selon le quotidien libanais *al Liwa*, citant des sources diplomatiques occidentales, les quatre otages belges, capturés avec Mme Jacqueline Valente en 1987 sur le bateau *Silco*, devraient être relâchés cette semaine, à la suite d'un accord entre le gouvernement belge et les ravisseurs du Fatah Conseil révolutionnaire d'Abou Nidal. En échange, Bruxelles aurait, selon le journal, accepté de libérer M. Saeed Nasser, condamné à la prison à perpétuité pour une attaque à la grenade contre une synagogue en 1980. – *(AFP, AP, UPI.)*

DIPLOMATIE

M. André-Jean Libourel ambassadeur au Venezuela

M. André-Jean Libourel, directeur de cabinet du ministre délégué aux Affaires étrangères, Mme Edwige Avice, a été nommé ambassadeur de France au Venezuela, en remplacement de M. Philippe Bernard, a-t-on annoncé lundi 13 août au quai d'Orsay.

[Né le 25 juin 1943, M. Libourel a été notamment inspecteur des postes diplomatiques et consulaires (1978-1979), conseiller culturel à l'ambassade de France aux Etats-Unis (1978-1979), conseiller technique au cabinet du ministre de la Culture, M. Jack Lang (1982-1983) et directeur de la coopération et des relations internationales au ministère de l'Education (1985-1987). M. Libourel est chevalier de l'Ordre national du Mérite.]

□ **ERRATUM.** – Une erreur de transmission téléphonique a déformé une phrase de l'article d'André Fontaine : « Les limites de la realpolitik » (*le Monde* du 10 août). *L'URSS*, avait-il écrit en réalité, *se range clairement au nombre des nations que les Américains appellent les* statu quo powers, *celles qui entendent préserver, quelque injuste (et non pas quelque enjeu) qu'il puisse être, l'ordre existant).*

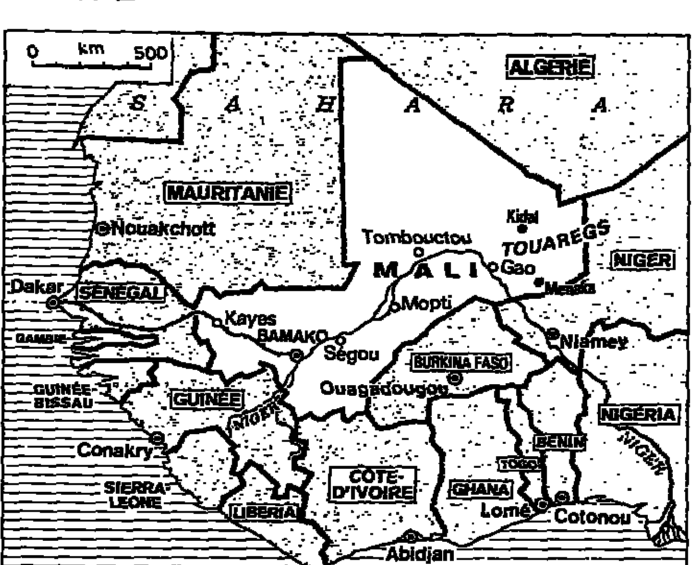
هكذا من الأصل

AFRIQUE

MALI : razzias et représailles

Des affrontements meurtriers auraient opposé l'armée aux Touaregs

Les révélations du magazine malien Aurore, relatant, dans son édition du 9 août, de nouveaux accrochages dans le nord-est du pays entre « bandes armées » et forces régulières, n'ont suscité, jusqu'à ce jour, aucun commentaire officiel de la part des autorités de Bamako. D'après le journal, neuf personnes (dont sept militaires) auraient été tuées lors de ces deux attaques, perpétrées à Tarkint et à Kidal, fin juillet.



La sous-préfecture de Menaka avait subi un premier raid de rebelles touaregs, fin juin, suivi d'une vague de représailles très dures de la part de l'armée *(le Monde* daté 5-6 août). Selon d'autres sources, l'état d'urgence aurait désormais été imposé à toute la région nord, *« de Menaka à Tombouctou en passant par Gao et Kidal »*, afin de faciliter les opérations de « ratissage ».

Dans les milieux proches du gouvernement, on ne nie pas l'existence de telles *« rumeurs »* mais on les minimise : *« Tout va bien entre Bamako et Gao »*, insiste-t-on. Toutefois, on reconnaît que les renforts militaires, dépêchés fin juin, *« auront besoin de temps pour pacifier la zone »*. Et l'on admet, à demi-mot, que les arrestations se poursuivent : *« Quand il y a des bandits, on les arrête. Il faut bien vérifier les identités ! »*, précise-t-on candidement.

A en croire le témoignage d'un voyageur de retour de Gao, la *« pacification »* du nord – vaste étendue de déserts et de montagnes où se « concentre » la minorité touarègue – se serait déjà soldée par de nombreuses atrocités. Ce voyageur cite le cas de onze personnes, fusillées à Gao, et dont *« les corps ont été écrasés par un char, puis laissés en pâture à la population. Les gens ont pris des bouts de cadavres, qui un doigt, qui une tête, et sont venus agiter cela devant les portes des familles touarègues »*...

Selon d'autres témoignages, recueillis à Bamako, les accrochages et embuscades se multiplient – sept, au moins, depuis l'attaque de Menaka le 28 juin – et le bilan avoisinerait déjà les trois cent morts. Aux premiers jours d'août, en effet, on estimait le nombre des tués à cent cinquante-cinq parmi les forces gouvernementales, à cent vingt-cinq parmi les Touaregs.

Ces accusations – difficilement vérifiables – sont-elles, elles aussi, à remiser au catalogue des *« rumeurs »* ? L'avenir le dira peut-être. Le passé plaide, hélas, pour le pire.

A deux reprises déjà, dans la courte histoire du Mali, on a pu craindre, ou évoquer, le risque d'une tentative de génocide des populations touarègues. En 1963 tout d'abord, lors de la campagne répressive ordonnée par l'ancien président Modibo Keita. Puis au début des années 70, lors de la grande famine qui frappa le pays : les Touaregs, qui étaient parmi les premiers touchés par la sécheresse, furent les derniers servis par l'aide alimentaire *(le Monde* du 6 février 1974). Une chose est sûre : les « aristocrates du désert », nomades de race blanche, n'ont jamais été follement aimés par leurs compatriotes à peau noire.

Pendant des siècles, les Touaregs n'ont-ils pas, en effet, pillé les populations noires sédentaires de la boucle du Niger, rançonnant les villages, réduisant hommes et femmes en esclavage et tuant sans pitié les plus récalcitrants ? Ce passé-là, non plus, ne peut s'effacer facilement. En outre, aujourd'hui, les milieux gouvernementaux nigériens et maliens soupçonnent fréquemment les « hommes bleus » de s'être alliés au colonel Kadhafi en rejoignant la « légion islamique », créée par la Libye et censée *« libérer »* certains pays de la région.

Le magazine *Aurore* évoque, quant à lui, les anciennes *« velléités sécessionnistes »* des Touaregs dont la communauté est aujourd'hui principalement éparpillée en Algérie, au Niger et au Mali. Tous les soupçons du monde ou les crimes d'hier ne peuvent justifier, cependant, des violences discriminatoires.

Certains observateurs estiment que les sanglants événements du Niger *(le Monde* du 15 juin) ont *« servi de catalyseur »* à l'actuelle révolte des Touaregs du Mali. *« Depuis la fin de la colonisation*, précise-t-on, *les nomades n'ont jamais été intégrés dans la communauté nationale. »* Cette révolte, symptôme d'un profond malaise, sera-t-elle écrasée dans le sang, comme cela fut le cas dans les années 60 ? L'armée malienne ne doit pas *« faire de ces événements une question de fierté »*, plaident les journalistes d'*Aurore*, qui dénoncent le *« black-out total »* du gouvernement sur la question des Touaregs.

La récente affaire des trois Européens, retrouvés morts à une soixantaine de kilomètres au nord de Gao, permettra-t-elle de lever un pan de ce « rideau de sable » et incitera-t-elle les autorités à sortir du mutisme ? Il semble bien que les trois victimes aient été tuées lors d'un des accrochages entre nomades et militaires : ces cadavres-là, – Michel Roudaut, médecin français, son épouse Colette et son fils Christophe – pourront difficilement être qualifiés de *« rumeurs »*.

CATHERINE SIMON

LIBERIA : la guerre civile

L'intervention des « casques bleus » africains se heurte à de nombreuses difficultés

Alors que les massacres se poursuivent et que les étrangers continuent, par centaines, à fuir le pays, chacun des acteurs du conflit semble vouloir adopter une attitude plus conciliante, comme pour temporiser avant un probable chaos final.

Charles Taylor, le chef des rebelles libériens, a ainsi fait savoir, lundi 13 août, qu'il était prêt à rencontrer le chef de l'Etat gambien, M. Dawda Jawara, les *« présidents frères »* du Nigéria et du Ghana, ainsi que le numéro un de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), M. Yoweri Museveni. Le dirigeant du Front national patriotique du Libéria (NPFL), qui, il y a quelques jours encore, dénonçait avec virulence toute *« intervention étrangère »*, paraît soudain soucieux de se ménager une porte de sortie avant l'arrivée des « casques bleus » ouest-africains.

Ces derniers n'en finissent pas... de finir de se rassembler au Sierra-Leone. Le secrétaire exécutif de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a rappelé que la force panafricaine n'allait pas au Libéria pour combattre et qu'il serait *« malvenu qu'un groupe quel qu'il soit tire sur elle »*. Si cela arrivait, elle serait *« autorisée à se défendre »*, a-t-il précisé.

En réalité, la mise en route des troupes ouest-africaines se heurte à de nombreuses difficultés. Sur le plan financier, un appel indirect a été lancé à l'ONU afin qu'elle participe aux frais de l'opération. Sur le plan politique, des divergences se font jour : le Burkina-Faso a publiquement désavoué, en début de semaine, l'initiative de la CEDEAO, accusée d'outrepasser ses compétences.

Sur le terrain, les rebelles du NPFL, freinés dans leur progression vers le palais présidentiel, piètinent dans les rues de Monrovia noyée par les pluies. Tandis que les civils libériens continuent à fuir, à pied, de nouveaux groupes d'étrangers ont été évacués par les marines américains. Washington a d'ailleurs adressé des félicitations inédites aux hommes de Charles Taylor qui ont contribué à ces évacuations. Plusieurs centaines d'Occidentaux – dont l'ambassadeur d'Espagne, le nonce et un petit nombre de Français – ont pu gagner le Sierra-Leone, par bateau ou par hélicoptère. – *(AFP, AP.)*

□ **MADAGASCAR : première visite d'un président sud-africain.** – Le président Frederik de Klerk était attendu, mardi 14 août, à Tananarive, où il rencontrera son homologue malgache, M. Didier Ratsiraka. C'est la première visite officielle d'un chef d'Etat sud-africain dans l'île. Les deux pays avaient annoncé, en avril, le rétablissement de leurs relations économiques. – *(Reuter, AFP.)*

ASIE

INDE : après la chute de Mme Benazir Bhutto

New-Delhi redoute un nouveau conflit avec le Pakistan

La tension est remontée le long de la ligne de cessez-le-feu qui divise le Cachemire entre l'Inde et le Pakistan. Islamabad a annoncé lundi 13 août avoir repoussé une attaque indienne appuyée par de l'artillerie lourde et des mortiers. New-Delhi a affirmé pour sa part qu'il n'y a eu aucun incident ce jour-là, mais a annoncé avoir tué huit soldats pakistanais le long de la frontière au cours du week-end.

NEW-DELHI

de notre correspondant

Le limogeage de Mme Bhutto – immédiatement interprété en Inde comme un succès pour l'armée pakistanaise – a causé une émotion considérable, ravivant les craintes d'un nouveau conflit avec Islamabad à propos du Cachemire. La presse a averti que l'Inde pouvait s'attendre à un regain d'influence de l'ISI (services spéciaux pakistanais) et, en conséquence, à un encouragement accru aux mouvements séparatistes au Pendjab et au Cachemire. Les éditorialistes ont évoqué le danger de l'*« aventurisme »* des militaires pakistanais, la perspective d'une propagande anti-indienne durant la campagne électorale et la nécessité pour l'Inde d'exercer une vigilance accrue le long de leur frontière commune.

Le gouvernement de M. V. P. Singh a réagi avec plus de discrétion. Le ministre des affaires étrangères, M. Gujral, a déclaré devant le Parlement que l'Inde avait été *« surprise »* par le départ de Mme Bhutto et a souhaité que les deux pays puissent entretenir des relations *« amicales »*. L'Inde a toujours œuvré à l'établissement de bonnes relations avec son voisin, a-t-il affirmé, *« malgré de graves provocations du Pakistan, notamment le soutien au terrorisme et à la subversion »*.

New-Delhi a toujours accusé les services secrets pakistanais d'entraîner et d'armer les militants sikhs, qui luttent pour l'autonomie du Pendjab, et les séparatistes musulmans, qui ont intensifié cette année leur campagne contre le contrôle du Cachemire par New-Delhi. Les deux pays revendiquent cette région à majorité musulmane depuis leur indépendance en 1947.

Le Pakistan rejette ces accusations, mais Mme Benazir Bhutto elle-même avait clairement épousé la cause des séparatistes du Cachemire. A deux reprises, au cours des derniers mois, elle avait entrepris une tournée du Proche-Orient pour tenter d'obtenir des appuis à la position pakistanaise en faveur d'un référendum au Cachemire et pour dénoncer les *« atrocités »* commises par les forces de sécurité indiennes.

Couvre-feu et grèves

Une nouvelle série d'entretiens indo-pakistanais, pour tenter notamment d'atténuer la menace d'un nouveau conflit armé à propos du Cachemire, a eu lieu à New-Delhi peu après la chute de Mme Bhutto ; elle avait été décidée avant le changement de gouvernement à Islamabad.

Le premier ministre pakistanais par intérim, M. Ghulam Mustafa Jatoi, a affirmé pour sa part la volonté de son gouvernement de normaliser ses relations avec l'Inde, tout en ajoutant qu'une *« véritable paix »* ne pourrait être établie tant que l'Inde n'accepterait pas le principe d'un référendum au Cachemire.

La période d'incertitude qui s'est ouverte au Pakistan coïncide avec une aggravation de la situation au Cachemire, où la région de Srinagar est totalement paralysée depuis plusieurs semaines par les retombées de la campagne des organisations indépendantistes musulmanes. Le gouvernement a déclaré au début du mois de juillet l'État *« zone de troubles »*, donnant des pouvoirs quasi illimités à l'armée et aux forces paramilitaires.

Aux effets du couvre-feu s'ajoutent ceux de grèves décrétées par les militants séparatistes pour protester contre la répression, ruinant une économie reposant en bonne partie sur le tourisme. Les excès de la répression ont pris un tour alarmant avec le massacre encore inexpliqué d'une quinzaine de personnes par les forces de sécurité, qui ont fait irruption de nuit dans plusieurs maisons du centre de Srinagar, tuant des résidents dans leur sommeil.

L'Association des avocats du Cachemire a publié un rapport, destiné à la Commission des droits de l'homme des Nations unies, sur les massacres et les violations des droits de l'homme perpétrés selon eux par les forces de sécurité, et a lancé un appel à la communauté internationale afin qu'elle fasse pression sur New-Delhi pour mettre fin à ces *« atrocités »*. – *(Intérim.)*

POLITIQUE

Le demi-milliard de francs de Saint-Denis-de-la-Réunion

L'argent du contrat Etat-ville servira à mieux loger et mieux former les habitants de la plus grande cité d'outre-mer

SAINT-DENIS-DE-LA-RÉUNION

de notre correspondant

Saint-Denis est une ville-commune dotée de nombreux « écarts », qui constituent la banlieue, dans la partie basse, ou des villages résidentiels sur les pentes ravinées dominant le centre-ville. En moins d'une heure, on passe de plus 30 degrés, au niveau de la mer, à moins de 10 degrés sur les hauts du Brûlé.

Dans ce vaste trapèze enserré entre la falaise abrupte du cap Bernard à l'ouest, la Rivière-des-Pluies à l'est, l'océan Indien au nord, et le versant du cirque de Salazie au sud, cohabitent plus de cent vingt mille personnes, près du quart de la population réunionnaise, ce qui fait de Saint-Denis la plus grande ville française d'outre-mer.

Si les premiers chiffres du dernier recensement de l'INSEE font apparaître un net ralentissement de la croissance de la population du chef-lieu (au profit de la côte ouest du département), Saint-Denis continue d'être le point de convergence d'un exode rural qui saigne certaines régions de l'île. C'est là que se concentrent, en effet, de multiples activités économiques et les principaux services de l'Etat et des assemblées départementale et régionale.

Six mille cinq cents personnes dans des bidonvilles

La forte poussée démographique qu'a connue Saint-Denis au cours des trois dernières décennies a entraîné une explosion de la demande en équipements et prestations diverses. Ce sont ces besoins, cruciaux pour certains, que se propose de prendre en charge le contrat de ville – le seul d'outre-mer et le plus important, – signé entre Saint-Denis et l'Etat (*le Monde* du 28 juillet). Dans ce contrat, les problèmes du logement occupent une place de choix.

A Saint-Denis, au moins cinq mille ménages étaient à la recherche d'un logement à la fin de l'année dernière. Bien que les mesures de défiscalisation des investissements dans la construction adoptées en 1986 par le gouvernement Chirac aient produit un véritable « boom » immobilier, notamment dans la promotion privée, la pression reste forte, et la pénurie de logements renforce les inégalités sociales. Les possibilités offertes par les sociétés immobilières parapubliques (HLM) ont la faveur des classes moyennes. Les ménages de plus modeste condition n'ont guère le choix qu'entre le bidonville ou la cohabitation avec les parents, pratique très répandue dans l'île, où plusieurs familles vivent souvent sous un même toit.

Pour faire face à la demande, le contrat de ville prévoit la réalisation de mille logements annuels sur une période de trois ans. Ce programme privilégie plusieurs axes : la résorption de l'habitat insalubre ; le rééquilibrage sociologique du centre-ville, avec la volonté d'y introduire des logements sociaux ; un meilleur accueil des jeunes actifs et des personnes âgées et, enfin, la recomposition architecturale de la ville.

Jusqu'à présent, Saint-Denis s'est développée suivant une architecture horizontale – les immeubles dépassent rarement dix étages – grosse consommatrice de terrains. Les limites foncières de la commune devraient conduire dans les prochaines années à une architecture beaucoup plus verticale, mais encore peu adaptée au mode de vie des Réunionnais.

Pour l'ensemble de ce programme, le contrat de ville prévoit un financement de 360 millions de francs, à la charge de l'Etat, et de 150 millions au titre du budget municipal. Dans le même temps, une action visant à résorber toutes les poches de bidonvilles que compte encore Saint-Denis sera mise en œuvre.

En plein cœur de la cité dionysienne, on trouve toujours de petits ghettos entourés souvent de tôles rouillées. Dans ces logements insalubres, loués la plupart du temps fort cher en dépit d'une réglementation préfectorale très sévère, vivent près de six mille cinq cents personnes, dont de nombreux enfants.

Des embouteillages cauchemardesques

L'Etat et la ville consacreront plus de 49 millions de francs à la lutte antibidonvilles. Le contrat de ville financera, également, à hauteur de 50 millions de francs, diverses opérations destinées à contenir l'exode rural, qui vide certains « écarts » de leurs forces vives, et à améliorer les conditions de vie dans la banlieue de Saint-Denis, où apparaissent, çà et là, des signes de délinquance, conséquence du désœuvrement de nombreux jeunes, plutôt que la montée en puissance du banditisme. Des vieux quartiers comme le Chaudron (la cité Michel-Debré) ou les Camélias verront leur parc immobilier réhabilité et densifié pour un meilleur brassage des populations.

Près de quarante mille véhicules transitent chaque jour dans les rues étroites et à angle droit de Saint-Denis. Les embouteillages à l'entrée et à la sortie du chef-lieu sont devenus, en quelques années, le cauchemar des Dionysiens aux heures de pointe. Et la progression fulgurante du parc automobile de l'île ne contribue pas à améliorer la situation.

Un projet de désengorgement du chef-lieu est lancé depuis plusieurs années, avec l'aménagement d'une voie rapide reliant l'est et l'ouest de la ville, en la contournant par le sud. Ce projet de « boulevard », concrétisé en partie, n'est pourtant pas inclus dans le contrat de ville. En revanche, le financement d'un axe lourd de transports collectifs y est inscrit, pour environ 60 millions de francs. Un telle axe serait une voie de liaison entre les différents points de la ville, avec un prolongement éventuel vers l'aéroport international de Gillot, situé sur le territoire de la commune voisine de Sainte-Marie.

Dans un cadre beaucoup plus large, le contrat de ville s'attachera, aussi, à favoriser l'insertion sociale et économique de la population dionysienne la plus défavorisée. Plus de 41 millions de francs sont programmés à ce chapitre, avec la formation et la mise en place d'« agents de développement », qui opéreront, à l'échelle des quartiers, en prise directe avec les associations. Enfin, plus de quarante-deux mille élèves, collégiens, lycéens et étudiants sont recensés sur le chef-lieu. La municipalité souhaite mettre en place, dès le primaire, des enseignements de langues étrangères. Le contrat favorisera l'apprentissage et le développement de la lecture.

Ville repliée sur ses terres, Saint-Denis envisage de s'ouvrir sur la mer à plus longue échéance avec la création d'une plage artificielle et de bassins de baignade, pour l'heure inexistants. La municipalité a aussi annoncé son intention d'implanter au cœur de la cité une Maison des cultures du monde. Une structure originale, reflet de la diversité ethnique et culturelle de la Réunion, ce petit point perdu au milieu de l'océan, où l'Afrique, l'Asie, l'Europe et l'Inde se métissent depuis trois siècles.

ALIX DIJOUX

M. Gilbert Annette : un militant socialiste qui gomme les angles

SAINT-DENIS-DE-LA RÉUNION

de notre envoyée spéciale

M. Gilbert Annette est un gourmet. Plus d'un an après avoir remporté les élections municipales de Saint-Denis-de-la-Réunion, il semble encore savourer sa victoire avec la même volupté. Il ne l'évoque, d'ailleurs, qu'à mots comptés, du bout des lèvres, comme si trop de confidences devaient nuire à son plaisir.

Ils étaient peu nombreux, en mars 1989, ceux qui croyaient que ce quadragénaire foncé de peau et socialiste ferait effectivement sienne cette ville détenue depuis plus de vingt ans par la même majorité, blanche et conservatrice, sous la houlette de M. Auguste Legros, député (RPR). M. Annette s'est pourtant glissé dans ces habits et dans ce fauteuil de maire de façon tout à fait naturelle.

Depuis son élection, celui qui confie *« être né à la politique avec la guerre d'Algérie »* et que l'on présentait comme l'aile dure du Parti socialiste de Saint-Denis, comme l'opposant péremptoire et mordant qui distillait des critiques acides sur la gestion municipale de l'ancienne majorité, s'est fait rond, lisse et désespérément prudent.

Un à un, il a gommé tous ses angles. La victoire d'un homme de couleur, « cafre », dans une ville dont la bourgeoisie blanche murmurait, paraît-il, qu'*« un Noir ne* [serait] *jamais maire de Saint-Denis »* ? A l'exception du « grand soir » de son élection, où il avait évoqué publiquement la couleur de sa peau, M. Annette se refuse à faire de cette différence un argument politique.

Tout juste indique-t-il, parmi les premières mesures de son mandat, la réhabilitation symbolique de la Fête de l'abolition de l'esclavage, chaque 20 décembre. Son prédécesseur l'avait transformée en une anodine et sucrée fête folklorique, rebaptisée « Fête des litchis » ; il a voulu, lui, en faire *« une des grandes fêtes de l'année, en lui redonnant sa dimension de liberté et d'identité »*.

La victoire de la gauche dans une commune qui semblait définitivement ancrée à droite ? Là encore, M. Annette se méfie des angles trop aigus. Lui qui a permis à son parti d'inscrire une grande ville – plus de cent vingt mille habitants – à son palmarès municipal n'oublie jamais de citer son équipe « d'ouverture » et, tout particulièrement, son premier adjoint, une fidèle barriste, Mme Gabrielle Fontaine, membre de l'ancienne majorité. Le militant, inscrit au PS depuis 1974, courtisé depuis son élection par les dirigeants de chaque courant, ne s'est d'ailleurs pas déplacé à Rennes, en mars dernier, pour le congrès, et n'a pas jugé utile de prendre position en faveur de telle ou telle motion.

Le gourmet deviendra-t-il gourmand ?

Car M. Annette veut durer. Lorsqu'on a quarante-quatre ans, le projet de *« changer la ville »* et celui de *« fabriquer un nouveau compétiteur réunionnais »*, six ans de mandat paraissent bien courts. Surtout lorsque cette ville affiche 25 % de chômeurs, cinq mille allocataires du revenu minimum d'insertion, dont 24 % d'analphabètes, mille trois cents logements insalubres et précaires, 25,3 % d'élèves avec un taux de retard de deux ans et plus au CM2...

Lorsqu'on a en plus, pour la Réunion, des ambitions de coopération interrégionale dans l'océan Indien, avec Madagascar, l'île Maurice et Mayotte, une mairie, même la plus importante de l'île, apparaît un peu trop petite. Une région, c'est mieux. Une circonscription, ce n'est pas mal non plus. Et l'on commence à croire aujourd'hui à Saint-Denis que le costume de maire sera vite trop étriqué pour M. Annette. Le gourmet, murmure-t-on, pourrait se révéler gourmand.

PASCALE ROBERT-DIARD

□ **NATIONS UNIES : le comité de décolonisation et la Nouvelle-Calédonie.** – Le Comité spécial de décolonisation de l'ONU a adopté lundi 13 août par consensus un projet de résolution sur la Nouvelle-Calédonie, présenté par Fidji, demandant *« de poursuivre »* le *« dialogue dans un esprit d'harmonie »*. Ce texte relève les *« mesures constructives »* prises par la France *« en coopération avec tous les secteurs de la population, pour favoriser le développement politique, économique et social du territoire afin de créer un environnement propice à son évolution pacifique vers l'autodétermination »*. – (AFP.)

COMMUNICATION

Les télévisions publiques face à la concurrence

Les défis de « Tatie Beeb »

Cinq ans après avoir perdu son monopole, la télévision publique française cherche toujours son identité face aux chaînes privées, sa légitimité auprès du public et les équilibres de son financement. Stratèges ou réformateurs de l'audiovisuel se réfèrent volontiers à la Grande-Bretagne ou à l'Italie. Dans ces deux pays, en effet, les télévisions publiques, chacune à leur manière, ont su affronter victorieusement la concurrence du privé. La RAI, comme on le verra dans un prochain article, a joué la complémentarité de ses trois chaînes. La BBC, elle, s'est obstinément battue contre la publicité.

LONDRES

de notre envoyée spéciale

Mme Thatcher n'aime pas la BBC. Ses critiques – régulières, argumentées – portent à la fois sur la ligne éditoriale d'une rédaction réputée impertinente à l'égard du pouvoir en place (1) et sur son système de financement, fondé sur la redevance et sans publicité, qui la place résolument à l'écart de l'économie de marché. La « Dame de fer » enrage de n'avoir aucune prise sur une entreprise publique de près de 28 000 salariés que regarde, au moins une fois par semaine, la quasi-totalité de ses gouvernés et qui déroge à toute sa philosophie en matière d'économie libérale. Bref, si ses tentatives de réforme ont pour l'instant échoué, Mme Thatcher n'a pas dit son dernier mot.

La BBC croyait pourtant pouvoir souffler. Le rapport sur l'audiovisuel demandé en 1986 par le gouvernement à une commission présidée par M. Alan Peacock, un économiste libéral, s'était fermement opposé à toute introduction de publicité sur les chaînes publiques. Ces conclusions avaient provoqué la stupéfaction générale vu la composition « conservatrice » de la commission et les recommandations préalables de Mme Thatcher, qui avait souhaité que l'hypothèse d'une privatisation de la BBC soit particulièrement étudiée.

La « Dame de fer » dut donc ravaler son amour-propre et ses projets et concentra dès lors son attention sur la réforme du secteur privé de l'audiovisuel, notamment le réseau ITV, concurrent de la BBC depuis 1955, trop empreint à son goût d'une philosophie de service public. Un projet de loi en cours d'adoption prévoit donc le démantèlement d'ITV et la vente aux enchères de ses stations régionales, l'ouverture de la jeune station Channel 4 à la publicité et la création d'une nouvelle chaîne commerciale (Channel 5), également attribuée au plus offrant.

De quoi bouleverser de fond en comble l'équilibre d'un système étonnant qui, depuis plus de trente ans, servait de référence, voire de modèle, aux télévisions occidentales. La BBC certes n'est pas touchée. Sa redevance est tout juste indexée sur l'indice des prix. Comment croire pourtant que « Tatie Beeb » sortira indemne de l'ouragan ?

« Impossible, estime un de ses anciens producteurs. *La déréglementation, l'arrivée d'une cinquième chaîne commerciale, la multiplication des télévisions par satellite, le développement du câble, où investissent de plus en plus nombreux les Américains, vont entraîner la BBC dans un tourbillon incontrôlable. Son audience va devenir infidèle puis diminuer, irrésistiblement attirée par la nouveauté. Quant à ses ressources, toujours constituées par la redevance, elles seront bientôt insuffisantes pour relever le défi des coûts de production, une hausse des achats de droits sur les compétitions sportives, en pleine explosion, et des salaires en réévaluation. »*

La recherche de la qualité

Mais c'est faire bien peu de cas de la formidable capacité de sursaut et d'adaptation d'une maison convaincue, presque jusqu'à l'arrogance, de l'importance de sa mission au sein de la société britannique. *« La qualité !* répète à longueur d'interviews M. Michaël Checkland, son directeur général. *Nous devons faire de la qualité ! C'est notre honneur, notre devoir et notre tradition. Notre public, qui a apprécié pendant plus de soixante ans une cure de télévision publique, est trop sophistiqué et trop exigeant pour se satisfaire aujourd'hui d'un régime médiocre de jeux, de films et de feuilletons importés ! »*

Cette exigence, on la trouve à l'œuvre dans la plupart des programmes de la télévision publique britannique. Qualité dans l'information qui a élevé l'indépendance d'esprit au rang des beaux-arts, y compris dans le service radiophonique international qui jouit à l'étranger d'une crédibilité sans équivalent. Qualité dans les magazines et les documentaires qui valent à la BBC des prix dans le monde entier. Qualité des fictions, souvent inspirées du patrimoine littéraire britannique.

« La BBC n'a encore fait aucune réelle concession à la télévision commerciale, affirme M. John Howkins, un expert de la télévision : *pas de jeux stupides, ni de sensationnalisme dans ses magazines. Et elle est restée un creuset de talents dans lequel les jeunes professionnels rêvent d'être intégrés. »* Son secret ? *« La prédominance traditionnelle des créateurs sur les gestionnaires. Et la vision prospective de grands personnages. La télévision française n'a eu qu'un Jean d'Arcy. La BBC en a eu plein... »*

Directrice de la politique générale de la BBC auprès de Michaël Checkland, Patricia Hodgson fait partie de ceux qui préparent hardiment l'avenir de l'institution. D'abord, l'avenir de ses antennes. Un service de la recherche analyse les résultats d'audience mais plus encore les degrés de satisfaction du public, l'évolution des goûts, l'image de chaque émission et, au-delà, celle de la BBC. *« La satisfaction de nos différents publics nous importe plus encore que le chiffre global de notre audience. D'abord parce que c'est notre mission ; ensuite parce que cette attention constante au public s'avère finalement très efficace pour anticiper les résultats qualitatifs. La lassitude des téléspectateurs pour la série* Dallas *s'est exprimée dans nos études bien avant la chute des scores d'antenne. »*

Mme Hodgson se préoccupe aussi de l'avenir du financement. N'était la crainte d'une nouvelle attaque des conservateurs contre la redevance, elle plaiderait volontiers pour le statu quo. Le système de la redevance (710 francs annuels par foyer), qui finance traditionnellement l'intégralité de la BBC (télé, radio, production, archives, etc.) à l'exception de la radio internationale (World Service), subventionnée par le ministère des affaires étrangères, lui paraît idéal. *« La télévision n'est pas gratuite,* dit-elle. *Il est donc souhaitable qu'il existe un acte de paiement direct de la part du public et une obligation constante du diffuseur à lui rendre des comptes. »*

Cette idée de contrat moral est omniprésente à la BBC où l'on éprouve à l'égard de la publicité la même aversion que Mme Thatcher à l'égard de la moindre subvention. *« Ce serait la fin de notre liberté,* dit Patricia Hodgson, *la soumission aux sondages, l'obligation de toujours choisir la voie médiane en laissant de côté les publics minoritaires. »* Evidemment, renchérit le président de la BBC, M. Marmaduck Hussey, *« comment voulez-vous que le niveau de la télévision ne chute pas quand le directeur de la publicité est assis sur les épaules du directeur des programmes ? La BBC cherche des programmes pour son public, pas du public pour ses annonceurs »*.

Ecartant donc le recours à la publicité mais prévoyant aisément la fin de l'âge d'or où l'audience se partageait équitablement entre les deux chaînes publiques et les deux chaînes privées, la BBC planifie des économies et s'apprête à explorer d'autres sources de financement. Pas simple d'être une télévision publique en ces temps de dérégulation !

Un plan d'austérité a été annoncé au mois de janvier, qui prévoyait une réduction de 75 millions de livres (un peu moins de 750 millions de francs) des dépenses annuelles de la BBC d'ici à 1993. Le déménagement de la radio dans un nouveau bâtiment a été reporté ; un des six orchestres de la BBC a été supprimé ; des gains de productivité sont partout planifiés et plusieurs centaines de réductions d'emplois espérées. *« Il faut se moderniser et, pourquoi pas, penser à devenir performant,* ose déclarer M. John Tusa, le patron de World Service. *Il est des questions qu'il faut avoir le courage de poser. L'objet de la BBC n'est pas de fournir des emplois mais de faire efficacement des émissions. Si une partie du personnel est superflue, qu'elle parte. Le monde des médias est une industrie en plein essor ; ils trouveront du travail ailleurs. »* La révolution culturelle a bel et bien commencé.

Une filiale commerciale dynamique

BBC Enterprise, en fait, l'avait anticipée. Filiale à 100 % de la BBC, cette société, créée en 1986, en est le bras commercial. C'est elle qui est chargée à la fois de la vente des programmes à l'étranger, de l'exploitation des copyrights et d'un important secteur « édition ». Gérée de façon dynamique par M. James Arnold-Baker, BBC Enterprise, qui emploie un millier de personnes, pourrait bien fournir, d'ici peu de temps, un complément de ressources fort appréciable à la BBC. Ses ventes internationales de programmes ont totalisé, en 1989, 364 millions de francs et marqué une progression de 26 % sur l'année précédente (la BBC est d'ailleurs considérée comme le principal exportateur de programmes à travers le monde). La diffusion de ses magazines et publications diverses lui ont valu 880 millions de francs.

Plus de la moitié de cette somme provient, en fait, des ventes de *Radio Times*, son magazine hebdomadaire de programmes de radio et de télévision, vendu à plus de trois millions d'exemplaires. Il est vrai que, contrairement à la situation française, la BBC et le réseau ITV possédaient jusqu'à présent un monopole sur la publication de leurs programmes, les quotidiens n'étant autorisés à en faire l'annonce que jour après jour. Un monopole que Mme Thatcher compte bien faire voler en éclats.

BBC Enterprise est, plus que jamais, décidée également à exploiter au maximum les droits dérivés de ses produits d'antenne. Ceux-ci, en hausse de 31 % par rapport à 1988, lui ont rapporté 513 millions de francs. Cela inclut les livres d'émissions à succès (romans, voyage, cuisine, enfants), les logiciels éducatifs, des cassettes de cours de langue et un formidable catalogue de cassettes vidéo et de disques, sans compter des gadgets et jouets divers. Mais c'est la branche coproduction de BBC Enterprise qui est peut-être la plus prometteuse. Plus de cent trente accords, d'une valeur totale de 300 millions de francs, ont été négociés en 1989 avec des partenaires du monde entier, donnant ainsi aux deux chaînes de la BBC accès à des productions très coûteuses, auxquelles ses seules ressources ne pourraient lui donner accès.

Enfin, au début du mois de juillet, M. Arnold Baker annonçait, pour avril 1991, le lancement d'une quinzaine de programmes payants, diffusés la nuit en crypté sur l'antenne de la BBC et destinés à des professions (médecins, avocats, agriculteurs, financiers), des communautés ethniques ou des publics de passionnés... Nouveau pari. Nouveau défi.

« Tatie Beeb » est riche d'autres projets. Elle lance, en septembre, une nouvelle radio de type éducatif ; elle étudie un dossier de chaîne cryptée consacrée aux sports et aux arts pour le satellite, tandis que John Tusa cherche des partenaires privés pour lancer un service de télévision internationale de même qualité que son service radiophonique... En deux ans, sans conflit grave avec son personnel et avant même le vote de la loi bouleversant le paysage audiovisuel, elle a anticipé le virage décisif des années 90 et préservé sans doute son avenir.

ANNICK COJEAN

(1) En janvier 1987, le directeur général de la BBC a été contraint de démissionner face aux pressions du gouvernement de Mme Thatcher.

28 000 salariés

La BBC comprend deux chaînes de télévision aux programmations complémentaires : BBC 1 (depuis 1936), grande chaîne généraliste, connue notamment pour ses informations, ses documentaires, ses feuilletons « soaps » et téléfilms ; BBC 2 (depuis 1964), chaîne mêlant à la fois le sport, les programmes éducatifs et culturels. Elle comprend également quatre radios nationales, ainsi que des stations locales, et emploie au total 28 000 salariés (dont 17 000 pour la télévision, 6 500 pour la radio, 3 500 pour le World Service). La redevance payée par 19,6 millions de foyers lui a rapporté, en 1989, 10,8 milliards de francs. 7,6 milliards sont allés à la télévision (4,2 à BBC 1 et 2,1 à BBC 2) et 2,4 milliards à la radio.

Sur un chiffre d'affaires de 1,54 milliards de francs, BBC Enterprise avait dégagé, sur l'exercice 1988-1989, un bénéfice de 116 millions de francs, bénéfice porté à 143 millions sur l'exercice précédent.

TOXICOMANIE

Nouvelles violences et arrestations en Grande-Bretagne

Alcool, drogue et musique le cocktail des « acid parties » clandestines

De nouveaux incidents ont opposé, samedi 11 août à Carlisle, dans le nord de l'Angleterre, de jeunes toxicomanes qui participaient à une « acid party » à la police locale. Jets de pierres et de bouteilles, pillage de magasins : cinq policiers ont été blessés, vingt-cinq adolescents ont été arrêtés.

LONDRES

de notre correspondant

« Aciiiid ! » Chaque week-end, ce cri de ralliement retentit en Grande-Bretagne lors des *house parties*, ces soirées dansantes illégales – à base de musique et d'amphétamines – organisées clandestinement dans des hangars-entrepôts de banlieue aussi bien que de communes rurales.

Elles donnent lieu à de véritables batailles rangées. Outre les bagarres de Carlisle le 11 août, des affrontements avaient déjà opposé des centaines de jeunes à la police, le 28 juillet à Leeds (Yorkshire), dans le nord de l'Angleterre, et huit cents personnes avaient été arrêtées. L'ampleur de ce nouveau phénomène, cocktail de musique, d'alcool, de drogue et de violence, en vogue depuis deux ans environ, inquiète de plus en plus sérieusement les familles et les autorités.

« Can you feeeeel it ? » (« est-ce que vous sentez l'effet ? »), hurle le disc-jockey. *« Yeeees ! »*, braillent en écho quelque cinq cents danseurs couverts de casquettes de base-ball, habillés de maillots de corps et de shorts. La piste de danse est bondée et surchauffée dans ce garage de Reigate (Surrey), un faubourg de Londres, qui accueille ce soir une cérémonie typiquement *acid house* : pour 5 livres (50 francs) l'entrée, la bière (la Lager, celle de la classe moyenne) et la vodka coulent à flots. Dans un halo de lumières psychédéliques, un cordon de « gorilles » loués à une agence privée de sécurité, flanqués de trois chiens, contrôle la foule en transe.

Un aphrodisiaque chimique

« Les invitations se font de bouche à oreille, dans les pubs, dit l'organisateur qui préfère garder l'anonymat. *On se donne rendez-vous sur différentes aires de parking de l'autoroute M25. Là seulement les initiés découvrent l'endroit où se tiendra la party. »* Avec son costume de flanelle et son téléphone portable, il pourrait passer pour un homme d'affaires de la City.

Musique de choc, sono tonitruante, alcool en abondance, le tout accompagné de quelques cachets d'amphétamines, le cocktail dégénère forcément. *« Le mot acide n'a rien à voir avec le LSD, mais il est lié à la musique »*, se défend l'organisateur-businessman. Le mouvement musical *House music* (référence aux *warehouses*, ainsi que l'on désigne en anglais les entrepôts des banlieues noires de Chicago, où elle est née) vante pourtant les qualités d'une drogue : l'*ecstasy*, à base d'acide. Les *dealers* de cet aphrodisiaque chimique, moins cher que la cocaïne, ont découvert dans ces *houses parties* des débouchés juteux. Pour 20 livres, cette *« pilule d'amour »* est censée stimuler l'activité sexuelle.

Suicides de *teenagers*, rixes entre policiers anti-émeutes et jeunes armés de battes de base-ball, tapage nocturne, drogue, alcool... En octobre 1989, ces soirées qui excitent la presse populaire en Angleterre ont entraîné une réaction du Parlement. Depuis, une nouvelle réglementation permet aux autorités de poursuivre les promoteurs des *acid parties*. Les peines prévues sont de six mois d'emprisonnement et de 20 000 livres (200 000 francs) d'amende.

Pour le gouvernement conservateur de Mme Thatcher, les responsables de telles soirées mettent en danger la vie des participants, en majorité des adolescents. Mais cette chasse aux *house parties* commence à inquiéter les professionnels de la musique à Soho, le quartier londonien du microsillon, et les milieux les plus libéraux.

« Pour la police, c'est une perte de temps et de ressources. La consommation de stupéfiants est très limitée », estime Jeremy Taylor, organisateur de concerts, qui préconise l'introduction d'un système de licence. *« Cela faisait longtemps qu'il ne se passait plus rien à Londres. Grâce à* la *house music, une certaine jeunesse revit. Ce n'est pas une sous-culture, comme les mods ou les punks. Elle touche un peu tous les jeunes »*, renchérit Steve Strange, l'animateur vedette du Double-Bass d'Earls Court, un club *« acid »* on ne peut plus respectable, puisqu'il compte parmi ses clients, les frères Bros, George Michael et l'acteur Mickey Rourke. – *(Intérim.)*

REPÈRES

ASTRONOMIE

Un premier cliché scientifiquement intéressant de Hubble

Un défaut de fabrication de son miroir le rend très « myope » par rapport aux performances espérées, le télescope spatial Hubble n'en garde pas moins, si l'on en croit la NASA, une vue nettement plus perçante que les télescopes terrestres.

Une photographie prise par Hubble le 3 août dernier, lors d'une série de tests, a été présentée lundi 13 août à Washington. Il s'agit d'un amas d'étoiles « jeunes » (environ 160 000 ans) de la constellation de la Dorade, dans le nuage de Magellan. Bien que la qualité du cliché ait été nettement améliorée grâce à un traitement par ordinateur, chaque étoile est entourée d'un halo dû au défaut du miroir. Elle permet cependant de discerner au moins une soixantaine d'étoiles là où, d'après les images des télescopes terrestres, on n'en distinguait que 27 – *(UPI.)*

MÉDECINE

Une première aux Etats-Unis dans la lutte contre la leucémie

Pour la première fois aux Etats-Unis, une transfusion de sang de cordon ombilical a été effectuée, lundi 13 août, sur un petit garçon de quatre ans, Michael Sancilio, atteint d'une forme rare et mortelle de leucémie, a-t-on appris auprès du centre hospitalier Johns-Hopkins de Baltimore (Maryland). Le sang transfusé provenait de la sœur du petit garçon et avait été prelevé à sa naissance, le 1er mai dernier.

Les cellules transfusées devraient intégrer la moelle osseuse et commencer à former de nouvelles cellules de moelle dans trente jours, selon l'équipe médicale. Etant donnée la gravité de l'atteinte du jeune malade, les médecins n'avaient pas pu attendre que sa sœur atteigne l'âge minimum de six mois pour effectuer une éventuelle greffe de moelle osseuse. Ce type de transfusion de sang de cordon ombilical a été effectué pour la première fois en France à l'hôpital Saint-Louis en septembre 1988, mais pour lutter contre une autre affection sanguine, la maladie de Fanconi. – *(AFP.)*

TAUROMACHIE

Le matador Julio Robles grièvement blessé

La deuxième passe de cape a été fatale au matador castillan Julio Robles, lundi 13 juillet, lors de la troisième journée de la Féria de Béziers (Hérault). Soulevé par son taureau, un andalou de la *ganaderia* de Caetano Munoz, le torero espagnol a violemment percuté contre les barrières, avant d'être repris une seconde fois au sol par l'animal, une bête de près de 600 kilos.

Julio Robles souffre d'une tétraplégie due à une lésion du rachis cervical bas. Les médecins *« réservent leur pronostic »*. Cet accident est le plus grave dans les arènes françaises depuis celui qui est survenu le 10 septembre 1989 en Arles au matador français Christian Montcouquiol, dit Nimeno II, lors de son affrontement avec un *miura*.

Bonne Nouvelle, prison « tranquille »

Suite de la première page

Porte qu'on ouvre, porte qu'on referme. Porte qu'on frappe pour signaler au gardien du « rond-point » qu'il peut actionner la commande électrique. Et toujours les clefs. Usées par le temps mais plus résistantes que la peinture des serrures, depuis longtemps disparue. Bruit froid du métal qui couvre tous les autres. Alors pour se faire entendre, il faut crier.

Crier à l'heure des repas, 7 h 30, 12 heures, 18 h 30. *« Deuxième, t'envoie tes auxis ! »* Et les deux détenus « auxiliaires » du deuxième étage descendent chercher les rognons et les pommes de terre, qu'ils servent ensuite devant chaque cellule sous le regard de deux gardiens. Un pour ouvrir, un pour fermer.

A l'heure des promenades, deux fois une heure quinze tous les jours par groupe d'une trentaine entourés de quatre gardiens, ou une heure trente, seul avec un surveillant, pour les deux pensionnaires du mitard. *« Deuxième, trois, six personnes, vingt-trois en tout ! »* Et six prisonniers du deuxième étage de la troisième division entrent dans la cour. On installe les poteaux de volley. Certains discutent au soleil. D'autres préfèrent encore un peu d'ombre.

Crier à l'heure de la visite au parloir, où tout l'après-midi se succèdent les détenus, trois fois par semaine pour les prévenus, deux fois pour les condamnés, alignés dans des cabines aux murs rétrécis. Partout, le règlement intérieur a été affiché. Partout, des ongles l'ont arraché, avant de s'attaquer à la tablette de bois, seule séparation entre deux corps, seul appui de quatre mains qui se retrouvent l'espace d'une demi-heure.

Naccache le prétexte

A l'heure du travail, chaque jour de 8 heures à 11 heures et de 14 heures à 17 heures, lorsque les hommes emballent sous cellophane les couverts en plastique d'Air Inter ou de la SNCF pendant que les femmes ourlent des torchons. Avant les cours, dispensés, sauf durant les vacances, par un professeur permanent ou des étudiants volontaires ; après le sport ou les activités d'été (théâtre, musique et peinture pour les hommes, couture et gymnastique pour les femmes). A toute heure, les surveillants doivent crier pour s'entendre dans cette termitière qu'est la maison d'arrêt de Rouen.

Mais qu'un cri de détenu s'échappe et cette belle organisation tremble. Qu'un prisonnier *« se coupe »* (les veines) ou vienne simplement narguer les gardiens sur le filet de protection tendu entre la coursive du premier étage et le mur pour éviter suicides et accidents, et tout s'accélère. Pour autant, on ne trouble pas longtemps la marche tranquille de cette prison ordinaire.

Déjà, rien ne laisse plus paraître que, comme dans une vingtaine d'autres établissements pénitentiaires, les prisonniers ont refusé pendant les derniers jours de juillet de réintégrer leurs cellules après la promenade. Et que, s'ils ont fini par les regagner d'eux-mêmes le dimanche et le lundi, il a fallu le mardi l'arrivée des policiers et mercredi 1er août l'intervention des CRS pour déloger ceux qui avaient escaladé un toit. Chaque fois, une même protestation : *« Pourquoi Naccache et pas nous ? »*

Un prétexte, sans doute, tout le monde s'accorde à le dire. Comme Pierrot, *« braqueur de banque »* récidiviste en attente de procès depuis bientôt quatre ans, qui le reconnaît sans difficulté : *« C'est juste la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Cela dit, je n'ai tué personne et je vais en prendre pour quinze ans. Lui, il est meurtrier et il bronze en Iran. D'accord, il y a la raison d'Etat, mais quand-même... »*

Un mouvement *« sans gravité »*, peut-être, comme l'affirme M. Jean Maliszewski, le chef de détention. Mais y a-t-il quelque chose de grave à Rouen ? Quelque chose d'autre que ce mouvement perpétuel des entrées et des sorties de détenus, quelque chose de plus ou de moins que ces portes et ces clefs, métronomes intérieurs du temps qui passe.

Trois mondes étanches

La surpopulation ? Avec 622 prisonniers pour 865 places, elle n'est pas à l'ordre du jour. *« On est montés jusqu'à 950 gars en 1988*, rappelle un surveillant, *mais c'était l'époque où ils avaient besoin de remplir la maison pour justifier d'en construire de nouvelles. »* Aujourd'hui, Bonne Nouvelle continue de jouer son rôle de prison-soupape pour les établissements parisiens surpeuplés. Et elle accueille, outre ses pensionnaires théoriques – prévenus et courtes peines, – 231 condamnés à plus de deux ans d'emprisonnement, dont un à perpétuité. Mais, à un ou deux par cellule, on est loin de l'entassement des Baumettes, à Marseille.

Rien de grave alors à Bonne Nouvelle, la prison de Rouen, ou plutôt les trois prisons, parfaitement séparées les unes des autres. Au fond, les trois divisions pour adultes. La D 1, celle des travailleurs, avec ses barrières jaunes ; la D 2, barrières bleues, celle de *« ceux qui ne veulent rien faire »*, celle des *« durs »*. La D 3, barrières marron : c'est la division du quartier disciplinaire, des *« intellectuels »*, comme disent les gardiens de ceux qui suivent des cours ; la division des dortoirs pour les témoins de Jehovah insoumis, pour les détenus qui préparent un CAP de vente en formation continue, et pour ceux qui gèrent la cantine.

A gauche, la MAF, la maison d'arrêt pour femmes, avec ses plantes vertes dans le couloir, sa bibliothèque et sa belle porte en bois, parfaite protection contre la mixité des regards. A droite, le CJD, centre des jeunes détenus, où 86 prisonniers de moins de vingt et un ans, dont dix mineurs, sont isolés de leurs aînés pour éviter les mauvais exemples.

Trois mondes étanches qui, au hasard d'un cri entre deux fenêtres, communiquent parfois. Histoire de désobéir, d'enfreindre une règle parmi tant d'autres. *« Et qu'on ne nous parle pas de la chaleur pour expliquer ce qu'on fait sur les toits*, martèle Pierrot. *Si on ne grimpe pas l'hiver, c'est parce que la pluie et le verglas les rendent glissants. »*

Depuis la généralisation des parloirs sans hygiaphone, la drogue circule de plus en plus parmi les détenus. Il y a quelques jours, l'un d'eux s'est fait surprendre lors de la fouille à corps avant le retour en cellule. Comme toujours en pareil cas, il a été envoyé au quartier disciplinaire.

Rien de grave, en apparence, dans cette prison comme les autres où les détenus vivent au rythme des repas et des promenades. Sans bruits de clefs ni odeurs aigres-douces, ils s'y sont habitués. Sans conscience, non plus, de ce qui se passe après 19 heures, lorsque tombe la nuit carcérale. Lorsque le son des téléviseurs – *« leur seul moyen d'évasion »*, sourit un surveillant – n'est plus troublé que par la ronde des gardiens : grille, miradors, division 1, division 2, division 3, grille, miradors...

NATHANIEL HERZBERG

Franck, le « mauvais exemple »

ROUEN

de notre envoyé spécial

Trente ans dont huit sous les verrous. Franck, DPS (détenu particulièrement surveillé), récidiviste de l'attaque à main armée, enfermé à Bonne-Nouvelle depuis deux ans, attend son jugement en toute sérénité : *« Ils vont me coller quinze ans, j'en ferai dix. C'est le tarif. »*

Carrure et gouaille à la Gabin, Franck passe ses journées en cellule. Sans parloirs – le juge les lui a interdits pendant la durée de l'instruction – mais avec une radio, un téléviseur et même un ordinateur. *« J'ai tout ce que je veux, ici. On s'occupe de moi dehors. Le samedi soir, je peux même regarder le porno de Canal Plus. Alors, même si passer vingt heures sur vingt-quatre enfermé, c'est toujours insupportable, ça va pour moi. »*

Mais Franck se fait plus critique quand il évoque le traitement des *« petits » : « Ils ont volé une voiture parce qu'ils s'ennuyaient. Et ici ils n'ont rien. Pas même de quoi se payer la télé. Personne ne les écoute. Ils attendent des jours ou des semaines pour voir le service socio-éducatif. C'est pourtant d'eux que la prison doit s'occuper. Quand j'étais à Clairvaux, il n'y avait que des fous furieux. Alors, pour les tenir, on leur trouvait des activités. Mais ici, on ne s'inquiète pas trop. »*

Franck essaie de ne pas donner *« le mauvais exemple à ceux qui sont là pour des conneries ». « Moi, j'aide la société en ne leur parlant pas. Car j'aurai beau leur dire d'arrêter, leur expliquer que ma présence ici montre à quoi tout cela mène, ça ne servira à rien. Ils feront comme moi. »*

Expert en la matière, il n'est pas trop sévère envers la prison de Rouen. Il ne se plaint ni des surveillants – *« c'est comme à la poste ou à la sécu, il y a des têtes à claques, mais pas plus »* – ni de la direction – *« ici, ils nous écoutent un peu »* – et souligne même la bonne réputation du service médical.

Mais lui, le musicien, proteste contre l'inactivité : *« Il y a des synthétiseurs, et on ne s'en sert que deux heures par semaine. »* Une *« sous-utilisation du matériel »* d'autant plus insupportable qu'il souhaite s'inscrire, dès octobre, en première année de musicologie. *« En dix ans, j'aurai bien le temps de passer un doctorat. Et en sortant, je pourrai faire autre chose que sauter au-dessus des comptoirs de banque »*

Lorsqu'il évoque l'*« immobilisme »* du monde carcéral, Franck explose : *« J'ai une petite éducation politique. Et je suis de gauche. Alors, sous Giscard, je comprenais tout ça, mais maintenant on est quand même sous un gouvernement socialiste, non ? Entre 1980 et 1986, j'ai vu la prison évoluer. Quand je suis sorti, j'ai compris que ce n'était rien à côté de l'extérieur. Qu'on fasse bouger les taules avec la société ou alors qu'on nous parque comme dans un roman de science-fiction, et on fera notre vie. »*

N. H.

Des peines de plus en plus lourdes

La justice française est de plus en plus sévère, tous les indicateurs le confirment. Plusieurs rapports du Conseil de l'Europe ont souligné son recours trop systématique à la détention provisoire.

Et même si le pourcentage de prévenus sur l'ensemble de la population carcérale métropolitaine a baissé, passant de 52 % en 1984 à 45 % en 1990, la France conserve en ce domaine le record d'Europe : près de vingt mille détenus en attente de jugement au 1er janvier 1990. D'ailleurs, cette baisse s'explique davantage par une augmentation du nombre de condamnés (dix-huit mille en 1984, vingt-trois mille huit cents en 1990 avec un pic à vingt-huit mille neuf cent trente-deux en 1988) que par un usage plus restreint de la détention provisoire.

Mais le phénomène qui préoccupe aujourd'hui le ministère de la justice est l'allongement du temps d'emprisonnement. En quinze ans, la durée moyenne de détention est passée de 4,3 mois à 7 mois. Une augmentation particulièrement sensible au cours de ces six dernières années puisqu'en 1983, la durée moyenne n'était encore que de 5,1 mois.

Cette évolution apparaît encore plus spectaculaire lorsque l'on observe les longues peines. En 1974, 22,7 % des condamnés l'étaient pour au moins cinq ans d'emprisonnement. Ils sont aujourd'hui 34,7 % dans ce cas. Dans le même temps, le taux de condamnés à des peines de trois à cinq ans d'emprisonnement est passé de 7,9 % à 12,3 %.

EN BREF

□ **Trafic d'armes libanaises : un deuxième gendarme inculpé.** – Le gendarme mobile de l'escadron de Dijon Gilles Bouvier a été inculpé le 11 août d'infraction à la législation sur les armes par le juge marseillais, M. Patrick Ardid, chargé de l'affaire du trafic d'armes libanaises. Il a été écroué à la prison des Baumettes. Un débat contradictoire sur sa mise en détention devait avoir lieu mardi 14 août. Gilles Bouvier est le vingt-quatrième inculpé dans cette affaire et le deuxième militaire.

□ **Des maires interdisent l'affichage de publicités pour les messageries roses.** – Plusieurs maires de tendances politiques différentes – de l'UDF au PC – ont pris récemment des arrêtés interdisant la pose d'affiches relatives aux messageries roses sur le territoire de leur commune, à la demande de la Fédération des familles de France.

Ainsi, dans le Val-de-Marne, les maires du Perreux (qui n'est autre que le président de l'Association des maires de France, M. Michel Giraud), de Villejuif, de Vitry-sur-Seine, de l'Hay-les-Roses, de Nogent-sur-Marne, etc., y ont répondu favorablement. De son côté, en début d'été, la Fédération nationale de l'industrie hôtelière avait recommandé à ses adhérents de refuser le placardage de ces affiches sur les vitrines des cafés, des restaurants et des hôtels.

CULTURE

CINÉMA

L'héritage d'un pionnier

Le Festival de Locarno a rendu hommage à Lev Koulechov, cinéaste visionnaire

LOCARNO

de notre envoyé spécial

Longtemps, notre connaissance du cinéma soviétique passa par la trinité géniale mais laïque et obligatoire d'Eisenstein, Poudovkine et Dovjenko. La pensée radicale de mai 68 réhabilita Vertov, son ciné-œil et ses documentaires révolutionnaires. Les cinéphiles les plus curieux gardèrent une tendresse particulière pour les comédies vives et déliées de Boris Barnett.

D'autres se penchaient sur les théories de l'acteur excentrique chères à Kozintsev. Koulechov, lui, offrait une image plus floue, comme si son fameux «effet» – le même plan du visage d'un comédien répété trois fois dans un montage différent produisant un «effet» distinct – avait occulté la complexité de l'homme et de son œuvre. Mais Koulechov, c'est bien plus que cela, comme vient de le démontrer une rétrospective exhaustive organisée par le Festival de Locarno, accompagnée d'une exposition et de la publication d'un ouvrage remarquablement documenté.

Deux chefs-d'œuvre de Koulechov, *les Extraordinaires Aventures de Mister West au pays des Bolcheviks* et *Dura Lex*, sont des classiques de cinémathèque. Ses écrits ont été publiés en anglais et en français, des études très poussées ont paru dans plusieurs revues et les Rencontres de Quimper l'ont déjà honoré en 1988. Mais Locarno va plus loin et François Albera, le responsable de cette manifestation, a visé juste en l'intitulant «Koulechov et les siens», car on a pu mesurer, en appréciant le travail de ses disciples, le rayonnement du maître.

Etonnamment précoce

Etonnamment précoce (mais tout le jeune cinéma russe est peuplé de créateurs en herbe), Koulechov établit tout d'abord un pont entre les cinémas tsariste et soviétique. Dès l'âge de dix-huit ans, il signe les décors du plus grand réalisateur prérévolutionnaire, Evgeni Bauer, tout en interprétant pour lui des rôles d'artiste ou de poète. Formé dans une école de peinture, il publie son premier article théorique en 1917.

A dix-neuf ans, il réalise un premier film, *le Projet de l'ingénieur Prite*. Il devient un maître du montage, part pour le front tourner des films d'actualité et réunit autour de lui, pour former son «atelier», un groupe de jeunes gens, dont Alexandra Khokhlova, rencontrée le 1er mai 1920 et qui partagera sa vie pendant cinquante ans. Comédienne exceptionnelle, maigre comme un clou (son allure évoque celle de Shelley Duvall), avec de grands yeux profonds, animée d'un mouvement perpétuel, elle interprétera presque tous les films de son compagnon.

Il a quasiment formé tous les acteurs qui compteront dans le cinéma soviétique des années 20. Devant la caméra, il leur disait de ne pas jouer, de garder leur personnalité, ce qui créait la différence par rapport au travail théâtral et évitait le cabotinage. Le comédien *« devra rester lui même dans son allure*, écrivait-il. *Le montage, le son, les lumières feront le reste »*.

Mais il y a loin, chez cet homme protéiforme, de la théorie à la pratique. Réalisateur révolutionnaire, il est néanmoins fasciné par le cinéma américain où il admire l'intensification croissante de l'action, la rigueur de la psychologie, l'importance du mouvement. Koulechov est tourné vers le nouveau monde où il puise ses sujets : *les Extraordinaires Aventures de Mister West au paradis des bolcheviks* (1924) est une satire époustouflante proche de Mack Sennett, interprétée par Poudovkine et Barnett, où un Américain riche et benêt, visitant Moscou, s'attend à voir des couteaux entre les dents des Soviétiques, ce qui lui vaudra d'être rançonné par des filous, trop heureux de lui projeter l'image qu'il attend d'eux. *Dura Lex* (1925), adapté d'une nouvelle de Jack London, est une tragédie épurée, où s'affrontent dans le Grand Nord canadien un couple de chercheurs d'or et leur prisonnier accusé de meurtre, qu'ils devront juger.

Walter Benjamin en visite à Moscou y verra *« un film anarchiste et hostile à l'idée même de loi »*. *Horizon* (1932) oppose la condition des juifs dans la Russie tsariste, aux Etats-Unis et en Union soviétique. *Le Grand Consolateur*, enfin, inspiré d'une nouvelle de O'Henry, est sans doute l'œuvre la plus expérimentale de Koulechov, alors que s'installe le réalisme socialiste. Un écrivain dans une prison imagine les aventures d'un détenu et son récit enchante une vendeuse d'un magasin de mode. Koulechov alterne la réalité, l'imaginaire et le point de vue du public en une mise en abyme fascinante. Dans *le Rayon de la mort* (1935), en revanche, il flirte avec la politique-fiction dans un esprit proche de Feuillade et de Fritz Lang.

Ses préoccupations, on le voit, l'éloignaient du courant dominant en URSS. Ouvert sur l'étranger, expérimentateur de formes, mais conteur avant tout, il est moins auteur que metteur en scène. Il est éclectique, inégal et se remet longuement en question. Très tôt, il fut en butte aux attaques des idéologues qui l'accusèrent d'américanisme et de formalisme, tandis que sa muse, Khokhlova, était la victime de pamphlets vengeurs. Guère soutenu par ses collègues, Koulechov est étouffé après l'échec public du *Grand Consolateur*. Pendant un temps, il s'humilie : *« Nous savons que ce qu'il y a de meilleur en nous, nous le devons au parti (...). J'exige que mes camarades, l'Union, les organisations du parti, m'aident à me restructurer »* (1934).



LE CINÉMA RUSSE ET SOVIÉTIQUE. ED. L'EQUERRE

« Les Extraordinaires Aventures de Mister West au pays des Bolcheviks »

Réduit au silence

Dès lors, il ne tourne plus que des films de pure commande comme *les Sibériens* (1940), où deux enfants d'un kolkhoze de la taïga partent à la recherche de la pipe de Staline remise par le « père du peuple » à un chasseur qui lui avait sauvé la vie ! Mais une décennie d'autocritique et de soumission aux thèmes de la propagande ne suffit pas.

Après 1943, Koulechov n'eut plus jamais l'occasion de tourner. Perte irréparable si l'on songe que Robert Bresson, son quasi-contemporain (deux années les séparent), dont les théories de jeu sont très proches des siennes, signe son premier long métrage, *les Anges du péché*, l'année même où Koulechov est réduit au silence !

Reste une œuvre insolente de jeunesse, de rythme et d'invention. Et la marque qu'elle laisse sur son entourage. Dans *la Fièvre des échecs* (1925) Poudovkine intègre un documentaire sur les championnats d'échecs à une comédie sentimentale. Dans *le Baiser de Mary Pickford* (1927), Sergueï Komarov mélange des plans d'actualité de Pickford et de Fairbanks en visite à Moscou avec un récit drôlatique où une jeune fille n'arrive à prendre au sérieux son soupirant, vendeur de billets dans un cinéma, qu'en découvrant sur sa joue les traces du rouge à lèvres de Mary Pickford ! Sergueï Komarov, également auteur de *la Poupée aux millions*, interdit de mise en scène après ces deux chefs-d'œuvre, fut d'ailleurs la véritable révélation de cette rétrospective. Quant à Boris Barnett, le maître de la comédie soviétique auquel Locarno rendit hommage il y a cinq ans, on voit aujourd'hui tout ce qu'il doit à Koulechov.

Pour rencontrer un homme d'une activité comparable, il faut penser au Kazan des années 40 et 50, ancien acteur et décorateur, professeur à l'Actors Studio, formant de jeunes comédiens (selon une méthode inspirée de Stanislavski, aux antipodes de celle de Koulechov) et influençant par ses réalisations théâtrales et cinématographiques des générations de metteurs en scènes américains.

Puisque aujourd'hui l'URSS se tourne vers l'Occident, rien d'étonnant à ce que Lev Koulechov, précurseur, ennemi de tout esprit de système, travailleur infatigable, créateur ludique, soit rétabli dans sa gloire.

MICHEL CIMENT

Paysages et surprises du TGV

A Cliousclat, on craint les pots cassés

Lorsqu'on traverse Lyon en TGV, les voies longent un quartier d'affaire marqué par une de ces monomanies dont les architectures régionales sont naturellement friandes. Jadis, pour la même région, si riche d'inventions urbaines, architecturales, voire techniques (comme la construction en terre), on aurait parlé de *caractère*, voire de *typologie*. Aujourd'hui, seul le terme de manie convient effectivement pour cet usage immodéré et systématique de la fenêtre carrée . Des centaines, des milliers de fenêtres carrées, comme si la ville avait été contrainte d'épuiser un formidable stock de ce genre de menuiseries métalliques.

L'une des vertus du TGV est ainsi de révéler de nouveaux paysages, ici désopilants, ailleurs magnifiques, souvent sauvages. Pour ces paysages, des familles ont été expropriées. Ce sont les mieux loties. D'autres, à quelques dizaines de mètres des voies, se sont retrouvées avec ces splendides maisons qu'on admire des fenêtres du train, quelquefois des châteaux définitivement invivables. Utilité publique...

Cliousclat est aujourd'hui dans la tourmente du TGV. Comme Mirmande, sa voisine médiévale et classée, où Régis Debray vient d'acquérir une résidence secondaire, après Haroun Tazieff qui y apprit son métier de maire. Tazieff ? On se disait instinctivement que ça protégeait d'éventuels incidents mécaniques à Cruas, ou dans une des ces centrales qui égrènent leurs tours blanches tout au long de la vallée du Rhone. Mais comment un vulcanologue, spécialiste des accidents de la nature, pourrait-il protéger d'un danger si peu imprévisible qu'il fait l'objet de marchandages ? Le TGV empoisonne donc tout. L'atmosphère, les conversations et même le sens commun, qui après la malheureuse entrée en lice de François Mitterrand le 14 juillet à propos des vignobles de la Drôme, est devenu bon gré mal gré pour les habitants le maître d'ouvrage et l'arbitre suprême de chaque expropriation.

Les dernières déclarations de Michel Delebarre, le ministre de l'équipement n'ont pas vraiment calmé l'atmosphère. Selon l'expression d'un Cliousclatien, caractéristique de l'état d'esprit général, tout «reste à la merci d'un caprice présidentiel». Plus prosaïque, un autre fait le compte des voix socialiste et lepéniste dans la petite ville proche de Loriol, y voyant une raison de limiter les caprices...

Mais Cliousclat (la «colline lumineuse» ou bien la «pente brûlée», selon l'optimisme de l'étymologie), *qui a fêté son millénaire il y a trente ans déjà*, et dont le château fut alernativement peuplé de moines et de brigands prompts à descendre dans la vallée rançonner pour les voyageurs, s'est acquis une sagesse et n'a plus trop la foi pour arrêter les TGV. Cette année, comme tous les deux ans, le village prépare son marché national de la poterie d'art. Un festival plutôt qu'un marché, car les potiers présents sont sévèrement sélectionnés. Comme cela fait mille ans aussi que les villageois tournent ici la glaise, ils assument le plus correctement du monde leur statut de leader dans la production «baba-cool». Et puis les arts et traditions populaires ont donné leurs lettre de noblesse à cette production chaleureuse, et même les Arts décoratifs. Ainsi, c'est François Mattey qui a longtemps été l'âme du musée parisien, qui préface l'exposition François Lachens : un merveilleux rêveur de jeunes femmes en terre, qui forme le clou de des trois journées cliousclatiennes.

FRÉDÉRIC EDELMANN

▶ Cliousclat (Drôme), du 14 au 16 août.

MUSIQUE

Le veilleur de Saint-Bertrand

Pierre Lacroix et l'orgue qui fait chanter le Comminges

SAINT-BERTRAND-DE-COMMINGES

de notre envoyé spécial

Avec les festivals, la musique a repris les chemins des pèlerinages, retrouvé les lieux vers lesquels marchaient nos aïeux. Qu'est-ce qui pourrait attirer de nos jours les mélomanes vers la haute vallée de la Garonne, s'il n'y avait, perchée sur son rocher, la cathédrale de Saint-Bertrand-de-Comminges, édifice fantastique dans ce calme décor prépyrénéen ?

Mais la splendeur architecturale, qui a réuni les trésors du roman (y compris le cloître, digne d'Aix ou d'Arles), du gothique en voûtes lancées vers le ciel et de la Renaissance italienne (dans les intarissables sculptures imagées du jubé et des stalles), autour du tombeau d'un grand saint pacifique, n'est pas la première raison de l'engouement des musiciens.

C'est avant tout la présence d'un orgue prodigieux, d'un des plus beaux buffets que l'on puisse imaginer, construit au milieu du seizième siècle, dans le même style que le chœur des chanoines. Une ruche gigantesque, soutenue par de fines colonnes, repliée en accordéon dans une encoignure romane, avec deux cents tuyaux sur trois étages, dominés par des clochetons et lanterneaux, au-dessus de scènes sculptées des travaux d'Hercule... Une « montre » sans doute unique au monde.

Ce géant enroué par les siècles, Paul Guilloux d'abord et surtout Pierre Lacroix n'ont eu de cesse de lui rendre une voix digne de ses magnifiques boiseries. Avec un artisan de premier ordre, J. P. Swiderski, Pierre Lacroix a reconstitué un instrument classique à la française, et ce grand seize pieds de quarante jeux est une réussite. On ne se lasse pas d'admirer la splendeur du plein-jeu, miroitant de mille couleurs détaillées et mixées à la fois, la saveur de chaque tuyau, le relief des plans sonores, la richesse des fonds, tout cela se déployant à l'aise dans un vaste espace sonore d'une réverbération idéale.

Ce grand personnage est devenu le pivot autour duquel s'organisent, non seulement le Festival du Comminges (créé il y a quinze ans), mais aussi l'Académie qui, depuis 1977, réunit autour d'André Stricker et Michel Chapuis des jeunes gens de tous pays. Et c'est un spectacle pittoresque de voir ces derniers groupés sur le jubé, auxquels le professeur s'adresse depuis la console de l'orgue, comme un prédicateur médiéval du haut de sa chaire !

Académie d'excellent niveau comme on a pu le constater lors du concert donné par vingt étudiants, enchaînant des pièces de Grigny, Clérambault, Dumage, Couperin, etc., avec une audace et un brio conquérants, malgré parfois un certain schématisme du phrasé, particulièrement délicat dans la musique classique française.

Ce ne sont pas moins de quarante stagiaires qui viennent chaque année à Saint-Bertrand, soit pour l'orgue, soit pour le chant (avec Denise Dupleix et Marie-Claude Vallin), soit encore pour la musicologie (avec Jean Saint-Arroman et André Lamblin) .

Une association dynamique

Après les élèves, le maître : Michel Chapuis faisait étinceler son orgue dans des pages de Titelouze, Roberday, Frescobaldi, Boëly, mais on était surtout ému par les huit versets de Samuel Scheidt (né cent ans avant Bach) sur le choral *Pourquoi te tourmentes-tu, mon âme ?* si grave, priant, marchant du pas assuré des pèlerins de Saint-Bertrand, puis la grande *Partita* BWV 768 et le *Prélude et fugue en si mineur* de Bach, rayonnants enfin comme le chrétien parvenu au paradis, après une longue route.

Le Festival du Comminges a essaimé dans les églises de la région (Martres-Tolosane, Montréjeau, Saint-Gaudens, Vielha en Espagne) et surtout dans la plaine voisine, près de la ville romaine, à Saint-Just de Valcabrère, où l'Académie a installé un petit orgue de vingt jeux, d'esthétique allemande, qui complète le grand frère de la cathédrale. Les programmes sont fort éclectiques : musique ancienne, chant (cette année, Teresa Zylis-Gara, Lucia Popp, Guillemette Laurens et les chanteurs de l'Ecole de l'Opéra), musique de chambre...

Ce foisonnement artistique, on le doit en premier lieu à Pierre Lacroix, soutenu par une association dynamique qui a été capable, entre autres, de prendre à sa charge la majorité des dépenses exigées par la reconstruction de l'orgue. L'amour de l'art chevillé au corps, il veille sur le festival, ses finances (60 % de recettes propres !) et son instrument, les défend contre toute atteinte, comme ces travaux de restauration malhabiles qui, récemment, mettaient en danger la conservation de l'orgue et l'acoustique de la cathédrale.

En bon chef d'entreprise, il fait flèche de tout bois pour maintenir le cap de son rêve, telle la création, il y a deux ans, d'une revue remarquable (1) qui rassemble, outre des études très aiguës sur les différents aspects de la vie sociale et culturelle du Comminges, des articles d'intérêt général comme, dans le dernier numéro (été 1990), un texte sur «Charles de Gaulle et la musique», véritable scoop sur un sujet inconnu !

On ne saurait enfin oublier que le Festival a passé chaque année des commandes à des compositeurs tels que Langlais, Sauguet, Guillou, Darasse (cette année, Adrienne Clostre et Jean-Pierre Marty) et a réalisé de nombreux disques, dont quinze à l'orgue de Saint-Bertrand, diffusés depuis 1981 à quelque quarante mille exemplaires.

JACQUES LONCHAMPT

(1) Cahiers des Arts et de la Musique, trimestriel. Association du Festival du Comminges, 31260 Mazères-sur-le-Salat. Subventionné par le conseil général et le conseil régional, le Festival est puissamment soutenu, depuis 1987, par la Fondation France-Télécom.

▶ Prochains concerts : création de *la Reine de Saba*, d'A. Clostre (le 15 août), Hesperion XX (le 17), Maria Tipo (le 19), Guillemette Laurens, Jay Bernfeld et Skip Sempé (le 21), J.-P. Brosse (le 24), Daniel Roth (le 8 septembre).

BIBLIOGRAPHIE

Furtwangler ou Karajan ?

Timbalier, Werner Tharichen faisait face aux chefs d'orchestre qui dirigeaient l'Orchestre philharmonique de Berlin. De sa place, il était le seul musicien à voir tous ses collègues. Il ne voyait que leur dos, certes, mais un dos qui se courbe, des épaules qui se haussent, une tête qui dodeline, «parlent» beaucoup... Toujours est-il, qu'en plus de son rôle de timbalier, ce musicien était délégué de l'Orchestre philharmonique de Berlin, un poste particulièrement important, car cette formation est souveraine, maître de ses choix, de ses décisions, jalouse même de prérogatives dont elle a tiré bénéfice en un siècle qui a vu défiler à sa tête, tous nommés par elle, Hans von Bulow, Arthur Nikisch, Wilhelm Furtwangler, Sergiu Celibidache (pour un court intermède au lendemain de la dernière guerre), Herbert von Karajan et Claudio Abbado (dont il n'est pas question ici, puisque ce livre a été publié pour la première fois, en Suisse, en 1987, deux ans avant la mort de Karajan) .

Werner Tharichen raconte donc quelques pages de la vie de l'orchestre, explique les différences musicales et humaines qui séparaient Furtwangler de Karajan et, sans hausser le ton, dresse un portrait finalement effroyable du plus jeune. Un portrait en creux. On ne trouvera aucun ragot dans ce petit essai, aucune révélation fracassante sur les raisons de la fameuse brouille de 1983 (provoquée par la détermination de Karajan à imposer une musicienne quand il n'en avait pas le pouvoir), mais des aveux, des regrets pour un âge d'or musical perdu dont les musiciens rêvent, et que la gloire internationale, les films, les disques, l'argent gagné grâce au génie de manager de Karajan n'ont pu remplacer. Il semble que ce soit l'ambition même de ce dictateur de poche qui l'a empêché d'être respecté comme le fut, et l'est encore, Furtwangler. Trop de pouvoir accumulé, d'argent, de disques (on ne sait plus s'il en a enregistré huit cents ou mille), de compromissions politiques (ses deux cartes du parti nazi), et musicalo-commerciales parasitent l'image de Karajan. Il n'était après tout qu'un chef d'orchestre ayant trop souvent nié le libre arbitre des musiciens qui pourtant l'avaient choisi.

Herbert von Karajan aurait voulu effacer jusqu'au souvenir de son prédécesseur, mais plus de trente ans après la disparition de Wilhelm Furtwangler, il arrive encore, si l'on en croit Werner Tharichen, que la Philharmonie de Berlin sonne comme si *«Furt»* revenait prendre place sur le podium, sa grande silhouette écrasant celle de «H. V. K.»

ALAIN LOMPECH

▶ par Werner Tharichen. Edition Bernard-Coutaz. 154 p., 130 F. Préface de Rémy Louis.

LETTRES

Emotion en Italie

Un carnet inédit de Cesare Pavese révèle ses sympathies pour Mussolini

La personnalité posthume d'un homme de lettres présente fréquemment deux faces cachées, partiellement ou totalement : sa vie érotique et ses engagements politiques. Excitant la curiosité de ses lecteurs et, plus largement, du public, ces secrets donnent du travail et de la matière aux futurs biographes.

Figure justement célèbre de la littérature italienne de ce siècle, Cesare Pavese, qui se suicida à Turin le 26 août 1950, n'échappe pas à cette règle. Si le premier aspect nous est connu, grâce en particulier à Dominique Fernandez qui analysa dans *l'Echec de Pavese* (Grasset, 1967) cette longue et douloureuse impuissance que fut l'existence amoureuse de l'écrivain, le second visage restait partiellement voilé, ou déformé.

Un mince carnet de dix-neuf pages, découvert peu après la mort de Pavese dans les archives de la famille mais resté jusqu'à ce jour inédit, notamment sur le conseil d'Italo Calvino, est, à cet égard, révélateur. *La Stampa* vient d'en divulguer la teneur. On sait que l'écrivain, qui appartenait à la génération néoréaliste et n'avait pas caché sa sympathie pour le marxisme, adhéra, en 1945, au Parti communiste sans pour autant partager toutes ses options idéologiques en matière culturelle. On sait également qu'une santé précaire le tint à l'écart de la lutte politique durant les années de guerre.

Datant de cette sombre période, les pages de ce carnet sont pour le moins gênantes. Critiquant ses amis antifascistes – ils *« savent tout, ils dominent tout, mais quand ils discutent, ils ne savent que se disputer »* – et les intellectuels – *« lâches, disputeurs, vaniteux »* – Pavese appelle de ses vœux un *« retour à l'Etat, aux personnalités politiques, supérieures à celles de la culture »* et voit dans la guerre une dimension *« épique »*. *« Est-il vrai que Mussolini a toujours raison ? quand on réussit, on a toujours raison »*, affirme-t-il notamment, avant de dire son admiration pour les Allemands : *« Les travailleurs l'ont emporté sur les intellectuels. Au Moyen Age, ils ont dominé par la chevalerie, aujourd'hui, ils dominent par le travail – malgré la littérature dont la France nous inonde »*. Mieux, il compare *« toutes ces histoires d'atrocités nazies qui font peur aux bourgeois »* à la Révolution française pour conclure, sentencieux : *« L'histoire ne met pas de gants de velours »*.

M. Giancarlo Pajetta, leader historique du PCI, qui ne cache pas sa déception et traite Pavese de *« déserteur »*, fait néamnmoins remarquer que l'écrivain ne mena pas un double jeu et ne dénonça personne.

PATRICK KÉCHICHIAN

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 5325



HORIZONTALEMENT

I. Dirige une « exploitation ». – II. Est susceptible de faire doublement suer. On ne peut guère y mettre plus que les pieds et les mains. – III. Est récompensé de ses efforts. Quitta plus d'une fois le rivage. – IV. Tel qu'il lui manque assurément quelque chose. Qui ne saurait faciliter la tâche de celui qui doit trancher. – V. Peuvent être faits avec des pièces. – VI. Ancien moteur à explosion. Finit par manquer d'inspiration. – VII. A donc décidé de tout quitter. Accompagne une sortie. – VIII. Il n'y a rien de surprenant à ce qu'elle se fasse remettre à sa place. – IX. Mêlée à la farce. Bien placée pour prouver qu'il y a des limites. – X. A donc mis fin à une longue attente. Visible sur la place Saint-Marc. – XI. N'est donc pas sans matière grasse.

VERTICALEMENT

1. Il leur est possible de mettre fin à la mauvaise forme. – 2. Est capable de faire du mal à une mouche. Essaim ou fourmilière. – 3. Reste froid. Pas assez pour qu'il y ait foule. – 4. Est souvent observé sous le manteau. Où ceux qui ont cherché ont fini par trouver. A beaucoup tapé. – 5. Bête noire. Proche de celui qui a décidé de remonter la pente. – 6. De quoi se demander quelle mouche nous a piqué ! – 7. Possessif. Entraîne maintes disparitions. – 8. Une famille dans laquelle on a l'habitude de grogner. Négation. – 9. Se dirigent parfois vers une étoile. Ne manquent pas de sel.

Solution du problème nº 5324

Horizontalement

I. Métronome. – II. Utricules. – III. Raide. In. – IV. Il. Elèves. – V. Semelles. – VI. Osée. – VII. Eon. Gogo. – VIII. Oblat. – IX. Inca. Nées. – X. Lait. Ré. – XI. Scellées.

Verticalement

1. Mûrisseries. – 2. Etale. – 3. Tri. Monocle. – 4. Ridées. Baal. – 5. Ocelle. Il. – 6. Nu. Elégante. – 7. Olive. Oté. – 8. Ménès. Ers. – 9. Es. Bosse.

GUY BROUTY

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au *Journal officiel* du mardi 14 août :

UN DÉCRET

– nº 90-726 du 9 août 1990 pris en application de l'article 30-1 de la loi nº 80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité directe locale, instituant un système de paiement mensuel de la taxe d'habitation.

Le Monde

Edité par la SARL *le Monde*

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet

Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret

Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Philippe Herreman, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 206 806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR

AGENDA

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 14 août

TF 1

20.30 Cinéma :
Liste noire. ■
Film français d'Alain Bonnot (1984). Avec Annie Girardot, François Marthouret, Paul Crauchet.
22.05 Documentaire : Histoires naturelles.
23.00 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.
23.55 Journal, Météo et Bourse.

A 2

20.40 Cinéma :
Gandhi. ■■
Film britannique de Richard Attenborough (1982).
23.40 Journal et météo.
23.55 Cinéma : Commando. ■
Film américain de Mark L. Lester (1985).

FR 3

20.35 Téléfilm : La cousine Bette.
D'Yves-André Hubert, d'après Balzac.
22.35 Journal et Météo.
23.00 ▶ Documentaire :
Histoire naturelle de la sexualité.
D'André Langanay et Gérald Calderon.
23.45 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma :
Une chance pas croyable. ■
Film américain d'Arthur Hiller (1987).
22.05 Flash d'informations.
22.10 Cinéma :
Assistance à femme en danger. ■
Film américain de Jerry London (1986).
23.45 Cinéma :
L'ouragan. ■
Film américain de Jan Troell (1979).
1.40 Cinéma :
La main à couper. ■
Film français d'Etienne Perrier (1974). Avec Lea Massari, Michel Bouquet, Bernard Blier.

LA 5

20.35 Téléfilm :
Recherche comédiennes déshabillées.
De John Bowens, avec Troy Donahue.
22.15 Magazine : Ciné Cinq.
22.35 Cinéma :
L'émir préfère les blondes. □
Film français d'Alain Payet (1983). Avec Roger Carel, Paul Préboist, Katia Tchenko.
0.10 Journal de minuit.
0.20 Rediffusions.

M 6

20.35 Téléfilm :
Le chemin du bonheur.
De James Goldstone.
22.10 Série :
La malédiction du loup-garou.
22.35 Cinéma :
Marche pas sur mes lacets. □
Film français de Max Pécas (1977). Avec Sylvain Green, Jean-Marc Longval.
0.15 Six minutes d'informations.

LA SEPT

21.00 Documentaire : Hôtels, the story.
22.00 Documentaire : La mer en mémoires.
22.30 Magazine : Imagine.
23.00 Documentaire : Histoire parallèle.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 A la fraîche.
21.30 Concert (en direct du Festival de La Roque-d'Anthéron) : Sonate pour piano nº 15 en ré majeur op. 28, Sonate pour piano nº 31 en la bémol majeur op. 110, Sonate pour piano nº 12 en la bémol majeur op. 26, Sonate pour piano nº 23 en fa mineur op. 57, de Beethoven, par Jean-François Heisser, piano.
23.07 Nuits chaudes. Lune de miel...
0.58 Les valses de l'été.

FRANCE-CULTURE

20.50 Le roman du Rhin.
21.05 Rencontre des écrivains à Montréal.
22.05 Du ça dans le pastis. Hugues Dufourt, compositeur.
22.15 Le bestiaire enchanté et sans oubli. L'âne.
22.40 Musique : Nocturne. Jazz à la belle étoile. Deux acrobates du piano : Cecil Taylor, Martial Solal.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Nuits bleues.

Mercredi 15 août

TF 1

14.20 Cinéma :
Rio Bravo. ■■■
Film américain de Howard Hawks (1958).
16.35 Club Dorothée. Jayce.
16.55 Tiercé à Deauville.
17.05 Série : Chips.
17.50 Série : Hawaii, police d'Etat.
18.40 Jeu : Une famille en or.
19.05 Feuilleton : Santa-Barbara.
19.55 Tirage du Tac-O-Tac.
20.00 Journal, Météo, Tapis vert et Loto.
20.35 Théâtre : Les voisins du dessus.
Pièce de Laurence Jyl, avec Marthe Mercadier, Pierre Doris, Stéphane Hiller, Valérie Lemoine.
22.20 Sport : Football.
France-Pologne, en différé du Parc des Princes.
0.00 Feuilleton :
Le rire de Caïn (5ᵉ épisode).
0.55 Faisons la route ensemble.
1.00 Journal et Météo.

A 2

14.05 Magazine : Eté show.
Présenté par Michel La-Rosa, en Espagne.
14.10 Série : Larry et Balki.
14.35 Magazine : Eté show (suite).
Invité : Herbert Léonard.
14.40 Téléfilm : Noix de coco.
De Marcel Achard, avec Jean Richard, Madeleine Robinson.
Une fausse pudibonde.
16.15 Magazine : Eté show (suite).
17.35 Jeu : Des chiffres et des lettres.
D'Armand Jammot, animé par Laurent Cabrol.
18.00 Magazine : Giga.
Alf ; Les années collège.
19.05 Série : Mac Gyver.
20.00 Journal et Météo.
20.40 Carte blanche à Patrice Laffont.
Saint-Tropez : Enfer ou paradis. Avec Pauline Ester, Artmengo, Philippe Lavil, The Shimes, Phil Barney, Kiki Holgado, Patrick Timsitt.
22.30 Sport : Athlétisme.
Grand Prix de Zurich.
23.45 Journal et Météo.
0.00 Magazine :
Du côté de chez Fred. L'eau.

FR 3

15.00 Série : Mission casse-cou.
15.55 Magazine : Une pêche d'enfer.
Présenté par Pascal Sanchez.
16.30 Jeu : Objectif Tintin.
Animé par Jacques Cassyan.
18.00 Feuilleton : Sixième gauche.
18.30 Jeu : Questions pour un champion.
Animé par Julien Lepers.
19.00 Le 19-20 de l'information.
De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
20.00 Jeux : La classe.
20.35 Feuilleton : Richard Wagner.
De Tony Palmer, avec Richard Burton, Vanessa Redgrave (2ᵉ épisode).
Les voyages en Europe.
21.40 Série : Les conteurs.
D'André Voisin. Jean-Pierre Chabrol.
22.15 Journal.
22.40 Opéra : The Fairy Queen.
De Purcell, d'après *le Songe d'une nuit d'été* de Shakespeare, mise en scène d'Adrien Noble, par l'ensemble Les Arts florissants, dir. William Christie.

CANAL PLUS

15.00 Portrait : Tant pis pour l'Idaho.
Etienne Daho aux Etats-Unis, par Bertrand Fevre.
15.50 Surprises spéciales.
La porte ouverte.
16.00 Téléfilm : L'étoile filante du rock.
De Colin Nutley, avec Pancho Russell, Charlie Creed Miles.
17.05 Série : Allô ! Allô !
17.30 Documentaire : Australie, un autre monde.
De David Parer.
1. Ornithorynques et marsupiaux.
17.55 Cabou cadin.

En clair jusqu'à 20.30

18.30 Cabou cadin.
19.20 Top album.
19.55 Flash d'informations.
20.30 Sport : Football.
Les coulisses.
20.30 Sport : Football.
France-Pologne, en direct du Parc des Princes.
22.40 Flash d'informations.
22.45 Cinéma :
Bunker palace hôtel. ■
Film français d'Enki Bilal (1989). Avec Jean-Louis Trintignant, Carole Bouquet, Benoît Régent.
0.15 Cinéma :
Toi, le venin. ■■
Film français de Robert Hossein (1959). Avec Marina Vlady, Robert Hossein, Odile Versois.

LA 5

15.15 Série :
Les cinq dernières minutes.
16.35 Dessins animés.
18.00 Série : *Riptide.*
18.50 Journal images.
19.00 Série : La fièvre d'Hawaii.
19.45 Journal.
20.30 Drôles de sports.
20.35 Téléfilm :
Police mannequin.
22.15 Série : Arabesque.
23.05 Spécial Tour de France à la voile.
23.10 Théâtre : Salut Fernand.
Hommage à Fernand Raynaud.
0.00 Journal de minuit.

M 6

14.40 Téléfilm : La voie Jackson.
De Gérard Herzog (2ᵉ partie.).
16.10 Jeu : Match music.
17.15 Informations : M 6 info.
17.20 Série : Laredo.
18.10 Série : Cher oncle Bill.
18.30 Série : Espion modèle.
19.30 Série : Dis donc papa.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.35 Téléfilm :
Les prisonniers de la tour.
22.25 Téléfilm : Pierrot mon ami.
De François Leterrier, avec Jacques Dutronc, Anne Jousset.
23.55 Six minutes d'informations.
0.00 Série : Portraits crachés.
0.25 Documentaire :
Portraits d'artistes. Tinguely.
0.50 Musique : boulevard des clips.
2.00 Rediffusions.

LA SEPT

14.05 Cours d'italien (6).
14.30 Opéra : Giovanna d'Arco. De Verdi.
16.50 Documentaire : Le reflet de la vie.
D'Eliane de Latour.
17.50 Documentaire :
L'autoroute du Reich.
De Hartmut Bitomsky.
19.20 Cinéma d'animation : Images.
19.30 Documentaire :
Chanter pour son bœuf favori.
D'Ivo Strecker.
20.15 Documentaire :
Ateliers contemporains.
(Georg Baselitz).
21.00 Feuilleton : L'or du diable (5ᵉ épisode).
22.00 Série : C'est notre univers.
22.30 Documentaire :
Les instruments de musique Oet leur histoire.
23.00 ▶ Documentaire : Figures de la foi
Bernard de Clairvaux.
De Charles Chaboud.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 30 juillet lors du Festival de Radio-France et de Montpellier) : Bérénice, opéra en trois actes, de Magnard, par L'Orchestre philharmonique de Montpellier et le chœur de l'Enclos, dir. Jan-Latham Koenig ; sol. : Françoise Pollet, Hélène Jossoud, René Massis, Jean-Philippe Courtis, Richard Tronc, Maurice Delaunay.
23.30 Nuit chaudes. Lune enchanteresse...
0.58 Les valses de l'été.

FRANCE-CULTURE

20.00 Le pays d'ici. En Auvergne : les monts du Cézalier et les pays coupés.
20.50 Le roman du Rhin.
21.02 Rencontres des écrivains à Montréal.
22.05 Du ça dans le pastis. Frank Horvat, photographe.
22.15 Le bestiaire enchanté et sans oubli. L'âne et la caille.
22.40 Musique : Nocturne. Jazz à la belle étoile.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Nuits bleues. Blind Willie MacFell. Latin jazz entre Cuba et New-York : L'orchestre du percusionniste Tito Puente et la chanteuse Celia Cruz ; L'orchestre cubain Irakere.

Audience TV du 13 août 1990 Le Monde / SOFRES NIELSEN

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	37,5	Santa-Barbara 14,0	McGyver 6,8	Actual. rég. 13,0	Top 50 1,0	Fièvre Hawaï 1,6	Espion... 1,5
19 h 45	40,5	Roue fortune 16,4	McGyver 9,8	19-20 infos 9,6	Top 50 0,9	Journal 1,9	Dis donc papa 2,2
20 h 16	49,2	Journal 21,7	Journal 12,0	La classe 6,3	Scrupules 1,0	Journal 3,4	Mᵐᵉ est servie 4,0
20 h 55	49,8	Scandales... 16,0	Sauvé la vie... 6,9	J.O. 14,0	Hello... 2,4	Top Gun 7,3	Pas Dieu... 3,8
22 h 08	39,0	Scandales... 19,9	Sauvé la vie... 5,6	Soir 3 7,3	Flash 1,3	La drague 3,8	Malédiction 1,9
22 h 44	23,8	Salut les 60 10,7	Disparitions 3,6	Océabuqyes... 1,7	Corrida 1,3	La drague 4,9	Josepha 1,8

AGENDA

CINÉMA

Programmes du mercredi 15 au mardi 21 août

Nous publions désormais le *mardi* les films qui seront à l'affiche à Paris, à partir du *mercredi*.
Les commentaires concernant les *films nouveaux* ainsi qu'une sélection commentée des exclusivités et des grandes reprises figureront dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté *jeudi*).

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)

Le Chien jaune (1932), de Jean Tarride, 16 h ; Série noire (1979), d'Alain Corneau, 19 h ; l'Espion qui venait du froid (1965, v.o. s.t.f.), de Martin Ritt, 21 h.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles
(40-26-34-30)

Si vous avez manqué le début : le Paris des écrivains : Courir les rues (1988) de Dominique Comtat, Zazie dans le métro (1960) de Louis Malle, 14 h 30 ; Actualités anciennes : Actualités Gaumont, 16 h 30 ; Café, cafés : Neige de J. Berto et J. H. Roger (1981) de Fernand Moszkowicz, Neige (1981) de Juliet Berto et Jean-Henri Roger, 18 h 30 ; la Forme d'une ville : Paris nez en l'air (1985) de Philippe Truffault, Pascal Escalier 51 (1984) de Philippe Bonnin et Bertrand Désormeaux, Passage secret (1984) de Laurent Perrin, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

ALEXANDRIE ENCORE ET TOUJOURS (Fr.-Eg., v.o.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34).

ALLO MAMAN ICI BÉBÉ (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94).

L'AMOUR (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26).

ATTACHE-MOI ! (Esp., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

AUX SOURCES DU NIL (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

CADILLAC MAN (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LA CAPTIVE DU DÉSERT (Fr.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

CHARLIE (A., v.f.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.f.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

CHET BAKER, LET'S GET LOST (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

CONTE DE PRINTEMPS (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

CONTRE-ENQUÊTE (A., v.o.) : UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

COUPABLE RESSEMBLANCE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

CRIMES ET DÉLITS (A., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34) ; Le Triomphe, 8e (45-74-93-50).

CRY-BABY (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Le Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16).

DE HOLLYWOOD A TAMANRASET (Fr.-Alg., v.o.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

DÉLIT D'INNOCENCE (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

LE DÉNOMMÉ (Fr.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

DOUBLE JEU (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30).

ECHEC ET MORT (*) (A., v.o.) : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

EXTRÊMES LIMITES (A., v.f.) : La Géode, 19e (46-42-13-13).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LA FILLE AUX ALLUMETTES (Fin., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

FIRE BIRDS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

FREDDY 5 : L'ENFANT DU CAUCHEMAR (*) (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94).

FULL CONTACT (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LE GRAND BLEU (Fr., v.f.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

HISTOIRE DE GARÇONS ET DE FILLES (It., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

I PICCARI (It., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

IL Y A DES JOURS... ET DES LUNES (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

IMMEDIATE FAMILY (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

JE T'AIME A TE TUER (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

KANSAS (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

KILL ME AGAIN (*) (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

LENINGRAD COW-BOYS GO AMERICA (Fin., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

MAUVAIS SANG (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

MISS DAISY ET SON CHAUFFEUR (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; v.f. : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

MUSIC BOX (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

MY LEFT FOOT (irlandais, v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

MYSTERY TRAIN (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

NIKITA (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

LES NOCES DE PAPIER (Can.) : La Pagode, 7e (47-05-12-15).

NOUVELLE VAGUE (Fr.-Suis.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33).

LA NURSE (*) (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95).

L'ORCHIDÉE SAUVAGE (*) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94).

POTINS DE FEMMES (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LE PREMIER POUVOIR (*) (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

QUAND HARRY RENCONTRE SALLY (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

QUELLE HEURE EST-IL (It., v.o.) : Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

RETOUR VERS LE FUTUR 3e PARTIE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

RÊVES (Jap., v.o.) : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) ; v.f. : Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LA SERVANTE ÉCARLATE (*) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Cinoches, 6e (46-33-10-82).

SIDEWALK STORIES (A.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

SUSIE ET LES BAKER BOYS (A., v.o.) : La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

TATIE DANIELLE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LE TEMPS DES GITANS (Youg., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

THE KING OF NEW YORK (**) (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

THE MAHABHARATA (Fr., v.o.) : Panthéon, 5e (43-54-15-04).

TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

TOUCHE PAS A MA FILLE (A., v.o.) : Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88).

TU MI TURBI (It., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).

TUMULTES (Fr.-Bel.) : Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

UN ANGE DE TROP (A., v.f.) : Fauvette, 13e (43-31-56-86).

UN MONDE SANS PITIÉ (Fr.) : UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Le Triomphe, 8e (45-74-93-50).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LA VOCE DELLA LUNA (It.-Fr., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

VOYAGEURS SANS PERMIS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LES FILMS NOUVEAUX

BIENVENUE A BORD ! Film français de Jean-Louis Leconte, v.f. : Mistral, 14e (45-39-52-43) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

OUT COLD. Film américain de Milcolm Mowberay, v.o. : George V, 8e (45-62-41-46).

48 HEURES DE PLUS. Film américain de Walter Hill, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LES GRANDES REPRISES

ANNA KARÉNINE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

L'ARDENTE GITANE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12).

ASSURANCE SUR LA MORT (A., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

L'ATALANTE (Fr.) : Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25).

BABY DOLL (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

CÉLINE ET JULIE VONT EN BATEAU (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

DOUBLE DÉTENTE (A., v.f.) : Miramar, 14e (43-20-89-52).

EASY RIDER (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44).

FANTASIA (A., v.f.) : Rex (le Grand Rex), 2e (42-36-83-93).

FEMMES AU BORD DE LA CRISE DE NERFS (Esp., v.o.) : La Bastille, 11e (43-07-48-60).

LA FIÈVRE DANS LE SANG (A., v.o.) : Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

GATSBY LE MAGNIFIQUE (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).

L'INCONNU DU NORD-EXPRESS (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08).

LES INCORRUPTIBLES (A., v.o.) : Bretagne, 6e (42-22-57-97).

LAWRENCE D'ARABIE (A., v.o.) : Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67).

LA LOI DU DÉSIR (*) (Esp., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

LUDWIG (It., v.o.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

MACADAM COWBOY (*) (A., v.o.) : Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

MAMMA ROMA (It., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

MONTY PYTHON, LA VIE DE BRIAN (Brit., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

MONTY PYTHON, LE SENS DE LA VIE (Brit., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50).

MONTY PYTHON, SACRÉ GRAAL (Brit., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-74-93-50).

LA MORT AUX TROUSSES (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; v.f. : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

OTELLO (Fr., v.o.) : Vendôme Opéra, 2e (47-42-97-52).

LA PARTY (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

PAT GARRETT ET BILLY THE KID (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50).

PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A., v.o.) : 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81).

LA PREMIÈRE FOLIE DES MONTY PYTHON (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

QU'EST-CE QUE J'AI FAIT POUR MÉRITER ÇA ! (*) (Esp., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80).

QUOI DE NEUF PUSSYCAT ? (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40).

LA RÈGLE DU JEU (Fr.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

LA SOIF DU MAL (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12).

SOUDAIN L'ÉTÉ DERNIER (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12).

STRANGER THAN PARADISE (A.-All., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

TAXI DRIVER (**) (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

THÉORÈME (**) (It., v.o.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

UN POISSON NOMMÉ WANDA (A., v.o.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

LA VIE EST BELLE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

LES SÉANCES SPÉCIALES

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Club Gaumont (Publicis Matignon), 8e (43-59-31-97) mer., jeu., ven., sam. 19 h 30, 22 h, dim. 18 h 30, 21 h.

BARRY LYNDON (Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) mer., jeu. 14 h 30, dim. 18 h.

BLANCHE-NEIGE ET LE CHATEAU HANTÉ (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., dim. 15 h 15, jeu., mar. 13 h 40.

BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) mer., dim., lun., mar. 20 h, jeu., ven. 16 h, sam. 18 h.

CASABLANCA (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer. 18 h 45, lun. 21 h.

LE DÉCALOGUE 10, TU NE CONVOITERAS PAS LES BIENS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) mer., dim. à 13 h 25, 15 h 35, 17 h 45, 20 h, 22 h 10 film 10 mn après.

LE DÉCALOGUE 9, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) mer., dim., avec.

DROWNING BY NUMBERS (Brit., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) mer. 22 h, dim. 20 h.

DUNE (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 21 h 30, dim. 22 h, lun. 22 h 30.

E.T. L'EXTRATERRESTRE (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 15 h 15, ven. 13 h 30, sam. 15 h, dim. 13 h 15.

L'ECLIPSE (It., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34) mer., sam., lun. 12 h 05.

EMMANUELLE (**) (Fr., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) mer. 22 h 30.

LA GUERRE DES BOUTONS (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., sam., lun. 17 h.

GUERRE ET PAIX (It.-A., v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80) mer., ven., dim., mar. à 14 h, 17 h 30, 21 h.

L'HISTOIRE SANS FIN (All., v.f.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 16 h 30, sam. 15 h.

L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (**) (Fr.-It.-All.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., dim. 21 h.

L'INCINÉRATEUR DE CADAVRES (tchèque, v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) mer. 17 h 40, ven. 21 h 50, dim. 15 h 40.

JULES ET JIM (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) mer., ven., dim., mar. à 12 h.

LE LOCATAIRE (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., dim. 21 h.

LOLITA (Brit., v.o.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) mer., dim. 19 h 20, ven., mar. 21 h 20.

LE MAITRE DE MUSIQUE (Bel.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 20 h, jeu. 13 h 45, dim. 16 h 30.

MERLIN L'ENCHANTEUR (A., v.f.) : Club Gaumont (Publicis Matignon), 8e (43-59-31-97) mer., jeu., ven., sam., dim. 14 h 15, 16 h 15 ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) mer., ven., dim., mar. 14 h ; Denfert, 14e (43-21-41-01) mer., ven., sam., dim., lun. 14 h ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 13 h 30, 15 h ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., sam. 13 h 40, ven., dim., lun. 15 h 15.

METROPOLIS (All.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) (version sonorisée) mer. 12 h 20.

POURQUOI BODHI-DHARMA EST-IL PARTI VERS L'ORIENT ? (coréen, v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) mer., ven., dim., mar. 13 h 40, 16 h 15, 19 h 15 film 10 mn après.

LE RETOUR DU JEDI (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 19 h, jeu. 22 h, sam. 20 h 30, mar. 13 h 45.

SEXE, MENSONGES ET VIDÉO (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) mer. 20 h, jeu., sam. 22 h 10, ven., dim. 14 h, lun. 18 h.

LES SORCIÈRES D'EASTWICK (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 22 h.

STALKER (Sov., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) mer. 17 h 10.

SWEET MOVIE (**) (Fr.-Can., v.f.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) mer. 18 h.

THE LAST OF ENGLAND (Brit., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) mer. 14 h 20, sam. 23 h 10.

TINTIN ET LE LAC AUX REQUINS (Fr.-Bel.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., sam. 15 h 15, lun. 13 h 40.

37°2 LE MATIN (*) (Fr.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) mer., sam., dim. 16 h.

UNE AUTRE FEMME (A., v.o.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34) mer., sam. 12 h 05.

ZAZIE DANS LE MÉTRO (Fr.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) mer. 15 h 30, mar. 16 h 30.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 15 AOUT

« Une heure au Père-Lachaise », 9 h 30, 11 heures, 14 h 30 et 16 h 15, porte principale, boulevard de Ménilmontant (V. de Langlade).

« Montmartre, quartier d'artistes et de jardins : du Bateau-Lavoir au Lapin Agile », 11 heures et 14 h 30, métro Abbesses (C. Merle).

« Le village de Saint-Germain-des-Prés, son abbaye, ses jardins. Ruelles et venelles jusqu'à l'hôtel des Archevêques de Rouen », 14 h 30, sortie métro Saint-Germain-des-Prés (I. Hauller).

« Montparnasse d'hier et d'aujourd'hui » (sortie annulée en cas de mauvais temps), 14 h 15, sortie métro Edgar-Quinet (Art pour tous).

« Ruelles et jardins du vieux Belleville », 14 h 30, sortie métro Télégraphe (Résurrection du passé).

« La montagne Sainte-Geneviève et ses collèges », 15 heures, angle boulevard Saint-Germain et rue Jean-de-Beauvais.

« Saint-Germain-des-Prés, une abbaye à l'origine d'un quartier », 15 heures, devant l'église, place Saint-Germain-des-Prés.

« L'hôtel d'un ministre d'Henri IV, Sully, et la place des Vosges », 15 heures, 6, rue Saint-Antoine (Monuments historiques).

« Plaisirs et drames de la place des Vosges », 15 heures, 6, place des Vosges (Paris et son histoire).

« Tombes célèbres du Père-Lachaise », 15 heures, entrée principale, boulevard de Ménilmontant (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

CONFÉRENCES

11*bis*, rue Keppler, 19 h 30 : « Maître spirituel et maître intérieur ». Entrée gratuite (Loge unie des théosophes).

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Le Monde

SCIENCES • MEDECINE

SOS urgences parisiennes

Le conflit entre médecins « urgentistes » et généralistes compromet la mise en place du numéro d'appel unique dans la capitale

LES urgences médicales parisiennes sont en crise. Au centre de la polémique, l'organisation SOS-Médecins fait l'objet de vives critiques et certains généralistes réclament sa dissolution pure et simple. Ils lui reprochent non seulement de pratiquer une *« médecine commerciale »* au mépris des règles déontologiques, mais aussi d'occuper une place de plus en plus encombrante face à une clientèle de plus en plus restreinte. Depuis la création de l'association « urgentiste » en 1966, la situation a radicalement changé et les jeunes médecins revendiquent aujourd'hui les gardes que leurs aînés déléguaient volontiers hier. Dans ce contexte, les irrégularités répétées de SOS-Médecins sont de moins en moins tolérées.

Les plaintes de deux syndicats de médecins généralistes, MG-Paris et le Syndicat national des médecins de permanence de soins, ont entraîné, en juillet, la condamnation de cent vingt-six médecins parisiens de l'association par le conseil de l'ordre d'Ile-de-France. Ces accusations visent les fondements mêmes de SOS-Médecins, qui a fait appel de cette décision. Ses structures juridiques résisteront-elles aux attaques de ses détracteurs ?

Succès foudroyant

Quand un jeune médecin parisien décide, en 1966, de créer un service médical d'urgence pour la nuit, la voie est libre. Le système traditionnel des tours de garde affichés dans les commissariats et les pharmacies remplit mal son rôle et ne suffit pas à répondre convenablement aux besoins. C'est à la satisfaction générale que le nouveau « service médical volant » sillonne les rues de Paris dans des voitures équipées de radiotéléphone. Les médecins, qui ont fort à faire dans leur cabinet, ne craignent pas, dans ces années de pleine activité, la concurrence.

En 1969, victime de son succès, SOS-Médecins est en pleine crise de croissance. Les douze médecins de la société constituée en SARL ne suffisent déjà plus à assurer les nombreuses demandes et l'organisation recrute de nouveaux praticiens. Très vite, l'association élargit ses activités aux urgences de jour. En 1973, la SARL est remplacée par une société civile de moyens, qui compte vingt-cinq médecins.

C'est à cette époque que les urgences parisiennes tentent de s'organiser de façon rationnelle. Tandis que le SAMU (service d'aide médicale urgente) se met en place, une association loi de 1901 *« pour la garde médicale d'urgence de Paris et de la banlieue parisienne »* (AUMP) voit le jour à l'initiative des syndicats professionnels parisiens et du conseil de l'ordre. L'AUMP, composée de médecins permanents mensualisés, veut mettre en place un véritable service public de l'urgence, mais provoque rapidement la colère des médecins installés.

Face à la progression de la démographie médicale, ces derniers ont décidé de reprendre du terrain et de ne plus abandonner leurs gardes ou les urgences à des organisations spécialisées. En 1976, ils créent leur propre association, la Permanence des soins de Paris, et partent en guerre contre la nouvelle AUMP. Quelques années plus tard, ils obtiennent sa dissolution ainsi que la mise en place de la Garde médicale de Paris (GMP), qui satisfait tout le monde, conseil de l'ordre, syndicats et jeunes praticiens.

Cette association, qui fonctionne sur le système des tours de garde, est ouverte à tous les médecins généralistes installés. Pendant ce temps, SOS-Médecins prospère et fait des émules. En 1985, se crée, sur le même modèle, une société civile de moyens, les Urgences médicales de Paris (UMP). A cette époque, le paysage des urgences médicales parisiennes est en place, avec d'un côté les associations « urgentistes » fermées, de l'autre la Garde médicale de Paris, qui se veut représentative de la profession. Pour rentrer dans les premières, les médecins doivent s'acquitter aujourd'hui d'une prise de participation de l'ordre de 400 000 francs pour l'UMP et de 470 000 francs pour SOS-Médecins.

Près de 300 000 visites par an

Actuellement, sur le front des urgences parisiennes, SOS-Médecins distance de très loin l'UMP et la GMP. Elle a totalisé 289 000 visites en 1989 sur Paris et la petite couronne (Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis et Val-de-Marne), contre 21 667 pour la Garde médicale de Paris et environ 35 000 pour l'UMP. Depuis plusieurs années, l'association « urgentiste » travaille avec le SAMU et la brigade des sapeurs-pompiers de Paris, qui lui transmettent des appels. Mais ses activités ne se limitent pas à l'urgence. Même si ses responsables déclarent assurer 80 % des appels de la nuit et du week-end sur Paris, les urgences ne représentent plus que 30 % de ses activités.



DANIEL GIRY/REA

On estime que 40 % de la population parisienne n'a pas de médecin traitant, d'où le succès des urgentistes.

Aujourd'hui, on estime qu'environ 40 % de la population parisienne n'a pas de médecin traitant, et le succès des « urgentistes » inquiète les médecins installés. *« Notre disparition ne leur apporterait pas grand-chose*, assure Jacques Moscoviz, trésorier de SOS-Médecins Paris. *Nos visites ne représentent que 1,4 % de l'activité globale des médecins parisiens. Par contre, qui va faire les 80 % de visites urgentes ? »*

Après vingt-quatre ans d'exercice, l'association détient une structure et un savoir-faire reconnus des professionnels du SAMU et du public, mais elle n'est plus la seule à pouvoir faire face à l'urgence. En quelques années, l'organisation des Urgences médicales de Paris a su s'adapter à cette nécessité. Ses seize médecins sillonnent, eux aussi, les rues équipés de radiotéléphones leur permettant de recevoir les appels du SAMU, avec dans leur voiture les médicaments ou l'électrocardiographe utiles. La Garde médicale de Paris se place, quant à elle, sur le terrain des urgences de moindre importance. *« Il existe différents degrés d'urgence*, explique le docteur Alain Parent, secrétaire général adjoint de l'association. *La détresse vitale relève du SAMU. La détresse ressentie impose d'analyser rapidement la situation et correspond bien à SOS-Médecins et à l'UMP. Enfin, le reste relève de la médecine générale et c'est le créneau des généralistes. »*

Une analyse que partage le docteur Daniel Jannière, du SAMU de Paris. *« Maintenant, nous travaillons aussi avec la Garde médicale de Paris à qui nous envoyons plutôt les urgences dans les deux heures. En revanche, nous confions plus facilement les interventions dans les vingt minutes à SOS-Médecins ou à l'UMP. »*

Cette ventilation des urgences suivant leur gravité suppose toutefois la mise en place d'un centre de réception et de régulation des appels à partir d'un numéro unique, le 15, comme le prévoit la loi du 4 janvier 1986. Effective pour près des trois-quarts de la population française, cette régulation n'est toujours pas officiellement en place à Paris. Cette situation s'explique à la fois par le poids de SOS-Médecins, qui a suppléé d'une certaine manière au 15, mais aussi par des rivalités entre associations « urgentistes » et médecins généralistes. A cela s'ajoutent des difficultés de coordination entre le SAMU et la brigade des sapeurs-pompiers, qui fait de plus en plus d'interventions à caractère médical.

Mis en place à titre expérimental en juillet 1989, le centre de réception et de régulation des appels médicaux fonctionne toujours sous la seule responsabilité du SAMU. En mars 1990, sur 4 463 dossiers ouverts, 489 ont été transmis à SOS-Médecins, 195 à l'UMP et 233 à la GMP.

Au début de l'année, les trois organisations semblaient sur le point de s'entendre pour assurer ensemble la régulation des appels du 15. Un protocole d'accord signé par leurs responsables avait été suivi, en juin, d'une réunion à la Mairie de Paris afin de définir les modalités de financement du centre. La condamnation de SOS-Médecins est venue compromettre ce fragile équilibre.

Dissolution ?

Aujourd'hui, les plus virulents réclament sa disparition au profit des services officiels de garde. *« On se dirige vers une restructuration très importante de SOS-Médecins, peut-être une dissolution »*, déclare Gérard Delafond, du Syndicat national des médecins de permanence de soins (SNMPS), créé en 1988 dans le but de s'opposer à l'association « urgentiste ».

SOS-Médecins se défend de faire de la médecine commerciale. A la tête de l'organisation figure une société anonyme, SOS-Médecins SA. Elle concède gratuitement son sigle à SOS-Médecins France, qui rassemble les associations régionales, mais n'hésite pas à poursuivre en justice toute association qui prétendrait l'utiliser contre son gré. Les 148 médecins parisiens sont groupés, quant à eux, dans une société civile de moyens. Une association loi de 1901, Aide-Santé, est chargée d'assurer le suivi des soins en prenant contact avec des compagnies d'ambulances et des laboratoires. *« Ces derniers nous reversent de l'argent pour assurer le fonctionnement de cette association, et pas un sou de plus »*, explique Jacques Moscoviz, le trésorier de SOS-Médecins Paris. Enfin, une SARL « SOS-Communicance » se charge de la gestion du parc radiotéléphonique.

Cette organisation résistera-t-elle à l'examen du conseil national de l'ordre ou du tribunal de grande instance de Paris ? Et, dans l'hypothèse d'une suspension de SOS-Médecins, qui pourra suppléer 148 « urgentistes » ? L'esprit de polémique qui prévaut aujourd'hui n'est pas pour favoriser l'organisation des urgences médicales à Paris.

MARTINE LARONCHE

Les lichens, sentinelles écologiques

Leur extrême sensibilité à l'environnement en fait des capteurs très efficaces pour mesurer la pollution

LORS du passage du « nuage de Tchernobyl » sur l'Europe, les rennes finlandais furent les animaux de boucherie les plus touchés. Explication : une grande partie de leur alimentation se compose de lichens, des végétaux extrêmement sensibles à l'environnement, au point de concentrer jusqu'à 3 300 fois et plus les micropolluants de l'air et des pluies. Les rapports privilégiés des lichens avec la pollution atmosphérique viennent d'être mis à nouveau en vedette avec l'annonce récente de la réapparition de ces étonnants végétaux sur ... les arbres du jardin du Luxembourg ! (*le Monde* du 6 août).

L'information ne paraîtra incongrue qu'au profane. Pour les « lichenologues » du monde entier, ce parc parisien est en effet un lieu historique qu'ils fréquentent régulièrement. A l'origine de cet engouement, William Nylander, le premier à établir le lien entre la pureté de l'air et la prolifération des lichens, dans un ouvrage publié en 1866. Remarquant leur quasi-absence dans les villes, ce chercheur scandinave, qui travaillait alors au Muséum d'histoire naturelle, soulignait toutefois l'exception notable du Luxembourg, probablement le *« lieu le plus sain de tout Paris »* selon lui. Il devait, hélas, observer ensuite leur disparition totale entre 1866 et 1896, au rythme du développement de l'industrie et, surtout, du remplacement du bois par le charbon (riche en soufre et générateur de pluies acides) pour le chauffage individuel.

Depuis, tous ses collègues guettent le retour des lichens sur les marronniers du Luxembourg. Comme le Britannique Mark Seaward, professeur au département de l'environnement de l'université de Bradford. Rentré bredouille de son dernier passage en 1986, il est revenu cet été pour constater, en compagnie de Mme Marie-Agnès Letrouit-Galinou, directeur de recherche au laboratoire de cryptogamie (CNRS, université Paris-VI), le retour des lichens prodigues. Si cela témoigne d'une nette amélioration de la qualité de l'air parisien, on reste loin de la prolifération observée en 1866 par William Nylander.

Les nouvelles colonies se limitent à de petites taches *« dont les plus importantes ne dépassent pas 5 à 7 centimètres »*, précise Mme Letrouit-Galinou. Avec M. Seaward, elle a pu dénombrer neuf espèces *« connues pour être sensibles à des niveaux modérés de pollution atmosphérique »* – en particulier *Physcia orbicularis*, de type foliacé – mais aucun lichen de type fruticuleux, les plus fragiles. Le phénomène est cependant bien engagé puisque, ajoute la spécialiste française, *« j'avais pu observer ponctuellement dès 1988 le retour timide de foliacés aux Buttes-Chaumont, au bois de Vincennes, et, surtout à Bagatelle dans le bois de Boulogne »*.

Des curiosités du monde végétal

Les lichens sont des curiosités du monde végétal. Ils sont constitués, en fait, de la symbiose d'un champignon et d'une algue. *« Les filaments du champignon restent sans forme et ne se structurent qu'en rencontrant de minuscules algues bien spécifiques »*, explique Mme Letrouit-Galinou. Se forme alors une association où chacun trouve son compte. Au lieu de s'en nourrir, le champignon recouvre les petites algues d'un mucilage de filaments, leur fournissant ainsi une niche écologique bien douillette. En contrepartie, ces dernières secrètent un sucre dont se nourrit leur protecteur.

L'ensemble prend des formes les plus diverses. Il existe *« entre 15 000 et 18 000 espèces différentes »* de lichens parmi lesquels on distingue trois types différents : les crustacés qui forment des croûtes ou de simples taches sur les rochers ou les troncs d'arbre, les foliacés qui ressemblent à des feuilles très aplaties, et les fruticuleux, plus semblables aux autres végétaux, en lanières, comme *Usnea* qui orne les branches des mélèzes et des épicéas de montagne de « barbes » pouvant atteindre un mètre de long.

Les lichens ont, pendant longtemps, servi à colorer les tweeds, ou fourni des bases pour la parfumerie (comme la « poudre de Chypre » tiré de la « mousse de chêne » récoltée dans les pays méditerranéens). S'ils constituent encore 50 % de l'alimentation des rennes et des caribous en hiver dans les pays de toundra, ils n'ont plus guère de débouchés aujourd'hui. Deux laboratoires universitaires britanniques viennent pourtant de signer un contrat avec l'industrie pharmaceutique pour mener une recherche systématique des substances antibiotiques et antimitotiques (anticancéreuses) secrétées par certaines espèces.

Mais l'utilisation la plus prometteuse des lichens pourrait être le contrôle de la pollution. Dépourvus de feuilles et de racines, ils se nourrissent de ... l'air du temps, absorbant l'humidité ambiante – et les polluants qu'elle contient – par toute leur surface, sans aucun « tampon » comme par exemple la sève des autres végétaux qui peut « laver » leurs cellules. Résultat : ils « stockent » tout ce qui passe, du césium 137 de Tchernobyl au plomb des gaz d'échappement des automobiles. Et comme ils poussent très lentement et vivent très longtemps, leur pouvoir de concentration peut atteindre des taux record.

Cela leur est parfois bénéfique. On a ainsi constaté le développement foudroyant de lichens jaunâtres du plus déplorable effet sur les sculptures de l'abbatiale de Notre-Dame de l'Epine (Marne) à partir de 1970. Le phénomène était dû aux engrais azotés liquides que les agriculteurs des environs avaient commencé à épandre par arrosage ou par avion à partir de cette époque !

Des cartes précises de la pollution

Si les polluants minéraux ou métalliques comme le plomb ou le fluor n'ont aucune influence sur leur développement, le dioxyde de soufre (SO_2) leur est, en revanche, fatal à plus ou moins haute dose. Or, produit lors de la combustion du charbon ou du fioul, transformé au contact de l'eau en acide sulfurique, ce qui entraîne les fameuses « pluies acides », le SO_2 constitue le principal des polluants atmosphériques. C'est lui qui a tué les lichens observés par William Nylander au jardin du Luxembourg au siècle dernier.

Des lichenologues avisés ont très vite compris l'intérêt que pouvait présenter leur végétal favori pour la surveillance de l'environnement. En 1970, deux équipes britanniques (Hawksworth et Rose ; Leblanc et Sloover) ont mis au point des méthodes et des échelles de mesures permettant d'établir des cartes précises et chiffrées de la pollution de l'air en dioxyde de soufre à partir de la simple observation des différentes variétés de lichens présentes sur le terrain. Seul inconvénient : si les lichens meurent très vite (moins de six mois), quand le taux de SO_2 dépasse une certaine limite, il leur faut quatre ans environ pour réapparaître quand l'air s'est purifié. Ils « mesurent » donc la pollution à retardement (1).

En revanche, souligne Mme Letrouit-Galinou, si les capteurs artificiels réagissent immédiatement à toute pollution, *« ils sont coûteux à installer et à exploiter, et donc en nombre limité (770 stations pour toute la France), alors que les lichens sont gratuits et poussent partout. A l'exception, bien sûr, des zones très polluées. Mais ces dernières sont précisément équipées de systèmes de surveillance »*.

La Grande-Bretagne a, depuis longtemps, été ainsi cartographiée par les lichenologues. En Suisse et en Finlande, des travaux sont en cours pour l'établissement de cartes de la « pollution globale » : SO_2, mais aussi quelques métaux lourds que l'on peut détecter par simple analyse des lichens récoltés. En France, des chercheurs peu nombreux (guère plus d'une dizaine) se sont lancés avec succès dans cette voie, améliorant même parfois les méthodes existantes. C'est ainsi que le nord de la France a été cartographié dès 1973 (2), et la région parisienne en 1983 (3). Mais il s'agit généralement d'initiatives isolées de passionnés ne disposant pas d'un grand soutien matériel et financier.

« Des campagnes cartographiques de ce genre menées régulièrement permettraient un suivi très fin de la pollution sans coûter trop cher », lance Mme Letrouit-Galinou. La réapparition des lichens du jardin du Luxembourg inciteront peut-être les « décideurs » à lui prêter une oreille plus attentive.

JEAN-PAUL DUFOUR

(1) Le retour des lichens sur les arbres du Luxembourg s'explique ainsi par la baisse régulière (près de 50 % au total) du taux de SO_2 dans l'atmosphère parisienne de 1982 à 1988, à la suite d'une réglementation contraignante des émissions. En revanche, les mesures des différentes stations montrent une remontée assez nette du dioxyde de soufre à Paris l'an dernier (20 % environ). Causes probables : la sécheresse qui diminue le lessivage pluvio-atmosphérique, et la remise en route de centrales thermiques classiques d'EDF, qui a dû arrêter certaines tranche nucléaires et a vu sa production hydroélectrique baisser en raison du manque d'eau.

(2) Delzenne, Chantal Van Haluwyn, laboratoire de botanique, université de Lille.

(3) Serge Deruelle, laboratoire de cryptogamie, CNRS-université Paris-VI).

Il y a quatorze ans, la Soufrière...

L'évacuation des 72 000 habitants de la zone du volcan guadeloupéen était la seule garantie du « risque zéro » voulu par le gouvernement

LE 15 août 1976 – il y a tout juste quatorze ans – le préfet de la Guadeloupe ordonnait l'évacuation des 72 000 personnes habitant sur les flancs de la Soufrière. Depuis le mois de juillet 1975, en effet, le volcan s'était réveillé d'une douce somnolence séculaire que seules avaient troublée des périodes d'activité limitée en 1797-1798, 1809-1812, 1836-1837 et 1956.

Après la petite crise de 1956, la Soufrière de la Guadeloupe avait été mise sous la surveillance de trois sismographes. On savait donc qu'en temps « normal », il se produit, chaque mois sous le volcan, une dizaine ou une douzaine de très faibles séismes, non ressentis par la population pour la plupart d'entre eux.

En juillet 1975, les sismographes ont enregistré 30 légères secousses. Est venue ensuite une accalmie à laquelle a mis fin, en novembre 1975, le vrai début de la crise sismique 1975-1976 (voir le graphique ci-joint). Au total, de juillet 1975 à avril 1977, 16 467 tremblements de terre ont été détectés, dont 153 ont été ressentis. Ce dernier chiffre, d'ailleurs, est sûrement trop faible. *Mais du 15 août au 15 décembre* 1976, la population avait été évacuée et n'était donc plus sur place pour sentir la terre trembler.

Le 8 juillet 1976 a lieu la première explosion phréatique (1) qui a déclenché une émission de « cendres » volcaniques. Ce jour-là, on estime que plus de 100 000 tonnes de matières fines ont été propulsées en l'air avant de recouvrir d'une couche ou *d'une pellicule poussiéreuse* (l'épaisseur diminuant avec la distance) tout le flanc ouest-sud-ouest du volcan jusqu'à la mer, soit une superficie de quelque 66 kilomètres carrés.

Le souvenir de la montagne Pelée

De nouvelles explosions phréatiques se produisent les 13, 24, 25, 27, 29 juillet, les 9, 12 et 13 août. Ces dernières font ordonner l'évacuation, d'abord des malades de Matouba et de Saint-Claude (villes situées sur le flanc sud-ouest de la Soufrière, donc sous le vent des alizés du nord-est), puis de la population de Matouba. Dans le même temps, les tremblements de terre se multiplient : 1 220 sont enregistrés, dont 20 sont ressentis pendant le seul mois de juillet. Et des *fissures s'ouvrent ou se rouvrent* en haut du volcan.

Les autorités s'inquiètent depuis la montée en puissance de la crise, et de plus en plus avec la multiplication des secousses et des explosions phréatiques dont la fréquence est tout à fait exceptionnelle pour tous les volcans des Petites Antilles.

Elles sont inquiètes aussi pour plusieurs autres raisons. Tout *d'abord, la Soufrière est un volcan* d'arc, c'est-à-dire que son activité est liée à la plongée d'une plaque (ici, la plaque Amérique) sous sa voisine (ici, la plaquette Caraïbe) et que tous les volcans d'arc sont de type explosif comme on l'a vu, entre autres, en 1815 au Tambora (Indonésie, 82 000 morts) et en 1902 aux toutes proches Soufrière de Saint-Vincent (2 000 morts) et montagne Pelée (la Martinique, 30 000 morts).

L'image des 30 000 spectres de la montagne Pelée a sûrement joué un rôle important dans la décision d'évacuation. En 1902, on avait empêché les habitants de Saint-Pierre de s'éloigner du volcan grondant : il y avait des élections le 8 mai et la montagne Pelée a explosé ce jour là à 7 h 50... En 1976, bien sûr, le gouvernement voulait, pour les habitants de la Guadeloupe, le « risque zéro ».

Ensuite, l'histoire de la Soufrière de la Guadeloupe était alors fort mal connue. Depuis 1976, *l'étude des dépôts émis par le vol*can au fil des millénaires a montré que les nuées ardentes (des gaz à très haute température, chargés de débris de toutes tailles et propulsés à très grande vitesse), analogues à celles qu'ont vomies la montagne Pelée et d'autres volcans d'arc, ont dévalé à maintes reprises les flancs de la Soufrière.

Par ailleurs, la topographie tourmentée et l'unique route étroite et *sinueuse ne se prêtaient absolu*ment pas à une évacuation rapide de 72 000 personnes.

Enfin, les explosions phréatiques ne sont pas toujours anodines, même si les victimes sont tuées parfois par effet indirect. On l'a constaté en 1760 au Makian (Indonésie, 2 000 morts), en 1772 au Papandayan (Indonésie, 2 000 morts), en 1888 au Bandai San (Japon, 460 morts). De même, une *crise volcanique peut commencer* par des explosions phréatiques et se continuer par des explosions magmatiques (2). Cela a été le cas au mont Saint-Helens (voir plus loin) et à El Chichon (Mexique, 1982, 2 000 à 3 000 morts et disparus).

A posteriori, trois volcans au moins ont prouvé l'utilité de l'évacuation. En 1979, les volcanologues de l'université des West *Indies de Trinidad se sont aper*çus, tout à fait par hasard (3), que les sismographes, installés sur la Soufrière de Saint-Vincent et retransmettant en temps réel leurs signaux à Trinidad, s'agitaient beaucoup. Les spécialistes ont réveillé par téléphone le président de Saint-Vincent pour lui faire part de leurs observations et de leurs craintes. Celui-ci a décidé quasi immédiatement de faire évacuer les abords du volcan : quelques heures plus tard, des nuées ardentes dévalaient les vallées évacuées.

L'explosion du mont Saint-Helens

Le plus célèbre cas d'évacuation préventive judicieuse est celui des abords du mont Saint-Helens (dans l'Etat de Washington aux *Etats-Unis), volcan qui, comme* tous ses « collègues » de la chaîne des Cascades, est coiffé d'un épais chapeau de neige et de glace. L'histoire du volcan avait été bien étudiée par le US Geological Survey à la fin des années 70. On savait ainsi que le mont Saint-Helens était, potentiellement, le plus dangereux des Etats-Unis et qu'il pouvait se réveiller avant la fin du siècle (sans qu'il soit possible de donner plus de précisions).

Le 21 mars 1980, le mont Saint-Helens manifeste son réveil par *des séismes. Le volcan est mis* sous haute surveillance et l'évacuation de la population – heureusement peu nombreuse dans cette région montagneuse – est préparée et bientôt réalisée en dépit de quelques avis contraires. L'agitation sismique augmente très vite et les explosions phréatiques commencent le 27 mars. Cette double forme d'activité continue tandis qu'une « bosse » (les spécialistes disent « intumescence ») gonfle de plus en plus, jusqu'à mesurer une centaine de mètres de haut pour une superficie de 1 kilomètre carré, sur la face nord du volcan où apparaissent aussi d'imposantes fissures.

Cinq minutes avant l'apocalypse

Jusqu'au 14 mai, le volume total des cendres et autres produits volcaniques crachés par le mont Saint-Helens lors de ces explosions phréatiques est estimé à 800 000 mètres cubes, soit autant que celui émis par la Soufrière pendant toute la crise de 1976...

NOMBRE DE SÉISMES PAR MOIS

	S	O	N	D	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
	1975				1976											
Séismes	4	13	209	87	39	93	607	747	611	668	1 220	5 989	716	2 315	1 040	399

L'agitation sismique pendant la crise de la Soufrière.

Le 18 mai, à 8 h 27, un séisme de magnitude 5 – le plus puissant depuis le réveil du volcan – secoue violemment le mont Saint-Helens. A 8 h 32 et 37 secondes, le flanc nord du volcan glisse vers le bas. A 8 h 32 et 41 secondes, se produit une fantastique et double explosion, à la fois verticale et horizontale. Dix secondes plus tard, des nuées ardentes jaillissent, accompagnées de monstrueuses avalanches de boues, de cendres et de rochers. Bilan de l'explosion, qui a libéré une énergie de 10 mégatonnes (soit 500 fois celle de la bombe d'Hiroshima) : une soixantaine de morts et disparus, plus de 500 kilomètres carrés, surtout de forêts, complètement ravagés, etc.

A contrario, la catastrophe d'Armero (1985, Colombie) prouve, elle aussi, l'utilité de l'évacuation. Personne ne s'est soucié, malgré les avertissements et mises en garde des scientifiques, de faire évacuer les vallées descendant du volcan Nevado del Ruiz bien connu, pourtant, pour les énormes avalanches de boues (mélange de neige et glace fondues et de débris volcaniques) qui dévalent lesdites vallées pendant les périodes d'activité éruptive : les 23 000 morts d'Armero et autres localités auraient vraiment pu être évités.

YVONNE REBEYROL

(1) Une explosion phréatique est due à la vaporisation de l'eau infiltrée dans les terrains surchauffés par la chaleur interne d'un système volcanique. Etant entendu que cette chaleur croît avec l'activité du volcan, le déclenchement des explosions phréatiques est, bien évidemment, très favorisé par des pluies abondantes. En haut de la Soufrière (1 467 mètres), pendant les cinq mois (de juin à octobre) de la saison des pluies, il tombe plus de 3 mètres d'eau. Cette surabondance d'eau – qui peut être due à la fusion de la glace et de la neige coiffant un haut volcan – suscite un autre danger. L'eau se mélange aux poussières et cendres volcaniques donnant ainsi naissance à des avalanches de boue parfois monstrueuses. Ce phénomène est souvent appelé du nom indonésien de *lahar* car il est très fréquent sur les volcans d'Indonésie.

(2) Une explosion magmatique est produite par la brusque décompression des gaz contenus dans une masse de magma qui monte dans la cheminée d'un volcan.

(3) Les scientifiques de Trinidad donnaient un « pot » à une heure où, normalement, le laboratoire est fermé. L'un d'eux est allé chercher une bouteille dans le réfrigérateur qui était dans la pièce des enregistreurs sismographiques.

La controverse sur l'intérêt des régimes sans sel

A la suite de la publication dans nos colonnes d'un article consacré au débat médical et scientifique sur le rôle exact du sel dans la genèse de l'hypertension artérielle (*le Monde* du 4 juillet), nous avons reçu le texte suivant du professeur Philippe Meyer (hôpital Necker, Paris), membre du bureau de la Société européenne d'hypertension artérielle. Nous publions à la suite le point de vue du docteur Tilman Drüeke (hôpital Necker, Paris), directeur de l'unité « Prévention et traitement de l'insuffisance rénale » de l'INSERM.

Un facteur parmi d'autres

L'expérimentation a prouvé qu'aucun mammifère étudié au laboratoire n'échappe à l'effet *hypertenseur du chlorure de* sodium. On peut reprocher à ces expériences d'administrer des doses considérables de sel, inconnues chez l'homme, mais il faut tenir compte de différences de temps d'observation, l'hypertension artérielle humaine apparaissant en général vers la quarantaine et l'observation expérimentale durant quelques semaines.

On a précisé, par ailleurs, que la susceptibilité au sel était modulée *chez chaque animal par une* influence génétique. On a encore démontré chez l'animal que l'hypertension apparaissait avec du chlorure de sodium (le sel de table) et non avec d'autres sels (le bicarbonate de sodium, par exemple). On a enfin établi que le potassium (présent dans les légumes et les fruits) pouvait s'opposer à l'action néfaste du sodium.

« Tous ces résultats expérimentaux, qui ne font l'objet d'aucune critique, jettent donc une grande suspicion sur le sel alimentaire de l'homme. D'autant plus que la consommation de sel qui a été accélérée par des influences hédoniques, industrielles, économiques et même politiques, dépasse de 4 à 10 fois la dose indispensable à la vie. Les deux arguments les plus impressionnants ont été acquis par l'épidémiologie.

1) Les populations primitives qui consomment peu de sel ont une pression artérielle basse et sont indemnes d'hypertension artérielle. L'inverse est dramatiquement vrai, en particulier dans le nord du Japon.

2) La comparaison de plusieurs populations humaines a démontré que, d'une façon générale, plus la consommation de sel est grande et plus haute est la pression artérielle. Par ailleurs, il existe, chez l'homme comme chez l'animal, des éléments chimiques et cliniques qui suggèrent l'existence d'une sensibilité individuelle au sel. Les diurétiques, enfin, qui éliminent le sel dans l'urine se sont avérés des médicaments hypotenseurs efficaces.

La question qui reste sujette à controverse ne concerne donc pas la responsabilité du sel chez l'homme, mais l'utilité d'une diminution de la consommation alimentaire du sel. Notons d'abord que la question ne se pose pas dans les contrées où la prise quotidienne de sel est élevée : c'est chose faite au nord du Japon où les accidents hypertensifs ont déjà régressé. L'incertitude est en revanche réelle dans les pays occidentaux où la consommation de sel est modérée (8 grammes par jour, par habitant à Paris), ce qui alimente la discussion sur la responsabilité du sel.

Doit-on réduire l'apport quotidien à 7,5 ou 3 grammes, et cette réduction entraînera-t-elle une baisse importante de la pression artérielle ? Devant l'incertitude du résultat et les bouleversements industriels et sociaux qu'il conviendrait de mettre en jeu pour éventuellement l'obtenir, les médecins on choisi l'inaction. Mais non le silence : les médecins doivent continuer à proclamer que *trop de sel est dangereux.*

Les progrès de la conservation alimentaire par le froid entraînent d'ailleurs par eux-mêmes une baisse progressive et insensible de la consommation du sel. On ne peut exclure que ce changement n'ait pas contribué à la remarquable régression des hypertensions sévères qui s'affirme d'année en année.

Professeur Philippe Meyer

L'excès est dangereux

Pour le traitement de l'hypertension artérielle modérée, il convient parfois de prescrire une réduction des apports sodés. Il est admis que 30 à 40 % des sujets hypertendus sont « sensibles » au sel. Leur pression artérielle peut s'élever en raison d'apports en sodium excessifs et diminuer à la suite d'une réduction de ceux-ci. Toutefois, cette approche diététique n'est pas valable chez un certain nombre de sujets sensibles au sel. Aussi a-t-on désormais recours à d'autres thérapeutiques. Et il en sera sans doute ainsi tant qu'on ne disposera pas de marqueurs fiables de cette sensibilité au sel. On aimerait induire l'opportunité et l'efficacité d'un régime allégé en sel (soit de 5 à 7 grammes par jour d'après l'Académie nationale de médecine).

Mais la vraie question posée par l'article du *Monde* n'est cependant pas celle du traitement diététique des hypertendus. Elle est celle de la consommation en sel du sujet portant. Faut-il conseiller à tout le monde une réduction de celle-ci, alors que le sodium ingéré représente en moyenne 136 mmol/jour, soit 8 g/jour en équivalents NaCl ? Dispose-t-on d'arguments scientifiques incontestables pour justifier des campagnes visant à réduire la *consommation de sel (sodium)* ? Est-on en mesure de recommander une dose journalière optimale à la population dans son ensemble ?

A la lumière des données récentes, fournies par la recherche clinique et diverses études épidémiologiques, une telle réduction ne serait absolument pas fondée. Le sel ne paraît pas induire une élévation de la pression artérielle chez le normo-tendu, en dépit d'hypothèses « historiques » qui reposaient essentiellement sur des expériences menées chez l'animal et qui ont été progressivement écartées par les spécialistes.

Pour eux, le chlorure de sodium ne serait qu'un facteur (parmi d'autres) d'aggravation de l'hypertension chez le sujet génétiquement prédisposé. Dans ces conditions, il serait aventureux d'imposer à l'ensemble de la population des mesures diététiques astreignantes, aux effets secondaires néfastes (carences en calcium et autres substances minérales indispensables à l'équilibre basal). Si l'on entend faire l'éducation sanitaire du public, mieux vaut l'inciter à modérer sa consommation d'alcool ou à lutter contre l'obésité.

Un problème particulier se pose en ce qui concerne les sujets âgés. La sensibilité au sel augmente, en effet, avec l'âge. On serait donc tenté de conseiller une réduction des apports sodés au-delà de la soixantaine pour freiner chez eux l'élévation de la pression artérielle. Certains de ces sujets souffrent d'inappétence. Une réduction de leur consommation de sel risque de contribuer, le plus souvent, à cet état de dénutrition qu'il faut absolument empêcher. Or le sel donne un goût agréable à la plupart des mets. Grâce à lui, ces sujet âgés ne perdent pas l'envie de manger. Dans ce contexte même, il importe de bien peser le pour et le contre avant d'opter pour un régime pauvre en sel.

Docteur Tilman Drüeke

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Edité par la SARL *le Monde*
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile « Les rédacteurs du *Monde* »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
M. André Fontaine, gérant.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN :0395-2037
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-22-20-20
Imprimerie du « Monde » 12, r. M.-Gunsbourg 94852 IVRY Cedex

هكذا من الأصل.

Les conséquences de la crise du Golfe

Acheter au son du canon ?

Les grandes places financières internationales ont-elles peur de M. Saddam Hussein ? Leur retraite précipitée le donne à penser. Mais c'est bien connu : les marchés n'ont pas d'état d'âmes et les taux de profitabilité, proches ou plus lointains, leur tiennent lieu de cœur. L'anticipation est leur raison d'être. Or avec la crise déclenchée par Bagdad, le maître de l'Irak occulte singulièrement l'avenir. Les incertitudes sur la durée du conflit et ses répercussions sur les prix de l'énergie démoralisent les investisseurs.

Sur un plan économique, la planète arrive à la fin du plus long cycle d'expansion de son histoire. Selon de nombreux experts, les Etats-Unis entreraient dans une ère de récession. Depuis plusieurs semaines, les signes annonciateurs du phénomène se multiplient. Avec le surcoût de l'expédition militaire dans le Golfe, le secrétaire d'Etat américain au Trésor, M. Nicholas Brady, prévoit une accélération du processus et un taux de croissance égal à zéro outre-Atlantique.

Si les pays européens n'ont pas trop à redouter dans l'immédiat une contagion avec le coup de pouce à la croissance donnée par la réunification allemande, ils ne peuvent espérer échapper complètement à la contamination. Les problèmes surgis au Moyen-Orient contiennent la double menace d'une reprise de l'inflation, déjà rampante outre-Rhin, et d'un coup de frein supplémentaire à la croissance, induite par un pétrole, pas nécessairement moins abondant, mais plus cher en tout cas.

En même temps, les espoirs d'une détente sur le front des taux s'évanouissent et la baisse du dollar désavantage les entreprises internationales, dont les revenus libellés en monnaie américaine vont sérieusement diminuer. Les marchés voient bien le danger venir, et leur plongeon, vu l'effet cumulatif de tous ces facteurs, n'a rien vraiment pour surprendre. Le plus étonnant sans doute est que, contrairement à ce qui s'était produit au cours des précédents krachs, les marchés financiers ne cèdent pas à la panique. Partout les niveaux d'échanges sont ridiculement bas et les coupe-circuits, installés tant à New-York qu'à Paris pour éviter tout retour à la débâcle, n'expliquent pas tout.

Un frêle espoir d'amélioration subsisterait-il, quand bien même la construction de la grande Europe en 1993 serait menacée comme le pronostique M. Milton Friedman, le célèbre « gourou » américain ?

Comme les mouvements de hausse, les mouvements de baisse ne sont pas éternels. Un vieil adage boursier recommande d'*« acheter au son du canon et de vendre au son du clairon »*. Aux niveaux atteints par la plupart des grandes places internationales, les investisseurs pourraient commencer à s'en souvenir.

A. D.

Les nouvelles démocraties d'Europe centrale sont durement frappées

Les dirigeants des nouvelles démocraties d'Europe centrale n'ont jamais pensé que le passage à l'économie de marché serait une partie de plaisir. Mais, au moment où la plupart d'entre eux se préparent à négocier le délicat virage, la crise dans le Golfe et ses répercussions pétrolières ne pouvaient tomber plus mal.

L'approvisionnement en pétrole commençait déjà cette année à leur poser des problèmes, l'Union soviétique, principal fournisseur, donnant ces derniers temps d'inquiétants signes de faiblesse : en partie à cause de difficultés de production et en partie parce qu'elle préfère vendre son pétrole à ceux qui le paient en devises sonnantes et trébuchantes, l'URSS ne fournissait plus à ses anciens alliés européens les quantités promises.

Ainsi, l'Union soviétique a récemment réduit ses exportations de pétrole de 30 % vers la Pologne, de 16 % vers la Bulgarie, de 12 % vers la Tchécoslovaquie et de 13 % vers la Hongrie. Cette situation a amené les autorités bulgares a doubler le prix de l'essence au détail cet été, provoquant la colère des chauffeurs de taxi, et les autorités tchécoslovaques à le majorer de 50 % pour réduire la consommation. Toujours en avance d'une longueur, les Polonais, eux, étaient au régime sec depuis plusieurs mois.

Les responsables tchécoslovaques, déjà aux prises avec l'effondrement des relations commerciales avec la RDA, leur deuxième partenaire, ont pris ombrage de l'attitude soviétique. A deux reprises, leurs représentants se sont rendus à Moscou pour tenter d'obtenir que l'URSS leur livre bien les 16,6 millions de tonnes de pétrole promis cette année. En vain. Au cours d'une conférence de presse début août, le jeune et brillant ministre tchécoslovaque de l'économie, M. Vladimir Dlouhy, a même brandi la menace de représailles, laissant entendre que Prague pourrait réduire ses exportations – excédentaires – vers l'URSS ou traiter directement avec les Républiques soviétiques, comme la Russie.

Les dettes de Bagdad

A vrai dire, la réduction des livraisons de pétrole soviétique n'est pas tombée du jour au lendemain sur les économies des petits pays d'Europe centrale. La perspective du paiement du pétrole soviétique en devises fortes, et non plus en troc ou en roubles, à partir du 1er janvier 1991 avait conduit les pays du COMECON à se tourner vers d'autres producteurs d'or noir – et donc, tout naturellement, vers l'Irak, dont ils étaient tous plus ou moins créanciers.

Car l'Irak ne doit pas seulement de l'argent à la France... Les dettes de Bagdad à l'égard des pays de l'ancienne Europe socialiste sont époustouflantes. Le régime de M. Saddam Hussein doit 1,7 milliard de dollars à la Roumanie, 1,3 milliard à la Bulgarie, un demi-milliard à la Pologne, 145 millions de dollars à la Hongrie– une broutille, comparée aux autres – et 2,5 milliards de roubles à l'URSS. Comme la France, ces pays vendaient des armes à l'Irak ; certains d'entre eux participaient aussi à des projets industriels et de travaux publics : la Pologne comptait ainsi décrocher un contrat de 1 milliard de dollars pour la construction d'une ligne de chemin de fer en Irak.

Plusieurs de ces pays pensaient donc recouvrer leurs créances sous forme de pétrole : la Bulgarie avait prévu de se faire livrer 5 millions de tonnes de pétrole par l'Irak sur quatre ans. La Pologne devait en recevoir 1 million de tonnes par an : pour 1990, elle n'en avait encore reçu que 20 % ... Les 80 % restant sont gelés, embargo oblige. Selon le quotidien gouvernemental de Varsovie *Rzeczpospolita*, l'embargo contre l'Irak va coûter à la Pologne au moins 300 millions de dollars.

Il ne reste plus aux pays d'Europe de l'Est qu'à acheter – et à des prix en hausse – du pétrole ailleurs qu'en Irak, pour cause de solidarité internationale, et ailleurs qu'en URSS, pour cause de lois du marché. Acheter, certes, mais avec quoi ? La plupart de ces gouvernements, comme la Pologne ou la Hongrie, sont déjà accablés par le poids de dettes extérieures monstrueuses, héritées de régimes qu'ils renient.

Les conséquences économiques, mais aussi leurs répercussions sociales, pourraient bien être dramatiques pour des pays encore très vulnérables, dont les populations commencent à découvrir les lendemains qui déchantent. Sans parler du coût, en termes de qualité de la vie, de l'ajournement *sine die* de choix énergétiques qui devenaient indispensables pour l'environnement : faute de pétrole, on maintiendra en service de vieilles centrales nucléaires ou l'on continuera à faire grand usage du redoutable lignite. L'heure de l'euphorie est bien passée en Europe centrale.

SYLVIE KAUFFMANN

L'embargo alimentaire contre l'Irak : sous bénéfice d'inventaire

Affamer l'Irak, toucher au ventre le régime de M. Saddam Hussein, c'est apparemment la menace la plus dangereuse lancée par la communauté internationale à l'envahisseur du Koweït. Une semaine seulement après le vote aux Nations unies du boycottage commercial de l'Irak, les signes de pénurie alimentaire se font jour dans ce pays qui a sacrifié son agriculture au profit d'autres dépenses (militaires en particulier).

Malgré ses réserves en eau et ses terres fertiles, l'Irak couvre a peine 20 % de ses besoins en nourriture et importe chaque année pour près de 8 milliards de dollars de biens comestibles (dont 2 milliards de dollars environ de céréales). Le comité politique de l'alliance Atlantique indiquait, le 13 août, que les produits de première nécessité commençaient à manquer à Bagdad.

Les informations sont floues sur l'état des stocks constitués par l'Irak avant l'invasion du Koweït. Les négociants en grain ont noté au cours des derniers mois une recrudescence d'achats céréaliers en provenance d'Australie (principal fournisseur de l'Irak avec les Etats-Unis) et du Canada, mais aussi d'Arabie saoudite dont on ignore souvent qu'elle est le sixième exportateur mondial de blé. Il semble cependant que les réserves alimentaires irakiennes soient nettement inférieures à ce qu'elles étaient à la veille du conflit avec l'Iran.

L'interrogation : l'Irak tiendra-t-il ? renvoie à une autre interrogation : combien de temps les Etats céréaliers s'abstiendront-ils de vendre le moindre sac de blé ou de riz à Bagdad ? En temps normal, l'Irak absorbe entre 20 % et 25 % des exportations céréalières américaines, pour un montant voisin de 2 milliards de dollars. En 1989, Bagdad a importé quelque 800 000 tonnes de riz en provenance des Etats-Unis.

Plusieurs gros négociants internationaux ont acheté de la marchandise pour le compte de l'Irak au cours des derniers mois. L'embargo vient de les surprendre dans une période critique : ils ont acheté les céréales et se trouvent maintenant dans l'impossibilité de les vendre à leur client. Or depuis plusieurs semaines, les cours des grains ne cessent de baisser à Chicago. Autrement dit, les compagnies de négoce qui avaient pris le *« risque »* irakien (à hauteur, dit-on, de 200 000 tonnes) se retrouvent en possession d'une marchandise qui perd de sa valeur jour après jour.

« Il n'y a aucun parapluie pour nous protéger », se plaignait en début de semaine un professionnel du grain d'une société américaine. *« Mais nous respecterons l'embargo jusqu'au bout. La loi prévaut sur les affaires. »* Dans les milieux céréaliers, on souligne que pour la première fois, les sanctions économiques seront d'une efficacité sans faille. *« Les textes de la CEE sont d'une grande rigueur*, souligne un autre marchand. *Ils s'apparentent aux règles américaines de l'embargo : non seulement nous ne pouvons pas vendre un kilo de blé aux Irakiens, mais on nous interdit même de leur envoyer un télex ou de leur parler au téléphone. »*

Inventés pour être contournés

Ces mesures draconiennes ne peuvent faire oublier le dénouement souvent pitoyable de la plupart des embargos alimentaires dont est truffée l'histoire contemporaine des relations internationales. Que l'on songe un instant à l'embargo céréalier que décréta le président américain M. Jimmy Carter au lendemain de l'invasion de Kaboul par l'armée soviétique, en 1980.

Tous les pays exportateurs de grain se rangèrent comme un seul homme derrière la bannière étoilée, mais ce front uni ne tarda pas à se lézarder, sous les pressions des Argentins, puis de l'Australie. En quelques mois, Moscou s'assura le service de nouveaux fournisseurs et réduisit durablement sa dépendance vis-à-vis des Etats-Unis. Les embargos semblent avoir été inventés pour être contournés. A la différence des blocus qui se caractérisent par leur caractère coercitif propre à la guerre sur mer, ils supposent le respect de sanctions sans intervention militaire. Le droit international ne prévoit aucun moyen particulier pour faire respecter les embargos...

Dans la soirée du 13 août, l'Arabie saoudite a accusé la Jordanie d'avoir ouvert une première brèche en transportant vers Bagdad des marchandises chargées à Akaba (Jordanie). Des images des télévisions américaines et israéliennes ont montré le chargement de camions en partance vers l'Irak, provoquant chez le prince saoudien Bandar Ben Sultan *« grande déception, tristesse et désillusion »*.

ERIC FOTTORINO

L'économie américaine pourrait éviter la récession

La hausse des prix du pétrole, qui affecte plus l'économie américaine que la plupart des autres économies industrialisées – les Etats-Unis importent environ la moitié des quantités qu'ils consomment, – fait peser une menace sur la croissance, déjà très ralentie outre-Atlantique. Le secrétaire au Trésor, M. Nicholas Brady, a lui-même annoncé que le taux d'expansion serait voisin de zéro. Mais il n'y aurait pas, selon lui, de récession.

Cette vision des choses est confirmée par les calculs, si le baril de brut ne dépasse pas les 25 dollars sur une longue période. Dans ses dernières prévisions, publiées en juin, l'OCDE estimait que la croissance économique atteindrait 2,3 % cette année, puis 2,5 % en 1991. Pour ce qui concerne l'inflation, ses prévisions portaient sur une hausse des prix de détail de 4,8 % cette année en moyenne et de 4,6 % l'année prochaine.

La déclaration de M. Brady traduirait donc un très fort ralentissement de l'activité, dû à un impact massif de la hausse pétrolière. En fait, l'administration américaine vient de corriger profondément ses statistiques de croissance pour 1989 et l'a fait bien après que l'OCDE aient établi ses perspectives pour cette année et pour 1991. En 1989, le (produit national brut a augmenté de 2,5 % et non de 3 % comme il était estimé jusqu'ici, cela après une croissance de 4,4 % en 1988. Mais surtout les chiffres américains révisés montrent que l'activité s'est ralentie aux Etats-Unis beaucoup plus tôt et plus fortement que prévu : dès le deuxième trimestre 1989, le rythme d'expansion passait sur une pente annuelle de 1,2 %, moitié moindre que ce qui était estimé.

Dans ces conditions, le taux de croissance n'aurait guère été cette année supérieur à 1,5 % en l'absence de tout choc pétrolier. On estime que celui-ci pourrait faire perdre un demi-point de croissance aux Etats-Unis, réparti sur les années 1990 et 1991.

Cet impact tient compte de certains effets positifs de la hausse des prix pétroliers et de l'affrontement avec l'Irak : accroissement des ventes d'avions à l'Arabie saoudite, dépenses militaires importantes (5 milliards de dollars pour 50 000 hommes soit 0,1 point de PNB), relance de l'exploration pétrolière. On arrive donc à une croissance faible pour 1990-1991, voisine de 1 %. Ce chiffre correspond à peu près aux estimations de M. Brady.

L'effet le plus important serait une accélération de l'inflation, qui pourrait être de l'ordre de 1 point et ferait passer la hausse des prix au-dessus de 5 % l'an. Le risque serait que la Réserve fédérale, pour ne pas perdre sa crédibilité, remonte les taux d'intérêt afin de stopper les tensions inflationnistes.

La remontée de l'or

Once d'or fin, en dollars, à Londres

420 – 410 – 400 – 390 – 380 – 370 – 360 – 350 – 340 – 330

409,54 – 418,92 – 13 août 404,30 – 361,75 – 352,33

J F M A M J J A S O N D J F M A M J J A

1989 – 1990

Le marché de l'or a connu une vive animation, lundi 13 août. Le cours de l'once est repassé au-dessus des 400 dollars à Londres.

□ **Une réunion de l'OPEP se tiendra bientôt.** – L'ambassadeur d'Arabie saoudite à Washington, le prince Bandar Ben Sultan, a annoncé lundi 13 août qu'une réunion de l'OPEP se tiendrait *« bientôt »* pour définir les prix et la production du pétrole à la suite de la crise dans le Golfe, née de l'occupation du Koweït par l'Irak. *« Mon pays est partisan d'une stabilisation de la situation sur le marché mondial »*, a précisé le neveu du roi Fahd, sans fournir de date ou d'indication sur le lieu de cette réunion. – *(AFP.)*

□ **Nouvelle grève sur les plates-formes pétrolières en mer du Nord.** – Un nouveau mouvement de grève de vingt-quatre heures a perturbé, lundi 13 août, l'exploitation des plates-formes pétrolières en mer du Nord. Selon le Comité de liaison des travailleurs offshore (OILC), *« au moins 7 000 travailleurs »* ont suivi le mot d'ordre de grève lancé samedi 11 août, affectant quelque 74 installations pétrolières. Des chiffres contestés par le Comité des employeurs des travailleurs offshore (OCC). – *(AFP.)*

Le fondateur de Polly Peck se propose de racheter tout le capital de son groupe

LONDRES

correspondance

Le président de Polly Peck International, M. Asil Nadir, envisage une offre de rachat total du groupe d'électronique, d'agro-alimentaire et de textile qu'il a créé en 1979. L'invasion du Koweït par l'Irak et les rumeurs de malversations boursières ont fait chuter ce titre, longtemps considéré comme la valeur phare du Stock Exchange londonien.

La compagnie réalise en effet plus d'un tiers de son chiffre d'affaires à Chypre (textile), en Turquie (électronique) ainsi que dans certains émirats (hôtels, shipping).

En convoquant un conseil d'administration exceptionnel le dimanche 12 août, M. Nadir a voulu dramatiser son intention de lancer une offre de rachat total sur la société dont il détient, avec sa famille, 26 % des parts. Pour mener à bien son projet, le président-directeur général devra débourser près de 2 milliards de livres (20 milliards de francs).

Cet ensemble international très diversifié, qui regroupe des firmes aussi différentes que del Monte (primeurs), Sansui Electric (électronique), des ateliers textiles et des cargos, est fortement endetté.

A partir d'une PME du textile niché dans l'East End londonien, M. Nadir a bâti en une décennie un véritable empire dont le chiffre d'affaires s'élève aujourd'hui à 1,1 milliard de livres (11 milliards de francs). *« Son fantastique réseau de distribution de primeurs et le potentiel de Sansui Electric, aujourd'hui déficitaire mais en bonne voie de redressement, sont ses deux atouts principaux. Les points faibles du groupe sont ceux de tout ensemble dépourvu de synergie, mal structuré, où un homme décide de tout »*, explique M. Bob Hazel, de Morgan Stanley.

Polly Peck a réalisé, en 1989, un bénéfice imposable de 161 millions de livres, et les prévisions pour cette année sont de l'ordre de 227 millions. La City juge ces résultats insuffisants.

Par ailleurs, les milieux financiers s'inquiètent des rumeurs faisant état de l'ouverture, par le fisc britannique, d'une enquête sur des malversations boursières intervenues lors du rachat de Del Monte. Selon le *Sunday Times*, trois boîtes postales helvétiques au cœur du scandale seraient liées à une filiale du groupe dirigée par la sœur de M. Nadir. Ce dernier a formellement démenti ces allégations.

MARC ROCHE

Quinze jours de forte baisse sur les marchés boursiers

La semaine du 15 août, traditionnellement redoutée sur les marchés financiers internationaux pour ses mauvaises surprises, a très mal commencé. Lundi 13 août, toutes les Bourses se sont repliées précipitamment, à commencer par les places asiatiques, Tokyo en tête (– 4,1 %), Singapour (– 3,8 %), Kuala Lumpur (– 2,66 %), Hong-Kong (– 1,3 %), Sydney (– 1 %). Les marchés européens n'ont pas été plus heureux.

Paris a encore reculé de 3,3 %, Madrid de 2,76 %, Francfort de 2,5 %, Amsterdam de 2,4 % et Londres de 2,4 %. Mardi, Tokyo se redressait légèrement,comme Wall Street la veille ***(lire page 18)***.

Depuis le 1er août, les bilans sont lourds. Ce sont Tokyo et Paris qui détiennent le record de la baisse avec des chutes, respectivement de 13,5 % et de 13,3 %. Francfort arrive à la troisième place (– 10 %), New-York à la quatrième (– 7 %) et Londres à la cinquième (– 5 %). Les timides reprises enregistrées çà et là, au Kabuto-cho, mardi 14 août (+ 1,9 %) et à Wall Street lundi (+ 1,1 %), pour l'essentiel dues à des facteurs techniques, ne modifient guère ce palmarès, qui restera probablement parmi les plus noirs de l'histoire pour les fêtes de l'Assomption.

Baisse des valeurs mobilières, mais repli également du dollar, qui a pâti du poids supplémentaire sur le déficit budgétaire américain occasionné par le coût de l'expédition militaire dans le Golfe (environ 300 millions de dollars par mois). Sur toutes les places, le billet vert a enregistré de sérieux revers, cédant plus de 1,3 % à Paris à 5,28 F. Il est tombé à 1,57 DM à Francfort, non loin de ses plus bas niveaux historiques, sans y revenir toutefois grâce à des rachats du découvert, et à 149,99 yens à Tokyo.

Autre conséquence directe de la crise au Moyen-Orient, le prix de l'or, qui se raffermissait déjà depuis quelque temps, a repassé le seuil des 400 dollars l'once, en deçà duquel il était revenu depuis le printemps dernier. Après une longue éclipse, l'or serait-il en train de redevenir une valeur-refuge ? Les experts sont très partagés à ce sujet. Le fait est qu'un véritable regain d'intérêt de la clientèle pour le métal jaune est noté depuis l'invasion du Koweït par les forces irakiennes.

Le franc suisse aussi semble avoir retrouvé la faveur de la spéculation grâce aux taux d'intérêt élevés dont cette devise est assortie, assure-t-on dans les milieux des changes.

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

Mariant ses compétences dans la téléphonie portable et dans le spatial

Motorola va mettre en place un réseau de radiotéléphone par satellites

Numéro un mondial du radiotéléphone, l'américain Motorola propose un nouveau système portable dont la caractéristique est de passer par des satellites. Ce système de radiotéléphone, baptisé Iridium, ne sera accessible qu'à 3 millions de personnes dans le monde.

On connaît le téléphone de voiture, qui, se miniaturisant, devient de poche ; le Pointel, permettant d'appeler de la rue, sans avoir à trouver une cabine téléphonique ; déjà se profile le téléphone dans les avions. Aujourd'hui, la panoplie s'élargit encore : Motorola travaille à un nouveau modèle de téléphone cellulaire, universel et portable, dont la grande particularité est de passer par des satellites.

Numéro un mondial du radiotéléphone, Motorola marie ainsi ses compétences dans la téléphonie portable avec celles qu'il a acquises dans le spatial : Il a beaucoup travaillé depuis trente ans pour la NASA ; c'est à partir d'un poste Motorola que Neil Armstrong a prononcé, de la Lune, cette petite phrase historique : *« C'est un petit pas pour l'homme, mais un grand pas pour l'humanité. »*

L'américain a en effet annoncé, à la veille des congés d'été qu'il avait signé un accord de principe avec le consortium Inmarsat (1), American Mobile Satellite Corp (AMSC) et Telesat Mobile Inc (TMI) (2) afin d'explorer les possibilités d'un nouveau système de communication par satellites qu'il a développé et baptisé du nom d'Iridium.

Portable et universel : voilà les deux qualités d'Iridium, dont l'ambition est de permettre à toutes les personnes équipées d'un radiotéléphone cellulaire de communiquer à partir de n'importe quel point du globe, sur terre, sur mer et dans les airs – d'où l'utilisation de satellites... Mais pour réussir à proposer un téléphone portable Motorola a eu l'idée de mettre ces satellites sur des orbites basses, seul moyen d'utiliser des récepteurs de petite taille. Et afin d'éviter que ces appareils à basse altitude (750 kilomètres environ) ne *« disparaissent à l'horizon »*, ils seront en grand nombre (77 répartis sur 11 orbites).

Des limites techniques

Ce chiffre de 77 explique d'ailleurs le choix du nom de baptême du système : l'iridium est l'élément comportant 77 atomes sur l'échelle de Mendeleïev. Petits (1 mètre de diamètre sur 2 mètres de hauteur), ces satellites seront *« peu chers »*, assure-t-on dans l'entreprise. On n'y donne pas le coût du système, mais la presse anglo-saxonne a avancé le chiffre de 2 à 2,2 milliards de dollars (11 à 12 milliards de francs hors terminaux) sans être démentie. *Via* des interfaces espace-Terre, le système aura accès au réseau public des différents pays qui devront donner leur accord pour que les communications aient le droit d'« atterrir » sur leur territoire.

Iridium respectera les réglementations nationales existantes dans les télécommunications selon les accords qui seront passés pays par pays avec les gouvernements et/ou les sociétés exploitant les réseaux téléphoniques. Des verrous permettront de couper la couverture sur certaines régions.

Motorola, qui a développé le projet pendant trois ans, estime que, pour être rentable, il lui faudra atteindre le seuil de 700 000 abonnés dans le monde. Sans être hors de prix, Iridium ne sera pas à la portée de toutes les bourses : l'abonnement sera de 100 dollars par mois (535 francs), le terminal à 3 500 dollars (18 725 francs) au départ et la communication coûtera 3 dollars (16 francs) la minute. Mais les vrais limites d'Iridium seront techniques : se heurtant comme tous les systèmes en cours à la pénurie des fréquences, Iridium aura une capacité limitée à 3 millions d'abonnés dans le monde.

FRANÇOISE VAYSSE

(1) Crée en 1979, Inmarsat est un consortium international associant 59 nations et destiné à gérer les communications par satellite avec des navires.

(2) AMSC aux Etats-Unis gère des services de communication par satellites avec des mobiles terrestres, ce que fait également TMI au Canada.

TRANSPORTS

Déconseillant aux usagers de prendre le train le 18 août

Les opposants au TGV-Méditerranée réclament un réexamen approfondi du dossier

« Ne prenez pas le train samedi 18 août dans les six départements du sud ou à destination du Midi. » C'est l'avis lancé aux usagers par les opposants au TGV-Méditerranée, représentant une soixantaine d'associations provençales qui ont décidé de manifester conjointement en bloquant les voies ferrées et en filtrant la circulation, à partir de 18 heures, dans les Bouches-du-Rhône, le Gard, la Drôme, le Var, le Vaucluse et l'Hérault.

« C'est la première fois qu'une telle unanimité se dégage dans les six départements concernés pour repousser le projet Delebarre, qui est mauvais », a souligné M. Eric Pourchier, un des animateurs de la CARDE (Coordination associative régionale de défense de l'environnement).

M. Gilbert Pauriol, maire PS de Lambesc (Bouches-du-Rhône) et président de l'association Solidarité des élus 13, a apporté lundi 13 août *« sa totale solidarité avec cette prise de position »* et a invité *« l'ensemble des élus et des populations à participer massivement aux rassemblements »*.

« L'ouverture d'une véritable concertation avec les élus et les associations ne peut avoir lieu que dans le cadre d'un réexamen approfondi de l'ensemble du dossier », stipule une déclaration commune qui *« récuse »* la commission récemment mise en place et dirigée par M. Querrien.

Nouvelles difficultés pour le financement d'Eurotunnel

L'augmentation de 5 milliards de francs du capital d'Eurotunnel, qui devait être lancée en octobre, risque d'être retardée. En effet, les banques-agents du consortium franco-britannique (les britanniques Natwest et Midland, les françaises BNP et Crédit lyonnais) ont bien du mal à boucler les 20 milliards de francs de crédits supplémentaires prévus pour l'achèvement des travaux : 9 milliards manquent à l'appel, 93 banques (représentant 31 % du financement) hésitant à apporter leur contribution au syndicat bancaire de 210 banques auquel elles appartiennent pourtant. En outre, 26 autres banques – membres également du syndicat – représentant 11 % du financement n'avaient pas fait connaître leur position lundi 13 août.

REPÈRES

AGRICULTURE

La Belgique est à nouveau autorisée à exporter de la viande de porc

La Belgique pourra de nouveau exporter de la viande de porc à partir du 21 août en dépit de l'épizootie de peste porcine, a annoncé lundi 13 août la Commission européenne. Toutefois, l'exportation reste interdite pour quatre zones représentant environ un vingtième du territoire belge et situées en Flandre, la principale région de production.

L'exportation d'animaux vivants reste également interdite depuis la Belgique. Le comité vétérinaire de la CEE se réunira à nouveau les 3 et 4 septembre pour examiner la situation. La CEE avait décidé en juin d'interdire la vente et l'exportation de porc belge pour enrayer une épizootie qui s'était déclarée en février.

CHOMAGE

Forte hausse en Suède

Le nombre de chômeurs a progressé de 28 % en un an, en Suède, 73 000 personnes se trouvant sans emploi le mois dernier, contre 57 000 au mois de juillet précédent, selon les résultats diffusés, lundi 13 août, par le SCB, le bureau central des statistiques de Stockholm. Avec 4 674 000 personnes employées recensées, la population active a augmenté de 31 000 personnes par rapport à juillet 1989. Parallèlement, le nombre de demandes d'emploi inscrites dans les bureaux de la main-d'œuvre a diminué de près de 15 % en un an, avec 30 000 demandes recensées.

En juillet, le nombre de chômeurs âgés de seize à vingt-quatre ans a atteint 28 000, ou 3,2 % de la totalité de la main-d'œuvre nationale, contre 23 000 (2,5 %) pour la même période de l'exercice précédent. – *(AFP)*.

La barre des 10 % franchie en Israël

En Israël, le taux de chômage a, pour la première fois depuis près d'un quart de siècle, franchi la barre des 10 % de la population active . Selon les résultats diffusés, lundi 13 août, par le bureau israélien de la statistique, 165 000 demandeurs d'emploi ont été recensés au deuxième trimestre, représentant 10,1 % de la population active (contre 8,2 % au deuxième trimestre 1989). *(AFP.)*

PRODUCTION INDUSTRIELLE

Baisse en Italie en juin

La production industrielle italienne a enregistré en juin une baisse de 3,6 % par rapport au même mois de 1989, selon les chiffres fournis par l'Institut national des statistiques (ISTAT). Ce dernier souligne toutefois que le mois de juin 1990 comptait un jour ouvré de moins que celui de juin 1989 (21 contre 22).

La production industrielle n'a en définitive progressé que de 1 % au premier semestre de 1990 par rapport aux six premiers mois de 1989. Les experts expliquent ce mauvais résultat par un affaiblissement de la demande intérieure. Les secteurs des intruments de précision et des pneumatiques sont les plus touchés avec des baisses de production sensibles (– 7,4 % et – 4,8 % respectivement).

CONSOMMATION

Augmentation des ventes de détail en Grande-Bretagne

Les ventes de détail britanniques ont augmenté en juillet de 1 % en données provisoires corrigées des variations saisonnières (CVS) selon les chiffres communiqués lundi 13 août par l'Office central de statistiques (CSO). Les ventes de détail, qui avaient reculé de 2,6 % en juin dernier, ont progressé de 0,1 % au premier semestre de 1990 par rapport à la même période 1989 et de 2,3 % depuis juin 1989.

Le CSO a, en outre, annoncé que les prix de gros avaient progressé de 0,3 % en juillet par rapport à juin, ce qui porte l'augmentation à 6,1 % sur un an. Ces derniers avaient déjà augmenté de 0,2 % en juin.

هكذا من الأصل

CARNET DU Monde

Décès

– Mme Louis Besson,
son épouse,
Mme Jean-François Besson,
sa belle-fille,
Mlle Sylvaine Besson,
sa petite-fille,
Ses beau-frère, belles-sœurs,
Neveux et nièces,
ont la douleur de faire part du décès du

général H. Louis BESSON,
grand officier de la Légion d'honneur,

survenu à Blois, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, muni des sacrements de l'Eglise.

Ses obsèques auront lieu le vendredi 17 août, à 10 h 30, en l'église Saint-André de Châteauroux, suivies de l'inhumation au cimetière Saint-Denis de Châteauroux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

« Les Mouets »,
41210 Saint-Viâtre.

– Le docteur Mireille Bonnet,
ses enfants
et sa petite-fille,
Le professeur Roger Maurice Bonnet,
et sa fille,
Me Frédéric Bonnet et Madame,
et leurs enfants,
M. François Bonnet,
Mme Mireille Brun-Bonnet,
ont la douleur de faire part du décès du

professeur Roger BONNET,

survenu à Marseille, le 8 août 1990.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale à Lagrand (Hautes-Alpes), le 14 août.

33, rue de Longchamp,
75016 Paris.
104, boulevard Arago,
75014 Paris.
67, avenue de la République,
92400 Courbevoie.
10, boulevard de la Gaye,
13009 Marseille.
2, rue Emile-Faguet,
75014 Paris.

– Mme Jacques Chouteau,
Ses enfants,
Et petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

Jacques CHOUTEAU,
professeur honoraire
de la faculté des sciences
de Saint-Jérôme, à Marseille,
membre de l'académie des sciences
de Marseille,
officier des Palmes académiques,
chevalier du Mérite agricole,
du Mérite maritime,
du Mérite sportif,

survenu le 9 août 1990, à Marseille.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité le 13 août.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– La baronne Sautereau du Part,
sa sœur,
Mme Marc Delage,
sa belle-sœur,
M. et Mme Jean Delage
et leurs enfants,
M. et Mme Francis Delage
et leurs enfants,
M. et Mme Jean Arthuys
et leurs enfants,
M. et Mme Alain Delage
et leur fils,
M. et Mme Xavier Garcia-Larrache
et leurs enfants,
M. et Mme Philippe Jourdan
et leurs enfants,
Le baron et la baronne Sautereau du Part
et leurs enfants,
M. et Mme Philippe Sautereau du Part
et leurs enfants,
ses neveux et nièces,
Les familles Bernard, Houet et Desforges,
Mlle Micheline Piffeteau,
font part du décès de

M. Yves DELAGE,

le 12 août 1990, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Les obsèques ont été célébrées en l'église d'Urrugne (Pyrénées-Atlantiques), le mardi 14 août.

Cet avis tient lieu de faire-part.

« Chilintcha »,
64122 Urrugne.

– Louis Leprince-Ringuet
Et ses enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Jeanne LEPRINCE-RINGUET,
née Motte,

leur épouse et mère,

endormie dans la paix du Seigneur, le dimanche 12 août 1990, dans sa quatre-vingt-sixième année, entourée de l'affection de ses vingt-cinq petits-enfants et de ses dix-neuf arrière-petits-enfants.

Les obsèques auront lieu le jeudi 16 août, à 11 heures, en l'église de Courcelles-Fremoy (Côte-d'Or).

– Nous avons la douleur de faire part de la disparition de

Mme Marguerite LÉVY,

le 9 août 1990.

De la part de
Mme Loris Seropian,
Mme Henri Segal,
M. et Mme Claude Vroelant,

17, rue de la Reine-Blanche,
75013 Paris.

– Zurich. Stein.

L'Ordo Templi Orientis.
La Fraternitas Rosicruciana Antiqua,
L'Ecclesia Gnostica Catholica.
La famille,
Les amis,
font part du passage à l'Orient du

F.·. Hermann J. METZGER,

le 14 juillet 1990, incinéré le 18 juillet 1990.

– M. Paul Raison,
son époux,
Ses enfants,
Et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès subit de

Mme Elisabeth RAISON,
née Bouisson,

le 4 août.

L'inhumation a eu lieu à Douai, dans l'intimité familiale.

Une messe à sa mémoire sera célébrée fin septembre, à Paris.

– Aimée Roire,
née Duveau,
son épouse,
Gaby, Lisette, Max, Jean,
ses sœurs et frères,
Les familles respectives,
Alliés et amis
ont la peine d'annoncer la mort de

Louis ROIRE.

Ses obsèques religieuses ont eu lieu le 10 août 1990, à Lentilly (Rhône).

Le Bricolet,
69210 Lentilly.
19, rue Molière,
75001 Paris.

– Mme Jacques Rossi,
son épouse,
M. et Mme André Défossez,
Mme Pierre Rossi,
et ses enfants,
M. et Mme Michel Bouillaud
et leur fille,
M. et Mme Raymond Rossi
et leurs enfants,
M. Alain Octor
et son fils,
ses frère, sœurs, beaux-frères, belles-sœurs, neveux et nièces,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques ROSSI,

survenu le 8 août 1990, à l'âge de soixante-quatre ans.

Regrets.

L'inhumation a eu lieu le lundi 13 août, à 8 h 30, au cimetière intercommunal, 92, avenue Waldeck-Rochet (ancienne rue de Dugny), à La Courneuve (Seine-Saint-Denis).

1, rue Régine-Gosset,
93300 Aubervilliers.

– Nicole Roy
a la tristesse de faire part du décès de sa mère

Mme Robert ROY,
née Madeleine Laurent,

survenu le 13 août 1990.

On y associera le souvenir de

Jacqueline ROY

et de ses amis,

disparus sous l'avalanche du glacier du Tour, le 14 août 1949.

Une messe sera dite ultérieurement.

« Je ne craindrai rien. Tu es avec moi. »

Psaume 23.

18 *bis*, rue Pierre-Demours,
75017 Paris.

– Le président-directeur général des Presses de la Cité,
Le directeur des éditions Plon,
Le directeur de la collection « Terre humaine »,
ont le regret de faire part du décès de

M. Jacques SOUSTELLE
de l'Académie française.

Les Presse de la Cité,
8, rue Garancière,
75006 Paris.

(*Le Monde* du 8 août.)

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde *», sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.*

Remerciements

– M. Jacques Decoop,
M. Christophe Ballereau,
Mme veuve Jacques Dubois,
Et leurs familles,
remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine lors du décès de

Mme Josette DECOOP.

– Villers-Cotterêts.

Mme Odette L'Helgoualc'h,
son épouse,
Ses frère, sœurs, beau-frère, neveu,
Toute la famille
Et ses amis,
vous remercient bien sincèrement de la part que vous avez prise à leur grande peine lors du décès de

Jean L'HELGOUALC'H.

Ils vous prient de trouver ici l'expression de leur vive gratitude.

8, rue des Jonquilles,
02600 Villers-Cotterêts.

Anniversaires

– **Danièle EYQUEM,**
journaliste,

quittait ses amis il y a trois ans.

Ils pensent à elle.

– Pour le quinzième anniversaire de sa mort,
Son fils
demande une pensée affectueuse à tous ceux qui ont connu

Janine HERTZOG.

« L'indifférence est une paralysie de l'âme. »

Le 15 août 1990.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-29-94

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques .... 87 F
Abonnés et actionnaires ... 77 F
Communicat. diverses ...... 90 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

EN BREF

□ **Colloque.** – L'association Les amis de Pierre Leroux organise les 22, 23 et 24 août à Aix-en-Provence, un colloque sur le thème : « L'Europe une et indivisible ». Plusieurs sujets seront abordés dont « Le socialisme antijacobin », « Leroux et Proudhon », « Le problème de l'Etat », « George Sand et la fraternité »...

▶ **Frais d'inscription : 80 F, donnant droit à l'envoi du 7e bulletin (207 p.) de l'association Les amis de Pierre Leroux, 39, rue Emeric-David, 13100 Aix-en-Provence. Renseignements et demandes et offres d'hébergement : Jacques Viard, 84160 Vaugines Cadenet (tél. : 90-77-23-94).**

MÉTÉOROLOGIE

Sécheresse

La marine nationale fournit l'eau à l'île de Sein

L'équipement destiné à dessaler l'eau de mer grâce auquel la municipalité de l'île de Sein croyait venir à bout des effets de la sécheresse qui frappe régulièrement ce territoire de 5,6 hectares au bout du Finistère est tombé en panne le 9 août. D'une valeur de 2 millions de francs, utilisant une technologie nouvelle dite à eau sous pression, cette unité fournissait, depuis bientôt quatorze ans, leurs 50 000 litres quotidiens d'eau douce aux 500 habitants.

L'île de Sein a donc fait appel à la marine nationale pour approvisionner les réservoirs de l'île.

Des orages font de gros dégâts dans le Lot-et-Garonne

De très violents orages se sont abattus dans la soirée du lundi 13 août, principalement sur quatre communes du Lot-et-Garonne – Damazan, Aiguillon, Port-Sainte-Marie et Buzet-sur-Baïse – situées à une vingtaine de kilomètres à l'ouest d'Agen, faisant de gros dégâts. Deux personnes de la commune de Saint-Léger ont été blessées et ont dû être hospitalisées.

Les dégâts infligés aux arbres fruitiers, aux vignes, au maïs et au tournesol cultivés dans la région pourraient être importants. Des voitures ont été sérieusement endommagées. Par ailleurs, des campeurs ont dû être évacués du terrain de Port-Sainte-Marie, tandis que le train Bordeaux-Toulouse était bloqué par un éboulement de terrain.

Evolution probable du temps en France entre le mardi 14 août à 0 heure et le dimanche 19 août à 24 heures. – Mercredi sera une journée souvent nuageuse et parfois orageuse et une nouvelle perturbation abordera l'ouest du pays.

Elle traversera lentement la France jeudi et vendredi en s'atténuant et en ne donnant que de rares pluies. Le week-end sera bien ensoleillé avec des températures qui redeviendront supérieures aux normales.

MERCREDI : orages sur la Corse et l'extrême Sud-Est. Perturbé près de la Manche. – Le matin, le ciel sera brumeux sur une grande partie du pays. Près des côtes de la Manche, le ciel sera très nuageux et il y aura même quelques pluies faibles. Sur la Corse et la Provence-Côte d'Azur, les nuages seront très présents et des orages seront encore possibles.

En cours de journée, les nuages accompagnés de faibles pluies toucheront la Bretagne, la Normandie, le Nord-Pas-de-Calais. Plus au sud des Pays de la Loire, au centre, à l'Ile-de-France, à l'Alsace et à la Lorraine, les nuages se feront plus présents mais sans précipitations.

Sur la Corse et les Alpes du Sud, les orages éclateront de nouveau l'après-midi.

Sur le reste de la moitié sud, le ciel sera variable avec alternance de nuages et d'éclaircies. Une averse ou un orage ne sera pas exclu sur le relief.

Les températures minimales seront de l'ordre de 13 à 16 degrés sur la moitié nord, localement 17 degrés dans le Sud-Ouest et 17 à 20 degrés près de la Méditerranée ;

Les températures maximales iront de 21 à 25 degrés près des côtes de la Manche, 23 à 27 degrés des Pays de la Loire à l'Alsace et à la Lorraine. Sur la moitié sud, elles atteindront 25 à 30 degrés.

JEUDI : très nuageux sur la moitié nord, plus ensoleillé au sud. – Les pluies faibles près des côtes de la Manche progresseront lentement vers le sud et se situeront des Pays de la Loire à l'Ile-de-France et aux Ardennes en soirée. Des éclaircies se produiront près des côtes de la Manche mais une averse ne sera pas exclue.

Plus au sud, le ciel sera variable avec des nuages surtout présents sur le relief. Près de la Méditerranée, le ciel sera ensoleillé malgré quelques nuages.

Les températures minimales seront de l'ordre de 13 à 16 degrés localement, 16 à 20 degrés près de la Méditerranée.

Les températures maximales seront en baisse : 18 à 23 degrés près des côtes de la Manche, 27 à 30 degrés près de la Méditerranée et 22 à 27 degrés sur le reste du pays.

VENDREDI : rafraîchissement sur la moitié ouest. – La bande nuageuse et faiblement pluvieuse qui a abordé les deux jours précédents l'extrême ouest du pays gagne vers l'est. Mais en gagnant vers l'est, ces nuages perdront de leur activité.

Le matin, sur les régions du Centre et du Sud-Ouest, ils occasionneront un temps brumeux avec même la formation de quelques bancs de brouillard. Quelques faibles et rares pluies pourront survenir sur le Nord-Picardie et l'Ile-de-France. Par la suite, la journée sera plutôt bien ensoleillée, avec un vent de nord-ouest qui rafraîchira l'atmosphère.

Plus à l'ouest, le soleil sera présent dès le matin avec également la présence d'un vent de nord-ouest modéré entraînant une baisse des températures. L'après-midi, des nuages se formeront pouvant amener quelques averses surtout près des côtes. Sur les régions plus à l'est, des Pyrénées au Nord-Est ce n'est que l'après-midi que le ciel se couvrira progressivement, mais ces nuages ne présenteront pas un caractère menaçant.

Les régions de l'extrême Est resteront protégées, avec encore des températures assez élevées.

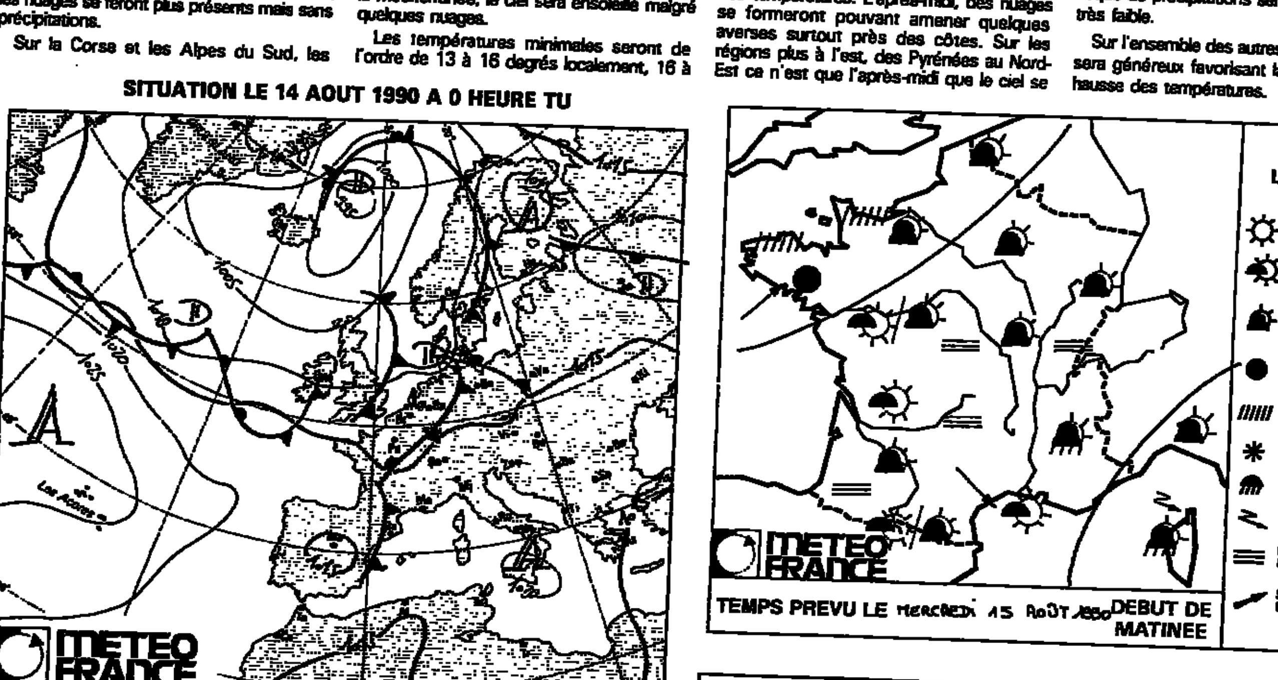
SAMEDI : les nuages s'éloignent. – Dans la journée de samedi, ces nuages, qui se présenteront alors de manière fragmentée, intéresseront encore les Pyrénées, le Massif central et le Nord-Est. Mais ils n'empêcheront pas le soleil de se montrer au cours de l'après-midi.

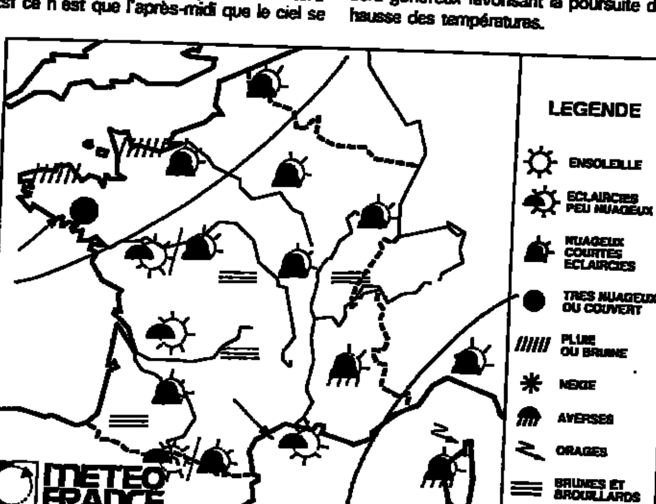
Partout ailleurs, samedi sera une journée assez bien ensoleillée, avec des températures en légère hausse.

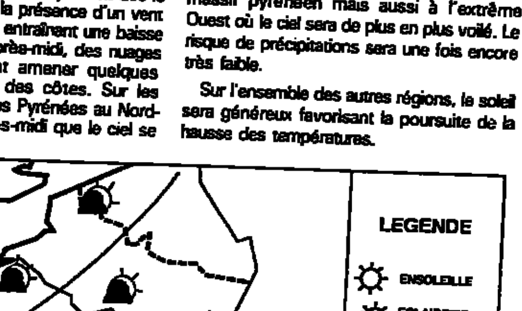
DIMANCHE : poursuite de la hausse des températures. – Les nuages seront très discrets dimanche. Ils se limiteront au massif pyrénéen mais aussi à l'extrême Ouest où le ciel sera de plus en plus voilé. Le risque de précipitations sera une fois encore très faible.

Sur l'ensemble des autres régions, le soleil sera généreux favorisant la poursuite de la hausse des températures.

SITUATION LE 14 AOUT 1990 A 0 HEURE TU







PRÉVISIONS POUR LE 16 AOUT A 12 HEURES TU

TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre le 13-8-90 à 6 heures TU et le 14-8-90 à 6 heures TU — le 14-8-90

FRANCE	Max.	Min.	Temps
AJACCIO	29	17	D
BIARRITZ	25	19	C
BORDEAUX	32	19	C
BOURGES	29	17	C
BREST	23	16	A
CAEN	26	14	C
CHERBOURG	23	14	C
CLERMONT-FER.	28	19	N
DIJON	26	16	P
GRENOBLE St M-H	30	17	B
LILLE	29	15	C
LIMOGES	26	15	P
LYON	30	18	C
MARSEILLE-MAR.	27	17	O
NANCY	26	17	C
NANTES	27	15	N
NICE	27	20	N
PARIS-MONTS	30	19	O
PAU	32	18	C
PERPIGNAN	30	19	O
RENNES	29	15	N
ST-ETIENNE	30	18	P
STRASBOURG	31	15	C
TOURS	27	16	C
TOULOUSE	31	17	C
POINTE-A-PITRE	32	25	A

ÉTRANGER	Max.	Min.	Temps
ALGER	33	27	D
AMSTERDAM	25	14	D
ATHÈNES	32	24	D
BANGKOK	32	27	P
BARCELONE	30	23	N
BELGRADE	29	16	D
BERLIN	29	17	N
BRUXELLES	30	17	C
LE CAIRE	32	22	D
COPENHAGUE	23	17	D
DAKAR	30	26	P
DELHI	31	26	C
DJERBA	32	23	D
GENÈVE	30	15	C
HONGKONG	33	28	D
ISTANBUL	28	21	D
JÉRUSALEM	28	17	N
LISBONNE	–	–	–
LONDRES	26	15	C
LOS ANGELES	26	19	C
LUXEMBOURG	26	16	A
MADRID	31	18	D
MARRAKECH	33	22	C
MEXICO	22	12	B
MILAN	30	19	N
MONTRÉAL	26	15	P
MOSCOU	30	14	A
NAIROBI	–	–	–
NEW-YORK	32	21	O
OSLO	22	16	C
PALMA-DE-MAJ.	35	16	D
PÉKIN	30	21	D
RIO-DE-JANEIRO	23	17	D
ROME	29	18	D
SINGAPOUR	32	25	A
STOCKHOLM	23	15	P
SYDNEY	19	7	D
TOKYO	32	27	D
TUNIS	32	24	D
VARSOVIE	29	17	O
VENISE	28	19	D
VIENNE	34	19	D

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MARCHÉS FINANCIERS

La bataille sur le marché des logiciels

Lotus est vivement attaqué en Bourse et sur son marché

Les résultats des firmes américaines de logiciels sont en forte progression : +69 % par rapport au second trimestre 1989 selon l'échantillon du « Wall Street Journal ». Lotus, numéro deux du marché, semble cependant éprouver des difficultés à maîtriser sa stratégie de commercialisation et vient d'annoncer des suppressions d'emploi.

BOSTON

correspondance

Le crachin bostonien sur l'immeuble de brique rouge adossé à Charles River. A l'intérieur, les cadres, soucieux, n'arborent plus l'assurance d'antan. Au cœur de la Nouvelle-Angleterre, berceau de la technologie de l'Est américain, la perte d'équilibre du numéro deux mondial des logiciels pour micro-ordinateurs, Lotus, fait peine à voir. Pour la région, elle s'inscrit cependant dans le cadre d'un chapelet de mauvaises nouvelles.

Chez Lotus, l'annonce de 40 licenciements se conjugue à l'accélération de l'effritement du cours de Bourse. Péripétie ou mouvement de fond ? *« Les deux »*, tranche M. David Readerman de Shearson Lehman. Après une année riche en rebondissements (*le Monde* du 1er juin) ce chaos parachève une série d'erreurs de manœuvre accentuées par le dynamisme des concurrents à l'affût.

Le 19 juillet, quelques secondes après la clôture des marchés à New-York, le directeur financier de Lotus annonce à Wall Street que l'été sera tiède. Les lendemains glorieux promis par le troisième trimestre ne seront guère au rendez-vous, apprend-on. Les traders, misant sur une progression annuelle des profits de 30 %, se rebellent, le cours de l'action passe en cinq jours de 32 à 23 dollars. *A priori*, sans raison. Les résultats du deuxième trimestre devraient provoquer un mouvement inverse : ils ont plus que doublé par rapport à 1989, à 23,5 millions de dollars. Mais le paradoxe n'est qu'apparent.

Deux semaines plus tard, le directeur financier, qui affichait pourtant une confiance sans failles, met Lotus au régime, malgré des perspectives de croissance des ventes de 20 % cette année. Les budgets sont gelés, au même titre que le recrutement. Pis, pour la première fois dans l'histoire de la firme, des « pink slips » (notices de licenciement) sont distribuées à une quarantaine d'employés.

Le malaise semble profond et les concurrents ne font aucun cadeau. Les performances technologiques de l'entreprise dirigée par M. Jim Manzi, le président de trente-huit ans, sont attaquées par de nombreux spécialistes. L'introduction du logiciel « Lotus 1-2-3 3.0 » en juin 1989 a précédé l'arrivée sur le marché de sept produits dérivés du tableur vedette. L'entreprise, soucieuse de combler les trous dans sa gamme, n'a pas lésiné. *« Je conduis une stratégie multi-plates-formes »*, nous expliquait M. Manzi en février dernier, poursuivant : *« Nous serons partout : DEC, Sun, gros systèmes IBM. » « Mais Manzi ne comprend pas bien la technologie »*, contre M. Bill Gates, le fondateur de Microsoft.

Car les nouveaux logiciels ne rapportent pas plus de 3 % des ventes. *« Nous faisons face à un cycle de commercialisation plus long »*, concède M. Brian Simmons, le porte-parole de la firme.

Par ailleurs, les versions successives de Lotus 1-2-3 pour IBM-PC, le produit vedette, parfois incompatibles, *« sèment la confusion dans l'esprit des utilisateurs »*, estime M. Richard Sherlund, de Goldman Sachs. Les paris opérés par M. Manzi apparaissent désormais démentis par les faits. En *« snobant la plate-forme graphique de Microsoft, Windows »*, selon l'expression du patron de Microsoft, *« Lotus a perdu de nombreuses ventes »*, confie un concurrent. De surcroît, les utilisateurs de Macintosh (5 millions en 1989) n'ont toujours pas de version de 1-2-3 malgré les millions de dollars investis par la firme de Cambridge dans cette Arlésienne et la centaine d'ingénieurs qui se sont attelés à la tâche depuis deux ans.

« Grandir, innover ou périr »

Les concurrents se sont rués sur les brèches ouvertes par Lotus, qui contrôlait jadis 80 % du marché. Borland, l'entreprise du français Philippe Kahn, a conquis à la hussarde la seconde place sur le secteur en moins d'un an. *« Borland vend 45 000 tableurs Quattro Pro par mois*, confie M. Richard Sherlund, *contre 120 000 pour Lotus. »* Kahn a mis sur pied une campagne de débauchage des utilisateurs de 1-2-3 : pour 99 dollars, il leur fournit son logiciel alors que son concurrent commercialise sa version pour 500 dollars. *« Je ne sais s'il gagne de l'argent*, dit M. Gates, *toutefois, c'est astucieux. »* Bilan : la firme californienne a acquis 20 % de parts de marché contre 8 % l'an dernier, selon les estimations de Mme Nancy McSharry, un chercheur d'IDC, un cabinet d'études informatiques.

L'entreprise du Massachusetts a réagi violemment. *« Philippe Kahn a surpris Manzi »*, confie M. Gates, dont le tableur Excel a également amélioré sa position. *« Nous avons été débordés »*, constate M. Frank King, le patron du développement chez Lotus. En conséquence, il a assigné Borland en justice.

Toutefois, l'effet de publicité de la poursuite en justice profite à l'accusé : Borland investit sans compter dans une campagne publicitaire dans le *Wall Street Journal*. Les analystes unanimes dénoncent les faiblesses de Lotus. Alors que le marché international explose, la firme de Cambridge doit son mauvais trimestre au ralentissement du rythme des ventes à l'étranger. Certes, les grands comptes demeurent fidèles. *« Mais les couches nouvelles d'utilisateurs désertent le logiciel vedette »*, constate M. David Bayer, de Montgomery Securities.

« Avec 700 millions de dollars de ventes en 1990 et plus de 200 millions de trésorerie, Jim Manzi peut se permettre bien des erreurs », constate un concurrent. Mais, avec Ashton-Tate dans le passé, la micro-informatique a prouvé que les entreprises mono-produit ne peuvent survivre dans un secteur en perpétuelle mutation. *« Il faut grandir, innover, ou périr »*, explique M. Gates. Quant à M. Manzi, il ne semble pas s'émouvoir du tohu-bohu : introuvable, il est parti en « congé sabbatique ».

ALEX-SERGE VIEUX

Conséquence de la réunification des deux Etats

Les contribuables allemands paieront 20 milliards de francs lors de la privatisation des assurances de l'Est

Les contribuables de l'Allemagne unie devront débourser au moins 6 milliards de DM (20 milliards de francs) pour la prise de contrôle du monopole est-allemand des assurances par le géant ouest-allemand Allianz, une opération de privatisation décidée avant l'été et d'ailleurs contestée comme illustrant l'OPA brutale et peu concurrentielle de la RFA sur la RDA.

Le secrétaire d'Etat aux finances, M. Friedrich Voss, a en effet confirmé, lundi 13 août, des informations de presse selon lesquelles Allianz, numéro un européen de l'assurance, a pris le soin dans son contrat de ne pas reprendre toute une série de risques garantis par l'ancien monopole est-allemand. Ces risques devront être assurés par les pouvoirs publics.

Allianz détient depuis le 1er juillet 51 % de Deutsche Versicherungs-AG (DVAG) regroupant les actifs des anciennes assurances d'Etat. Les 49 % restants demeurent aux mains de Treuhandanstalt, la société holding qui regroupe toutes les sociétés est-allemandes qui seront privatisées. Allianz a payé cette participation 270 millions de DM (900 millions de francs) à la Treuhand.

Dans une réponse à la question écrite d'un député, M. Voss a confirmé que l'estimation des provisions nécessaires pour les risques non repris par Allianz atteignait 6 milliards de DM, mais des experts de l'opposition sociale-démocrate (SPD) affirment qu'il est vraisemblable qu'elles devront s'élever à au moins 10 milliards de DM. Le secrétaire d'Etat a ajouté que le financement de la couverture des risques n'a pas encore été arrêté.

NEW-YORK, 13 août ↑

Reprise de dernière minute

Victime comme les autres places financières quelques heures auparavant d'une grande déprime, la Bourse de New-York a enregistré lundi en dernière minute un sursaut à la hausse. L'indice Dow Jones a gagné 1,1 % à 2 746,78 yens (+ 30,20 points) grâce à des achats programmés sur informatique.

Quelque 123 millions d'actions seulement ont été échangées, une coupure d'électricité dans le quartier financier de Manhattan à New-York ayant perturbé les échanges. Le nombre des baisses a légèrement dépassé celui des hausses : 777 contre 721. 464 titres sont restés inchangés.

L'incertitude sur l'évolution de la situation dans le Golfe a continué à empoisonner Wall Street, les experts prévoyant la poursuite de la tendance baissière alors que les investisseurs préfèrent se tourner vers les valeurs refuges traditionnelles comme les métaux précieux.

Toutefois, selon M. Dudley Eppel, responsable chez Donaldson, Lufkin et Jenrette Securities Corp., un marché survendu comme il l'est actuellement devrait attirer des acheteurs. Sur le marché obligataire, les taux sur les bons du Trésor à trente ans, principale valeur de référence, s'établissaient à 8,81 % lundi en fin d'après-midi contre 8,79 % vendredi soir.

VALEURS	Cours du 10 août	Cours du 13 août
Alcoa	63 1/4	63 7/8
ATT	35	35 1/8
Boeing	53 1/8	52 5/8
Chase Manhattan Bank	18 5/8	18 3/4
Du Pont de Nemours	37 3/8	38 5/8
Eastman Kodak	41	43 1/2
Exxon	51 1/2	52 3/8
Ford	37 3/4	37 1/2
General Electric	68 5/8	67 1/2
General Motors	39 3/8	39 1/2
Goodyear	24 1/2	26
IBM	101 7/8	103 7/8
ITT	54 3/4	56 3/8
Mobil Oil	65 7/8	67 1/8
Pfizer	71 1/2	72 5/8
Schlumberger	68 1/8	68 1/8
Texaco	63	63 1/2
UAL Corp ex-Allegis	107 1/2	110 1/8
Union Carbide	17 1/8	16 7/8
USX	32 3/4	32 3/4
Westinghouse	32 1/4	33
Xerox Corp.	44	44 1/2

LONDRES, 13 août ↓

Baisse

Les cours des valeurs ont terminé la séance de lundi, au London Stock Exchange, en baisse de 14,3 points. L'indice Footsie des cent grandes valeurs s'inscrivait en clôture à 2 219,5 points soit un repli de 0,64 %. L'inquiétude que suscite la crise du Golfe continue d'empoisonner les principales places boursières : l'ouverture mitigée de Wall Street, la nouvelle flambée des prix du pétrole brut ont lourdement pesé sur la tendance.

Il faut ajouter à cela la publication des chiffres de ventes de détail britanniques pour le mois de juillet, faisant état d'une hausse surprise de la consommation et qui ont ravivé les craintes d'une poussée inflationniste. Dans ce contexte, la plupart des secteurs se sont affaiblis. Les pétrolières se sont raffermies et les mines d'or se sont nettement améliorées, encouragées par la hausse des cours du métal jaune qui ont dépassé le seuil des 400 dollars l'once.

PARIS, 14 août ↓

Une tentative de reprise échoue
Nouvelle flambée de l'or

Un peu rassurée par la meilleure tenue de Wall Street, la Bourse de Paris a tenté mardi de se redresser, sans succès toutefois. De fait un mouvement de reprise devait s'amorcer à l'ouverture matinale (+ 0,88 %) et même s'accélérer ensuite (+ 1,09 % vers 10 h 30). Mais le marché ne parvenait pas longtemps tenir la distance.

En fin de matinée, l'indice CAC 40 n'enregistrait déjà plus qu'une avance réduite à 0,47 %. En début d'après-midi, la tendance se renversait et plus tard dans la journée la température restait résolument négative sous les lambris (– 0,92 %). D'ores et déjà, la liquidation générale du mois d'août, qui aura lieu jeudi 23, s'annonce très mauvaise (– 14,3 %).

A l'évidence, aucun investisseur n'a voulu tenter le diable à la veille du 15 août. Dans les milieux financiers, la fête de l'Assomption a très mauvaise presse pour les surprises désagréables qu'elle réserve parfois. Les pronostics très pessimistes faits par de nombreux experts sur le marché parisien, qui font notamment valoir la cherté de la place (13 fois les bénéfices en moyenne contre 10 à Londres), contribuent en outre à favoriser de nouveaux dégagements. Mais comme à l'habitude maintenant, la baisse continue à se faire dans le vide avec généralement très peu d'affaires, témoignant ainsi de l'attentisme général devant une crise dont beaucoup redoutent qu'elle s'éternise avec le capital de sympathie que le président Saddam Hussein possède dans l'opinion arabe.

Autre preuve des craintes qu'inspire la situation dans le Golfe Persique : la flambée des cours de l'or s'est poursuivie avec, à Londres, l'once de métal jaune à 411 dollars (+ 1,7 %), à Paris, le lingot de 1 kilo à 71 300F (+ 6,4 %), et surtout le napoléon à 470 F (469 F au second cours), au plus haut depuis novembre 1989, avec 3 500 pièces échangées (contre 2 500 la veille).

TOKYO, 14 août ↑

Redressement

Après la séance noire de lundi, la Bourse de Tokyo a redressé la tête mardi dans le sillage de Wall Street quelques heures plus tôt. L'indice Nikkei a gagné 496,10 yens soit 1,9 %, à 26 672,53 yens après une chute de 1 153,12 points lundi. 180 millions d'actions avaient changé de mains à la mi-séance contre 130 millions lundi matin et 250 millions pour toute la journée de lundi.

D'importants achats effectués par les investisseurs institutionnels expliquent cette reprise, déclaraient les professionnels soulagés que la chute ait enfin pu être stoppée. Mais la situation du Golfe et la perspective d'une hausse des taux d'intérêt ne permettront pas un mouvement de reprise durable, ajoutaient-ils.

VALEURS	Cours du 13 août	Cours du 14 août
Akai	770	751
Bridgestone	1 250	1 290
Canon	1 540	1 590
Fuji Bank	2 330	2 350
Honda Motors	1 520	1 490
Matsushita Electric	1 770	1 800
Mitsubishi Heavy	813	830
Sony Corp.	7 730	7 820
Toyota Motors	1 900	1 910

FAITS ET RÉSULTATS

□ **Glaxo Holdings cède Macfarlan Smith.** – Le groupe pharmaceutique britannique Glaxo Holdings a vendu sa filiale écossaise Macfarlan Smith, spécialisée dans les médicaments à base d'opium, à ses salariés. La société, qui emploie 170 personnes et a réalisé un chiffre d'affaires de 15 millions de livres (150 millions de francs) pour l'exercice clos en juin, a été cédée *pour 12 millions de livres* (120 millions de francs).

□ **Les AGF s'implantent à Singapour.** – Les Assurances générales de France viennent de recevoir l'accord des autorités de Singapour pour créer une société de 25 millions de dollars de Singapour (environ 75 millions de francs) qui reprendra le personnel, le portefeuille et le bilan de la succursale singapourienne de National Employers Mutual General Insurance Association (NEMGIA). Le chiffre d'affaires de cette succursale, opérant sur les marchés des dommages de Singapour et Brunei, devrait s'élever à 36 millions de francs en 1990, selon les AGF. L'opération reste soumise à l'autorisation des autorités de Brunei. AGF International avait déjà racheté les portefeuilles britanniques et irlandais d'assurances domestiques de la NEMGIA.

□ **Merlin Gerin : division des actions par dix.** – Le groupe Merlin Gérin (groupe Schneider) va procéder le 16 août à la division par dix de ses actions qui passeront au nominal de 10 francs contre 100 francs. Les nouvelles actions seront admises à la Bourse de Paris le 16 août et les négociations des actions de 10 F s'effectueront selon les quotités et conditions suivantes : du 16 au 23 août inclus, les négociations continueront de s'effectuer par quotités de 10 actions, à partir du 24 par quotité de 50 actions.

□ **Saab : pas de bénéfices avant fin 1991.** – Le constructeur suédois Saab Automobile ne fera pas de bénéfice avant la fin de l'année 1991, a déclaré lundi 13 août, son PDG, l'Américain M. David J. Herman, à Stockholm. Saab Automobile AB, détenu à 50 % par General Motors, a déjà perdu cette année 6 000 voitures sur les marchés nordiques (Finlande, Norvège et Suède) par rapport à l'an dernier, mais un « renouveau » est attendu sur le marché américain où Saab a vendu 6 200 voitures pour les seuls mois de juin et de juillet, a indiqué M. Herman. Saab avait vendu l'an dernier 32 500 voitures aux Etats-Unis et veut rattraper le chiffre record de 47 000 unités vendues en 1987. PDG de Saab depuis janvier 1989, David J. Herman est parvenu à réduire les effectifs en supprimant quelque 1 000 emplois.

□ **Trusthouse Forte : joint-venture avec le gouvernement polonais.** – Le groupe hôtelier britannique Trusthouse Forte a signé un accord de joint-venture avec l'agence touristique polonaise Orbis pour la rénovation de l'hôtel Bristol à Varsovie. Le géant de l'hôtellerie britannique détiendra 55 % de la nouvelle société et Orbis les 45 % restants. Trusthouse Forte est déjà propriétaire du Ritz à Madrid, du Plaza-Athénée à New-York, du George-V à Paris, et du Hyde Park à Londres.

□ **La CGM rachète Cofrem Finance.** – La Caisse de gestion mobilière (CGM) va racheter à la société de Bourse Tuffier et associés, actuellement en dépôt de bilan, les 51 % que celle-ci détenait dans Cofrem Finance, elle-même actionnaire à 99,9 % de Cofrem (Agent des marchés interbancaires). La CGM contrôle déjà Corbin Coblenz, lui aussi agent des marchés interbancaires, CGM-intermédiation maison de titres spécialisée en valeurs du trésor, ainsi que Roger Kempf, société de Bourse de Nancy.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amault Associés	412	415	M2	283	280
Asystel	105	....	I.P.B.M.	133	133
B.A.C.	194 50	188 70	Loca Investis.	325 50	325 10
Bqe Tarneaud	189 80	....	Locamic	120	120
B.I.C.M.	840	840	Marie Comm.	156 20	153
Boiron (Ly)	361	361	Métal.Minière	216	197 o
Boisset (Lyon)	231 60	....	Molex	180	...
Câbles de Lyon	3035	3026	Navale-Delmas	990	985
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	1150	1130	Olivetti Logabax	590	588
Calberson	441	441	Om. Gest. Fin.	596	590
Cardif	563	550	Presbourg	93	93
C.E.E.	345	....	Présence Assur.	550	387 80 o
C.E.G.E.P.	255	280	Publ.Filipacchi	570	570
C.F.P.I.	270	261 90	Razel	606	606
Ciments d'Origny	606	603	Rhone-Alp.Ecu (Ly.)	320	320
C.N.I.M.	1035	....	St-H. Matignon	244 40	238
Codetour	275	276	S.C.G.P.M.	597	....
Comareg	321	325	Segin (Li)	300	300
Conforama	978	858	Select Invest (Ly)	100	100
Creeks	335	335	Serbo	489	474 40
Dafsa	210 50	....	S.M.T. Goupil	194	195
Dauphin	610	620	Sopra	204 50	...
Demachy Worms Cie	578	576	Supra	186	180
Desquenne et Giral	285	280	TF1	257	263
Devanlay	945	907	Thermador H. (Ly)	265	280
Deville	450	443	Unilog	184	180
Dolisos	170	174 70	Union Fin. de Fr.	447 10	446
Editions Belfond	242 10	252 d	Viel et Cie	175	168 o
Elysée Invest.	14 25	14	Y. St-Laurent Groupe	920	893
Europ. Propulsion	378	380			
Finacor	195	195			
Gerondor	865	....			
GFF (group.fon.f.)	388	382			
Grand Livre	435	417 80			
Gravograph	220	215			
Guintoli	1105	1007 o			
I.C.C.	251 50	250			
IDIA	320	311			
Idianova	144 10	148			
I.M.S.	1145	1125			

Marché des options négociables le 13 août 1990

Nombre de contrats : 23 227

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Sept. dernier	OPTIONS D'ACHAT Déc. dernier	OPTIONS DE VENTE Sept. dernier	OPTIONS DE VENTE Déc. dernier
Bouygues	600	–	–	50	–
CGE	600	18	24	53	50
Elf-Aquitaine	680	30	–	17	24
Eurotunnel SA-PLC	50	3,20	5,70	3,40	5
Euro Disneyland SC	100	–	4,50	11	12
Havas	600	6,50	24	–	–
Lafarge-Coppée	400	12,50	–	25	25
Michelin	90	2	4,90	12	10
Midi	1 300	–	6	310	–
Paribas	640	1	–	130	–
Pernod-Ricard	1 000	–	–	20	–
Peugeot SA	720	4	17	108	95
Rhône-Poulenc CI	400	–	–	–	82
Saint-Gobain	440	11	23	25	28
Source Perrier	1 400	–	–	38	58
Société générale	600	1	–	130	–
Suez Financière	380	5	14,05	41	40
Thomson-CSF	100	4,20	8,50	5	8

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 13 août 1990

Nombre de contrats : 39 286.

COURS	ÉCHÉANCES Septembre 90	ÉCHÉANCES Décembre 90	ÉCHÉANCES Mars 91
Dernier	99,60	99,70	99,52
Précédent	100,08	100,16	100,12

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Sept. 90	OPTIONS D'ACHAT Déc. 90	OPTIONS DE VENTE Sept. 90	OPTIONS DE VENTE Déc. 90
103	0,02	0,41	3,50	3,66

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,293 F =

Dans l'expectative face aux événements du Golf et dans l'attente de la publication de différents indices économiques – qui s'annoncent moroses, – la devise américaine s'est stabilisée mardi 14 août sur les places européennes à 5,293 F à Paris lors des premiers échanges, contre 5,29 F à la clôture de la veille. Même stabilité observée à Francfort.

FRANCFORT	13 août	14 août
Dollar (en DM)	1,5755	1,5762
TOKYO	**13 août**	**14 août**
Dollar (en yens)	150,65	149,90

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (14 août) .... 9 7/16 - 9/16 %

New-York (13 août) .... 8 %

BOURSES

PARIS (*INSEE, base 100 : 29-12-89*)

	10 août	13 août
Valeurs françaises	85,50	83
Valeurs étrangères	90	89,20
(SBF, *base 100 : 31-12-81*)		
Indice général CAC	485,80	474,75
(SBF, *base 1000 : 31-12-87*)		
Indice CAC 40	1 775,03	1 721,01

NEW-YORK (*Indice Dow Jones*)

	10 août	13 août
Industrielles	2 716,58	2 746,78

LONDRES (*Indice « Financial Times »*)

	10 août	13 août
Industrielles	1 743	1 732,20
Mines d'or	207,40	235,70
Fonds d'Etat	78,29	77,91

TOKYO

	13 août	14 août
Nikkei Dow Jones	26 176,43	26 672,53
Indice général	1 993,04	2 020,33

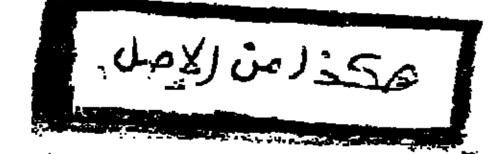
LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. +	UN MOIS ou dép. –	DEUX MOIS Rep. +	DEUX MOIS ou dép. –	SIX MOIS Rep. +	SIX MOIS ou dép. –
$ E.-U.	5,2895	5,2915	+ 72	+ 82	+ 155	+ 175	+ 550	+ 600
$ can.	4,6176	4,6234	– 174	– 130	– 285	– 209	– 594	– 436
Yen (100)	3,5275	3,5305	+ 57	+ 71	+ 110	+ 136	+ 357	+ 407
DM	3,3552	3,3580	+ 31	+ 48	+ 68	+ 92	+ 199	+ 252
Florin	2,9783	2,9811	+ 25	+ 39	+ 55	+ 77	+ 188	+ 233
FB (100)	16,3155	16,3318	– 29	+ 152	+ 25	+ 288	+ 435	+ 939
FS	4,0240	4,0285	+ 17	+ 35	+ 38	+ 66	+ 154	+ 222
L (1 000)	4,5757	4,5814	– 66	– 32	– 138	– 94	– 411	– 320
£	9,9813	9,9984	– 473	– 428	– 859	– 795	– 2302	– 2158

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	7 15/16	8 3/16	7 15/16	8 1/16	7 15/16	8 1/16	7 7/8	8
Yen	7 3/16	7 7/16	7 3/8	7 1/2	7 3/4	7 7/8	7 7/8	8
DM	7 7/8	8 1/8	8 3/16	8 5/16	8 5/16	8 7/16	8 11/16	8 13/16
Florin	8	8 1/2	8 5/16	8 7/16	8 3/8	8 1/2	8 9/16	8 11/16
F.B. (100)	8 7/8	9 1/8	9 1/8	8 3/8	9 3/16	9 7/16	9 5/16	9 9/16
F.S.	8 1/4	8 1/2	8 13/15	8 15/16	8 7/8	9	9 1/16	9 3/16
L (1000)	8	9	10 3/4	11 1/4	11	11 1/2	11 3/8	11 7/8
£	14 7/8	15 1/8	14 15/16	15 1/16	14 15/16	15 1/16	14 7/8	14 15/16
F franç.	9 7/16	9 11/16	9 11/16	9 13/16	9 7/8	10	10 1/8	10 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.



MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 14 AOUT

Cours relevés à 13 h 50

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
3670	C.N.E 3%	3736	3735	3736	....
1103	B.N.P. T.P.	985	985	986	+ 0 10
1190	C.C.F. T.P.	1180	1181	1181	+ 0 08
1122	Cr.Lyon. T.P.	1120	1120	1120	....
1920	Renault T.P.	1822	1821	1834	+ 0 66
2030	Rhone Poul. T.P.	1945	1889	1900	- 2 31
1135	Saint Gobain T.P.	1120	1115	1115	- 0 45
1230	Thomson T.P.	1098	1098	1098	....
995	ACCOR	860	871	853	- 0 81
785	Air Liquide	684	688	682	- 0 29
1700	Ala.Superm	1610	1601	1600	- 0 62
520	A L S P I	426	434	426	....
2340	Arjom. Prioux	1809	1820	1770	- 2 16
1080	AGF Sté Centrale	935	940	935	....
1060	Aux. Entrepr.	985	990	990	+ 0 51
365	Avenir H. Média	292 10	295	295	+ 0 99
245	Axa Midi Ass.	202	212 50	207 20	+ 2 57
280	Bafip	247	244	247	....
265	Bail-Equipem	211	230	212	+ 0 47
930	Bail Investiss.	886	890	886	....
585	Bancaire	433 50	440	426	- 1 73
790	Bazar H.-V.	651	641	641	- 1 54
900	Beghin-Say	740	740	729	- 1 49
1250	Berger (M)	1205	1240	1212	+ 0 58
650	Bic	600	601	589	- 1 83
890	B.I.P.	821	825	825	+ 0 49
580	BIS	470 10	480	469 80	- 0 06
430	B N P (Ci)	360 10	355	350	- 2 80
1060	Bollore Tech	975	981	981	+ 0 62
3340	Bongrain	2910	2910	2910	....
1050	Bon-Marché	852	855	845	- 0 82
616	Bouygues	528	532	530	+ 0 38
140	BP France	118	113	110	- 6 78
890	B S N	790	797	781	- 1 14
980	Canal Plus	890	900	882	- 0 90
485	Cap Gem.S.	417	416	409	- 1 92
3700	Carrefour	3240	3256	3249	+ 0 28
146	Casino	120 30	121 10	120	- 0 25
110	Casino ADP	99 60	100	99 60	....
1120	Castorama D.L.	945	960	960	+ 1 59
230	C.C.F.	193 50	187	187	- 3 38
117	CCMC Ly	110	110	110	....
490	C.D.M.E	403	410	403	....
530	C.E.G.I.D.	400	401	406	+ 1 50
255	Cerestar (Ny)	251	251	251	....
670	C.E.P. Comm	580	580	560	- 3 45
350	Cerus	293	282	282 20	- 3 69
550	Cetelem	459	463	455	- 0 87
510	C F A O	448	444	435	- 2 90
470	CF Inv.	411	430	415	+ 0 97
645	C G E	551	560	549	- 0 36
400	CGI Info	317	323	329	+ 3 79
1260	C G I P	1015	1030	1005	- 0 99
570	CGP	547	555	555	+ 1 46
970	Chargeurs S A	810	815	803	- 0 86
735	C I C A (M)	661	661	661	....
1740	Ciments franc.	1523	1520	1497	- 1 71
620	Club Méditer	504	508	503	- 0 20
186	CMB Packa.	149	153	149	....
119	Codetel	119	120	121	+ 1 68
335	Cofimeg	316	315	318	+ 0 63

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
795	Coles	608	629	610	+ 0 33
345	Cpt. Entrep.	255	258	257	+ 0 78
1130	Compt Mod.	1110	1110	1060	- 4 50
290	Concept S.A.	275	275	270	- 1 82
420	CPR (Paris Réé.)	380	383	376 50	- 0 92
1280	Créd. Foncier	1065	1066	1062	- 0 28
805	Cr Lyon (Ci)	700	700	690	- 1 43
1490	Credit Nat	1180	1180	1180	- 1 69
295	CSEE	279 50	285	280	+ 0 18
3010	Damart	2865	2850	2800	- 2 27
510	Dassault Aviation	475	475	468	- 1 47
270	Dassault Electr.	270	270	270	....
1850	De Dietrich	1450	1420	1450	....
210	Dév.P.d.C.(L)	204 50	204 40	204 40	- 0 05
285	Dév.R.Sud-Est	267	262	260	- 2 62
515	D M C	430	435	427 50	- 0 58
3790	Docks France	3180	3200	3210	+ 0 94
755	Dumez	656	661	645	- 1 68
2640	Eaux (Gle)	2330	2351	2321	- 0 39
520	Ecco	440	439	415	- 5 68
1040	Electro-Finan	979	986	978	- 0 10
700	Elf Aquitaine	689	688	688	- 0 15
500	- (Certific.)	489	486	472	- 3 48
1180	Epeda B.-F.	970	980	1000	+ 3 09
2660	Essilor	451 10	470	455	+ 0 86
1230	Essil.Int.(DP)	192 50	199	190	- 1 30
725	Esso	638	625	619	- 2 98
2030	Eurafrance	1558	1550	1530	- 1 80
2000	Eurocom	1750	1750	1675	- 4 29
97	Eurodisneyland	90	90 30	90	....
4150	Euromarché	3510	3640	3450	- 1 71
1260	Europe 1	1160	1140	1100	- 5 17
53	Eurotunnel	49 30	49	48 75	- 1 12
1700	Exor	1519	1540	1505	- 0 92
1680	Facom	1450	1470	1430	- 1 38
176	Finextel	175 50	175	175 10	- 0 23
360	Fives Lille	280	280	275	- 1 79
2290	Fromager. Bel	1985	1915	1965	- 1 01
2000	Gal.Lafayette	1851	1900	1854	+ 0 16
2180	G.A.N.	1891	1908	1896	+ 0 21
495	Gascogne (B)	362	365	369	+ 1 93
1540	Gaz et Eaux	1400	1400	1400	....
1240	Geophysique	1243	1290	1262	+ 1 53
590	Gerland Ly.	520	511	505	- 2 88
860	Groupe Cité	750	750	753	+ 0 40
1740	GTM-Entrep.	1545	1532	1550	+ 0 32
1030	Guyenne-Gas.	900	890	910	+ 1 11
310	Hachette	228 50	229	220	- 3 72
615	Havas	541	545	536	- 0 92
630	Hénin (La)	547	545	548	+ 0 18
1120	Hutchinson	954	921	940	- 1 47
355	Imétal	300	303	300 50	+ 0 17
116	Immob. Phénix	100 50	98 50	101	+ 0 50
128	Ingénico	102	101 30	102	....
3710	Inst. Mérieux	3800	3680	3800	....
460	Interbail	453	454	453	....
1400	Intertechnique	1059	1066	1070	+ 1 04
1040	J. Lefebvre	856	852	859	+ 0 47

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
1060	Labinal	938	960	935	- 0 32
2800	Lab. Bellon	2450	2379	2300	- 6 12
485	Lafarge	391 50	392	390	- 0 38
1360	Lebon	1165	1151	1151	- 1 20
4600	Legrand	4000	4000	3975	- 0 63
2800	Legrand (DP)	2015	2020	2050	+ 1 74
765	Legris Industries	630	640	641	+ 1 75
800	Locabail Imm.	765	765	765	...
480	Locafrance	430 20	432	430 10	- 0 02
790	Locindus	773	773	773	....
445	Luchaire	440	438 10	438 10	- 0 89
4630	L.V.M.H.	3800	3900	3783	- 0 45
620	Lyonn. Eaux	514	524	509	- 0 97
335	Majorette Ly.	290	290	282	- 2 76
400	Mar. Wendel	355	355	356	+ 0 28
350	Matra	296	300	290	- 2 03
6250	Merlin-Gerin	5380	5470	5390	+ 0 19
148	Metaleurop	120 50	120 20	120	- 0 41
197	Métrologie In.	160	155	153	- 4 38
96	Michelin	81 50	82 55	81 40	- 0 12
1230	Midi (Cie)	1004	1001	992	- 1 20
130	Midl. Bk Sa *	112	110	110	- 1 79
355	Min. Salsig (Ny)	400	415	420	+ 5 00
160	MMB	132	131 10	131 60	- 0 30
103	Moulinex	84	86	85 60	+ 1 90
1580	Navig. Mixte	1420	1445	1445	+ 1 76
187	Nord-Est	155	155	156	+ 0 65
540	Nordon (Ny)	445	435	447	+ 0 45
695	Nouv Galeries	820	820	819	- 0 16
750	Occid. (Gle)	657	666	640	- 2 59
1840	Omn. f. Paris	1560	1555	1505	- 3 53
360	Olipar	334 90	330	330	- 1 46
545	Oréal	492	500	485	- 1 42
635	Paribas	515	520	510	- 0 97
1580	Pechelbronn	1520	1510	1501	- 1 25
158	Pechiney Int.	123	121	120	- 2 44
320	Pechiney (CIP)	260	253	258	- 0 77
600	Penhoet	531	565	540	+ 1 69
1130	Pernod Ricard	1050	1049	1053	+ 0 29
730	Peugeot	611	617	605	- 0 98
505	Pinault	477	490	480	+ 0 63
420	Plastic-Omn.	324	324	340	+ 4 94
610	Poliet	494	498	499 90	+ 1 19
1100	Présabail-Sic.	1051	1050	1023	- 2 66
725	Primagaz	645	629	629	- 2 48
660	Printemps	550	551	550	....
2100	Promodès	1850	1850	1850	....
595	Radiotechn.	496	500	500	+ 0 81
220	Raff. D.Total	210	209	207 10	- 1 38
3020	Redoute (La)	2700	2740	2750	+ 1 85
385	Rémy et Associés	353	335 20	340	- 3 68
465	R. Poulenc CIP	310	312	309 50	- 0 16
350	Rober Financ.	319	320 50	315	- 1 25
68	Rochette(La)	52 60	53	51 70	- 1 71
2310	Roussel Uclaf	2061	2100	2050	- 0 53
4450	R. Impé.Ly *	3780	3782	3780	....
198	Sade (Ny)	200	197 10	197 10	- 1 45
1700	Sagem	1500	1498	1500	....

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
555	Saint Gobain	417	424	413 50	- 0 84
1500	Saint Louis	1209	1210	1185	- 1 99
1560	Salomon Ly	1432	1435	1432	....
495	Salvepar (Ny)	475	480	480	+ 1 05
1000	Sanofi	868	888	858	- 1 15
1770	S A T	1820	1810	1830	+ 0 55
335	Saul. Chât.	280	280	275	- 1 79
1630	Saupiquet (Ny)	1255	1266	1266	+ 0 88
1020	Schneider	860	860	847	- 1 51
23	SCOA	19 10	19	18 90	- 1 05
1300	S.E.B.	1062	1090	1063	+ 0 09
480	Sefimeg	437	446	452	+ 3 43
715	Segard A.	565	588	571	+ 1 06
1550	S F I M	1301	1305	1305	+ 0 31
265	S G E	224	224	212	- 5 36
550	Simco	556	560	548	- 1 44
960	St. Rossignol	980	980	980	....
1040	Sligos	915	925	938	+ 2 51
565	Société Géné.	471 80	478	470	- 0 38
126	Sodexco(B)	123	125	125	+ 1 63
161	Sodero(Ns)	159 20	153 50	153 60	- 3 58
600	Sodexho	535	533	557	+ 4 11
100	Sogenal(Ny)	95 90	95	93 20	- 2 82
495	Sogerap	462	460	460	- 0 43
1700	Sommer-Allib.	1488	1500	1400	- 5 91
1470	Source Perrier	1415	1415	1410	- 0 35
685	Sovac	608	615	611	+ 0 49
680	SPEP	529	520	518	- 0 19
755	Spie-Batignol	539	558	547	+ 1 48
1320	Strafor	1185	1160	1175	- 0 84
430	Suez	340	345 10	340 90	+ 0 26
610	Synthélabo	538	530	524	- 2 60
104	Thomson	99	99	98	- 1 01
715	Total	602	605	604	+ 0 33
118	- (certif.)	105	110	110	+ 4 76
400	Truffaut Fin.	368	365 10	365 10	- 0 79
605	U.A.P.	482	480	477 60	- 0 91
405	U F B Locab.	385	380	385	....
1200	U I C	1026	1060	1050	+ 2 34
635	U I F	560	565	553	- 1 25
900	U I S	830	830	830	...
850	Unibail	771	772	798	+ 3 50
255	U.C.B.	219	220	220	+ 0 46
580	Valéo	426	435	410	- 3 76
320	Vallourec	261 30	266	267 50	+ 2 37
420	Via Banque	390	390	387	- 0 77
1450	Zodiac	1210	1201	1181	- 2 40
1230	Elf Gabon	1615	1615	1600	- 0 93
143	Amax	132 10	132 60	132 60	+ 0 38
157	Amer. Express	141	143 50	143 50	+ 1 77
205	A.T.T.	184 20	184 10	184 10	- 0 05
160	Anglo Amer.C.	173	185 50	186	+ 7 51
420	Amgold	511	529	529	+ 3 52
295	Banco Santander	241	240	240 10	- 0 37
940	B.A.S.F.	855	840	840	- 1 75
985	Bayer	853	856	856	+ 0 35
83	Buffelsfont.	100	104 10	104 10	+ 4 10
111	Chase Manh.	99 30	100 90	100 90	+ 1 61

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
127	De Beers	120	124 20	125	+ 4 17
2750	Deutsche Bank	2415	2430	2430	+ 0 62
1560	Dresdner Bank	1340	1347	1347	+ 0 52
63	Driefontein	77	80	81	+ 5 19
220	Du Pont-Nem.	197 50	205	205	+ 3 80
215	Eastman Kodak	214 50	229	229	+ 6 76
15	East Rand	28	34 05	34 50	+ 23 2
68	Echo Bay	76 70	78 95	78 70	+ 2 61
240	Electrolux	200	200	204	+ 2 00
1220	Ericsson	1105	1115	1115	+ 0 90
265	Exxon Corp.	275	279 50	279 50	+ 1 64
240	Ford Motor	200 10	200 30	200 30	+ 0 10
46	Freegold	64 50	69	69 10	+ 7 13
15	Gencor	16 15	16 50	16 80	+ 4 02
405	Gén. Elect.	349 50	355 50	355 50	+ 1 72
270	Gén. Motors	210	211 50	211 50	+ 0 71
545	Gén. Belgique	479	473	473	- 1 25
67	Gd. Métropol.	60 20	59 30	59 10	- 0 64
81	Guinness	73 50	72 40	72 50	- 1 36
24	Hanson PLC	20 60	21 10	21 30	+ 3 40
37	Harmony Gold	60	63	63 40	+ 5 67
245	Hewlett Packard	196 50	200 50	200 50	+ 2 04
53	Hitachi	43 10	45	45	+ 4 41
930	Hoechst	838	836	836	- 0 24
99	Homestake	120 60	125 20	126	+ 4 89
114	Imp. Chemical	95 10	96	96	+ 0 95
845	I.B.M.	542	553	553	+ 2 03
315	I.T.T.	289	294	294	+ 1 73
148	Ito Yokado	118 50	117 40	117 40	- 0 93
77	Matsushita	61 05	63 30	63 30	+ 3 69
18 50	Maxwell	17 65	17 65	17 65	...
195	Mc Donald's	156	158 50	158 50	+ 1 60
490	Merck	435	457	457	+ 5 06
490	Minnesota M.	439	441	441	+ 0 46
355	Mobil corp.	352	357	357	+ 1 42
200	Morgan J.P.	188 30	189 50	189 50	+ 0 64
33700	Nestlé	31650	31550	31550	- 0 32
1080	Nixdorf	1000	1007	1007	+ 0 70
173	Norsk Hydro	194 10	197 90	197	+ 1 49
105	OFSI	151	157	157	+ 3 97
1930	Pétrofina	1874	1822	1822	- 2 77
275	Philip Morris	239	244	244	+ 2 09
86	Philips	74 50	74 30	74 60	+ 0 13
90	Placer Dome	98 50	103 90	103 90	+ 5 48
290	Quilmès	262	250 10	253	- 3 44
25	Randfontein	35 10	40	40	+ 13 9
440	Royal Dutch	437 60	437 10	437 10	- 0 09
56	R T Z	52 60	52 50	52 50	....
8	Saat.& Saatchi	6 70	6 50	6 55	- 2 24
45	St Helena	62 50	65 90	65 90	+ 5 44
350	Schlumberger	349	349 10	349 10	+ 0 03
48	Shell transp.	48	47 80	47 80	- 0 42
2580	Siemens	2245	2240	2250	+ 0 22
320	Sony	269	273	274	+ 2 17
87	Sumitomo Bank	68 20	69 90	69 90	+ 2 49
265	T.D.K.	216 50	219	219	+ 1 15
52	Telefonica	44 80	44 95	44 95	+ 0 33
38	Toshiba	31 05	32 40	32 50	+ 4 67
480	Unilever	431 50	439	439	+ 1 74
330	Unic.Techn.	270	272	272	+ 0 74
395	Vaal Reefs	513	534	534	+ 4 09
330	Volvo	289	293	293	+ 1 38
176	West. Deep.	228	239	239	+ 4 82
255	Xerox Corp.	230	233	233	+ 1 30
109	Yamanouchi	90 50	89 10	89 10	- 1 55
1 82	Zambia Cop.	1 89	1 96	1 96	+ 3 70

COMPTANT (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp.Etat 8,8%77	118	2
Emp.Etat 9,8%78	99 85	0 88
10,80% 79/94	101 50	10 17
Emp.Etat 13,25%80	100	13 17
Emp.Etat 16%82	100 01	15 95
Emp Etat 14,6% 83	102 06	6 96
Emp.Etat 13,4%83	108 85	8 86
Emp.Etat 12,2% 84	104 10	10 36
Emp.Etat 11% 86	104 55	5 24
10,25% mars 86	100 40	4 35
OAT 10% 5/2000	99 85	2 16
OAT 9,9% 12/1997	100 15	6 61
OAT 9,8% 1/1996	99 25	5 26
PTT 11,2% 85	103 45	7 23
CFF 10,30% 86	97 95	5 23
CNB Bques 5000F	99 90	1 16
CNB Paribas 5000F	100 15	1 16
CNB Suez 5000F	100 15	1 16
CNE 11,6% 86	101 85	2 04
CNI 1/82 5000F	99 85	1 16
CNT 9 % 86	....	2 86
CRH 10,90% déc.85	102	6 10
CHARB FCE 3% 100	152	....
CNCA	1130 30	....
Cerus	....	....
CGE 6 janv. 89/99	546	....
Drouot Ass.8%85cv	....	....

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Agache (ste fin.)	1368	1330
Applications Hydr.	1500	1455
Arbel	894	883
Astorg	320 80	310
Bains C.Monaco	1051	993
B.Hypoth.Europ.	350	350
B.N.P. Intercont.	259 50	250
Beghin-Say (C I)	580	....
Bénédictine	3960	3675
Blanzy Ouest	3407	2981 o
B T P	91 20	93
Cambodge	765	743
Carbone Lorraine	959	939
Case Poclain	21 20	21 20
C.E.G.F (Frigor.)	406	394
Centenaire Blanzy	595	596
Cerabati	101	98
Champex Ny	136	136
CIC (CIP)	195	196
C.I.M.	822	825
C.I.T.R.A.M. (B)	2170	....
Clause	581	....
Cofradel	1220	....
Cogifi	365	364
Comiphos	618	602
Cie Industrielle	6760	6750
Cpt Lyon Alemand	598	594
Concorde	855	860
Constr.Méc.Prov.	40	40
Crédit Gén.Ind.	400	400
Cr Universel (Cie)	823	822
Créditel	127 70	127 70
Darblay	737	760
Degremont	1474	1450
Delalande	2265	2250
Delmas Vieljeux	4350	4400
Didot Bottin	1280	1250
Drouot Assu.	250	250
Eaux Bassin Vichy	2685	2720
Eaux Vittel	985	956
Ecia	248 20	253
Electro-Banque	342	343
Elf Antargaz	1900	....
E.L.M. Leblanc	760	740
Eneli Bretagne	502	....
Ent.Mag. Paris	4000	4000
Etex (ex. Eternit)	2100	....
Europ Soufres Ind.	38	39 50d
Finalens	310	310
F.I.P.P.	179	....
F.M.A.C.	1920	1865
Foncière (Cie)	762	732
Fonc.Lyonnaise	981	990
Foncina	550	528
Fougerolle	761	750
France I.A.R.D.	950	960
France SA (La)	1693	1735
From. Paul-Renard	2548	....
Gaumont	960	970
Genefim	312	310
Gévelot	576	580
G.F.C.	459	450
G.F.I.I.	316 90	310
Grds Moulins Paris	1530	....
Groupe Victoire	1615	....
G.T.I (Transport)	551	564
Immobail	380	380
Immobanque	765	765
Im.Marseillaise	6600	6550
Imm. Plaine-Monceau	490	490
Immofice	490 60	490 60
Invest.(Ste Cle.)	3280	3182
Jaeger	90 20	90
Lambert Frères	408	....
Lille Bonnières	1600	1599
Loca-Expansion	339	332 20
Locafinancière	502	510
Locasol	284	....
Louis Vuitton	869	869
Louvre	4680	4611
Lucia	1931	1940
Machines Bull	53	52
Mag.Uniprix	187	....
Magnant	1170	902 o
Métal Déployé	560	550
Mors	154	150
Navigation (Nle)	270	270
Nozal	155	155
Optorg	363	352 20
Oréal (CI)	230	....
Origny-Desvroise	1380	1360
Palais Nouveauté	1105	1090
Paluel Marmont	669	669
Parfinance	201 10	202
Paribas (CIP)	650	648
Paris France	221 30	....
Paris Orléans	273	265
Parfinans Invest	450	432
Paternelle RD	1258	1141
Pathé Cinéma	1112	1112
Piper Heidsieck	2180	....
P.L.M.	350	336 o
Porcher	700	680
Promodès (CI)	919	898
Publicis	840	825
Rochefortaise	160	160
Rosario	280	288
Rougier	490	....
S.A.C.E.R.	580	570
S.A.F.A.A.	487	....
S.A.F.I.C Alcan	460	441 60o
SAFT	1810	1820
Saga	219	212 50
Salins du Midi	614	600
Satam	117 90	113 20
Savoisienne M.	167 10	....
S.C.A.C.	780	775
Senelle Maubeuge	450	440
S.Escl.Part. (M)	171	....
Silic	780	780
Sinvim	407	405
S.I.P.H.	420	420
Sofal	750	740
Soffo	613	658 o
Soficol	1100	1076
Soficomi	630	....
SOFIP (M)	500	....
Sofragi	1600	....
Sophia-Bail	461	460
Sopagri	180	180
Saudure Autogène	890	864
Sovabail	520	518
Stemi	721	728
Suez (CIP)	325	324 90
Taittinger	4800	4800
Télémécanique Elect.	4650	4650
Testut-Aequitas	1050	1050
Tour Eiffel	275 60	276
Ufiner	1150	1048 o
U.T.A.	2203	....
Vicat	400	408
Viniprix	1610	1600
Virax	176 70	176 70
Waterman	1500	1500
Maroc Sté Brasserie	250	250

Etrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	954	880 o
Akzo Nv Sico.	337	....
Alcan Aluminium	121 50	121
Algemene B.Ned.	100	....
American Brands	351 50	....
Arbed	730	728
Asturienne Mines	177 60	....
Banco Popular Espa.	473	....
Banque Ottomane	1880	1892
B.Reglements Int	35100	....
Can.Pacifique	89	....
Chrysler Corp.	71	....
C I R	20	....
Commerzbank	940	....
De Beers (port.)	137	....
Dow Chemical	239	....
GBL (Brux Lamb.)	572	....
Gevaert	1225	....
Glaxo Holdings Ltd	73 50	....
Goodyear Tire	135	....
Grace and Co (WR)	138	....
GTE Corp.	155	....
Honeywell Inc.	515	....
Johannesburg	1445	....
Kubota	29 10	....
Latonia	310	310
Midland Bank	26	....
Noranda Mines	90	....
Olivetti priv.	17	....
pakhoed hold.	621	....
Pfizer Inc	385	383
Procter Gamble	424	....
Ricoh	32	....
Robeco	273	273
Rodamco NV	222 50	222 80
Rolinco	265 50	266 50
Saipem	8	8
Sema Group	52	52
SKF Aktiebolaget	125 50	....
Tenneco Inc.	355	340
Thorn Electrical	67 70	67
Toray Ind.	22	....
Vieille Montagne	3000	....
Wagons Lits	1750	....
West Rand Cons.	17 20	19 30d
Whitman Corp.	125	....

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Bque Hydro Energie	315	....
Butorf	815	....
Calciphos	210	210
C G H Cogenhor	100	....
C. Occid. Forestière	180	....
Chambourcy (M)	978	....
Cochery Bourdin	350	....
Coparex	610	610
Europ. Accum.	64 10	....
Gechot S.A.	96	....
Gay Degrenne	430	....
Haribo Ricqles Zan	210	....
Hoogovens	297	....
Lecteurs du Monde	320	....
Merlin Imm.	240	....
Nicolas	960	...
Particip Perrier	378 50	....
Rorento N.V.	173 50	174 10
St-Gobain-Emballage	2580	2183 o
Sema Metra	315	333 50
S.E.P.R.	1522	....
Siti	410	442 80o
S.P.R. act. B	392 90	....
Ulines	380	....
Wonder	988	755 o

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 14/8	COURS DES BILLETS achat	COURS DES BILLETS vente
Etats-Unis (1 usd)	5 290	5 293	5 100	5 550
Ecu	6 965	6 970	....	....
Allemagne (100 dm)	335 540	335 760	324	344
Belgique (100 F)	16 309	16 315	15 750	16 800
Pays-Bas (100 fl)	297 850	298 090	287	307
Italie (1000 lires)	4 575	4 572	4 350	4 850
Danemark (100 krd)	87 950	87 940	84	92
Gde.Bretagne (1 L)	9 973	....	9 500	10 300
Grèce (100 drachmes)	3 409	....	4 050	4 050
Suisse (100 f)	400 280	....	386	408
Suède (100 krs)	91 280	....	87	95
Norvège (100 k)	88 640	....	82	90
Autriche (100 sch)	47 692	....	46 200	49 500
Espagne (100 pes)	5 468	....	5 200	5 750
Portugal (100 esc)	3 804	....	3 500	4 300
Canada (1 $ can)	4 812	....	4 400	4 800
Japon (100 yens)	3 519	....	3 660	3 660

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 14/8
Or fin (kilo en barre)	68900	70450
Or fin (en lingot)	68950	71300
Napoléon (20f)	439	469
Pièce Fr (10 f)	375	.....
Pièce Suisse (20 f)	476	492
Pièce Latine (20 f)	423	431
Souverain	511	527
Pièce 20 dollars	2560	2690
Pièce 10 dollars	1300	1400
Pièce 5 dollars	860	.....
Pièce 50 pesos	2645	2800
Pièce 10 florins	430	440

SICAV (sélection) 13/8

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	1040 53	1015 15
Actilion	218 68	213 81
Agepargne	777 07	743 61
Agéplacement	6903 77	6903 77
Agepremière	105 68	105 36
AGF Actions et CIP	1111 19	1084 09
A.G.F. 5000	644 64	628 92
AGF ECU	1005 32	995 37
AGF Foncier	118 97	116 07
AGF Invest Sicav	114 66	111 86
AGF Interfonds	406 78	396 86
AGF Oblig.	1081 31	1056 03
AGF Sécurité Sicav	10787 33	10787 33
A.G.F.I.M.O.	670 37	654 02
AMERI-GAN	5939 35	5710 91
Amplitude	629 81	611 47•
Arbitrages Court.T.	8095 16	8082 98
Associc.	1112 22	1112 22
Atout Futur	353 12	344 51
Aurecic	1343 13	1304 01
Avenir Alizés	1585 16	1534 47
Avenir CIC	105 18	102 12
Axa Capital	140 92	134 85
Axa Europe	121 18	115 98
Axa Investiments	119 84	114 68
Axa NPI	106 26	101 68
Axa Valeurs PER	125 88	120 46
Capimonétaire	5397 18	5391 79
Capioblig	5508 09	5426 69
Capracic	1101 49	1085 21
Capital-Monde	378 52	389 29
Capital Plus	1726 09	1726 09
Casden Pierre	33 43	32 61
Conxis	1119 96	1092 64
Comptavalor	5969 73	5950 30•
Convertimmo	397 08	381 81
Cradinter	469 17	455 50
Credit Mutuel Capital	1092 80	1071 37
Diese	1166 96	1138 50
Drouot France	820 95	785 60
Drouot Investiss.	1007 95	964 55
Drouot Sécurité	238 26	228
Drouot Sélection	138 08	132 14
Ecocic	1052 42	1036 87•
Ecuper	122 76	117 47
Ecureuil Capitalisation	2167 77	2146 31•
Ecureuil Invest.	397 56	385 98•
Ecureuil Monepremière	56663 69	56663 69
Ecureuil Monétaire	33390 06	33390 06
Ecureuil Trésorerie	2072 42	2072 42
Ecureuil Trimestr.	1947 95	1928 66•
Elicash	357109 27	357109 27
Energie	291 95	278 71
Eparcic	3047	3047
Eparcourt-Sicav	4259 22	4248 60
Epargne Associat.	24686 76	24628 82
Epargne Capital	8935 06	8846 59
Epargne Court Terme	575 53	575 53
Epargne Croissance	1578 48	1536 23
Epargne Industrie	93 26	90 76
Epargne J.	59350 44	59350 44
Epargne Long Terme	190 98	185 87
Epargne Monde	1223 68	1190 93
Epargne Obligat.	186 87	181 87
Epargne Première	12380 33	12288 17
Epargne Quatre	1088 34	1057 27
Epargne-Unie	1295 84	1284 23
Epargne Valeurs	430 88	419 35
Epsilon	1164 45	1152 92
Eufinvest	674 06	654 43•
Eurocic Leaders	1047 17	1016 67
Eurodyn	1155 31	1127 13
Euro Gan	7136 41	6881 93
Euromaf	26 58	26 19
Fonsicav	12141 79	12141 79
FRANCE-GAN	9206 44	8852 35
France Garantie	259	258 48
France Investiss.	439 89	428 97•
France Oblig.	450 05	445 69•
Francic	449 89	436 79
Francic Pierre	113 94	110 62
Francic-Régions	1270 27	1233 27
Fructi-Association	30 31	30 31
Fructi-Capi	34 99	34 47
Fructi Court	120536 45	120536 45
Fructidor	230 22	226 82
Fructi-Ecu	556 68	548 45
Fructi-Epargne	29 07	28 36
Fructifrance	863 13	842 08
Fructimmo	30 97	30 21
Fructi-Première	10296 11	10143 95
Fructivar	4633 83	4622 27
Futuroblig	1197 63	1168 42
Gestilion	12469 63	12407 59
Gest.Associations	152 09	148 74
Gest. F. Sécur.	10203 25	10152 49
Horizon	1164 17	1130 26
Interepar	103798 80	100775 53
Interoblig	11761 07	11308 72
Intersélection Fce	526 39	511 06
Japacic	163 32	158 56
Jeunepargne	249 30	245 62
Laffitte Amerique	204 87	195 58
Laffitte Europe	281 86	269 08
Laffitte Expan.	263 12	251 19
Laffitte France	326 32	311 52
Laffitte Immobil.	251 10	239 71
Laffitte Japon	424 29	405 05
Laffitte Oblig.	136 53	130 34
Laffitte Rendement	178 73	170 63
Laffitte Tokyo	364 75	348 21
Lainade	5761 59	5762 96•
Leumi C.T.	10750 10	10750 10
Leumi L.T.	5892 12	5720 50
Lion Association	11240 80	11240 80
Lion Institution	24610 98	24549 81
Lionplus	821 15	805 05
Lion Trésor	2081 58	2060 97
Lion 20 000	22480 49	22480 49
Livret Bourse Inv.	519 80	504 66
Livret Portefeuil.	671 37	651 82
Méditerranée	191 19	182 96
Mensuel CIC	10086 52	9965 85
Mondial Investissem.	407 36	388 89
Monecic	5378 39	5379 39
Monedem	57294 48	57294 48
Mone.J.	61884 44	61884 44
Monévalor	69613 72	69613 72
Mutualité dépôts	11484 75	11461 83•
Mutuelle Unie Sél.	147 29	140 95
Natio Court Terme	240359 00	240359
Natio-Epargne	14804 92	14757 36
Natio-Ep. Ret.	124 03	120 71
Natio Eparg.Trésor	6620 54	6607 33
Natio-Imm.	1216 49	1183 93
Natio-Inter	1160 35	1129 29
Natio-Monétaire	21677 40	21677 40
Natio Obligations	500 09	486 71
Natio-Patrimoine	1430 68	1392 39
Natio-Placements	64896 27	64896 27
Natio-Revenu	990 70	980 89
Natio Sécurité	12048 76	12048 76
Natio-Valeurs	805 68	784 12
Nippon-Gan	5637 89	5421 05
Nord Sud Dévelop	1289 29	1286 72
Obli-Associations	124 29	123 06
Oblicic-Mondial	2302 11	2268 09
Oblicic-Régions	1004 41	989 57
Oblig. des cais.	151 89	149 65
Oblilion	1111 13	1100 13
Oblisécurité	10914 68	10914 68•
Optimat	31379 63	30465 66
Oraction	1140 80	1112 78
Orvalor	6322 97	6094 43
Paribas Epargne	17626 17	17590 99
Paribas Opportunités	115 47	110 76
Paribas Patrimoine	520 74	499 51
Paribas Revenus	88 63	87 75
Patrimoine Retraite	188 65	184 95
Pervalor	645 47	628 67
Phénix Placement	281 85	273 64
Pierre Investissements	731 86	714 01
Placement A.	1188 75	1165 44•
Placements C T	7623 27	7608 05•
Placement J.	6126 95	6114 72•
Placement Premier	5611 37	5600 17•
Plénitude	118 85	115 67•
Porte Gestion	55658 40	55558 40
Première Oblig.	10861 16	10850 51•
Prév. Ecureuil	108 64	106 71•
Privassociation	24998 89	24998 89
Proficius	1046 24	1020 72
Quartz	125 46	122 40
Réalvalor	952 91	925 16
Rentacic	158 97	156 62
Revenus Trimestr.	5211 29	5159 69•
Revenu-Vert	1122 91	1106 32
St Honoré Bio-Alim.	887 56	847 31
St Honoré Global	253 25	241 77
St Honoré Mat Plac.	219 58	209 62
St Honoré Pacifique	589 09	562 38
St Honoré PME	525 72	501 88
St Honoré Réel	12746 80	12696 02
St Honoré Services	491 76	472 86
St Honoré Techno	741 90	708 26
Sécuric	1494 04	1494 04
Sécuri-Gan	12924 46	12671 04
Sécuri-Taux	1188 58	1188 58
Sicasdeo	688 61	678 43
Sicav Associations	1579 90	1577 53•
S.F.I. fr. et etr.	694 56	674 33•
Sicav 5.000	407 78	396 87
S.I. Est	1441 90	1379 81
Silvafrance	669 59	651 67
Sivam	409 81	398 84
Sivarente	205 42	201 39
Slivinter	420 44	409 19
S.N.I.	1175 63	1141 39
Sogépargne	341 31	328 97
Sogéroc	53559 30	51999 32
Sogevar	1043 01	995 71
Soginter	1263 32	1206 03
Soleil Investissements	510 08	490 46
Solstice	2047 66	2042 55
Stratégie Actions	1004 24	965 62
Stratégie Rendements	1209 19	1171 13
Technocic	1054 99	1024 28
Techno-Gan	5743 16	5522 27
Thesora	552 87	547 40•
Transplus	132 60	126 89
Trésor Avenir	106 68	104 63•
Trésor Plus	1085	1074 26
Trésor Réel	12203 47	12203 47
Trésoricic	109474 85	109474 85
Trilion	5100 30	5049 80
U.A.P.Investiss.	450 06	433 79
U.A.P. Act. F.	563 95	543 57
U.A.P. Act. Sél.	615 16	592 93
U.A.P. Aedifi.	624 16	601 60
U.A.P. Alizé	199 18	191 98
U.A.P Alto	163 12	157 22
UAP Moyen Terme	117 14	112 91
Uni-Associations	118 36	118 36
Uni-Foncier	1398 90	1364 78
Unifrance	565 39	551 60
Uni-Garantie	1301 84	1278 82
Uni Régions	1529 18	1491 88
Unirente	2402 36	2343 76
Univar	203 91	203 91
Univers Actions	1249 07	1218 60
Univers-Obligations	1624 40	1584 78
Valorem	526 44	513 60
Valorg	1771 69	1769 92
Valrel	46367 81	45346 14
Vazben	24602 09	24577 49

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - • : prix précédent - ■ : marché continu

Le Monde

URSS

M. Gorbatchev réhabilite l'ensemble des victimes du stalinisme

M. Mikhaïl Gorbatchev a réhabilité, par un décret publié lundi 13 août, l'ensemble des victimes des répressions politiques de Staline « des années 20 à 50 ».

MOSCOU

de notre correspondant

Les millions et millions de paysans, citadins, représentants de minorités nationales ou de communautés religieuses, qui furent dispersés, anéantis, fusillés pendant la longue nuit stalinienne sont réhabilités.

Des milliers de personnes condamnées dans l'arbitraire le plus total ont déjà été réhabilitées et des peuples déportés dans des conditions inhumaines ont été blanchis des accusations de collusion avec les nazis. Mais des millions de victimes innocentes, emportées par le tourbillon destructeur de la collectivisation ou *« exilées avec leurs familles dans des régions éloignées du pays, sans moyens d'existence, sans droit à la parole »*, n'avaient pas encore été réhabilitées.

M. Mikhaïl Gorbatchev réhabilite les paysans et *« tous les autres citoyens »* condamnés dans les années 20 à 50 pour des *« motifs politiques, sociaux, nationaux, religieux et autres »*. Les chiffres des victimes varient considérablement, de 3 millions jusqu'à 20 à 40 millions de morts, selon Robert Conquest, l'un des meilleurs spécialistes occidentaux de la terreur stalinienne.

Lénine de plus en plus critiqué

Le décret présidentiel relève que le *« rétablissement de la justice, entamé avec le vingtième congrès »* de 1956, où Khrouchtchev amorça la déstalinisation, *« fut conduit de façon inconséquente et s'interrompit de fait dans la deuxième moitié des années 60 »*. M. Mikhaïl Gorbatchev appartient bien à la génération du « dégel ». Mais il va plus loin que Nikita Khrouchtchev, il conduit en fait jusqu'à son terme la gigantesque entreprise ébauchée par son prédécesseur. M. Gorbatchev veut que le pouvoir soviétique rompe définitivement avec son héritage stalinien. Le rétablissement de la justice *« est nécessaire à nous tous, à toute une société qui se dirige vers la renaissance morale, la démocratie et la légalité »*.

Le décret prend soin cependant de souligner en préambule que les *« répressions de masse »* commises par la *« direction stalinienne au nom de la révolution, du parti, du peuple »* débutèrent *« au milieu des années 20 »*. Le décret sur *« le rétablissement des droits de toutes les victimes des répressions politiques des années 20 à 50 »* ne s'applique par conséquent pas à l'époque de Lénine, mort en 1924. Lénine est cependant de plus en plus ouvertement critiqué, et il ne se passe pas de semaine sans que l'on apprenne qu'une statue du fondateur de l'Etat soviétique a été déboulonnée. Mais les milliers de victimes du « communisme de guerre », au tout début des années 20, pourtant l'une des périodes les plus sombres de l'histoire soviétique, ne sont pas touchées par le décret présidentiel. Le texte ne s'applique pas non plus aux Soviétiques ayant collaboré avec l'occupant nazi. – *(Intérim.)*

□ **Rencontre caucasienne au sommet.** – Les présidents des Républiques soviétiques du Caucase, Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie, vont se rencontrer prochainement à Tbilissi pour *« discuter des questions vitales pour les relations entre leurs Républiques »*, a rapporté lundi 13 août la *Pravda*. – *(AFP.)*

□ **Nouveau premier ministre arménien.** – M. Vazguen Manoukian, doyen de l'université d'Erevan et nationaliste arménien membre du Comité Karabakh, a été élu lundi 13 août premier ministre de la République d'Arménie. – *(AFP.)*

CARTES POSTALES

L'envoûtement de Nohant

La visite commença par la cuisine, ses carreaux rustiques, les clochettes qui permettaient de sonner les domestiques. Le guide fit remarquer que les poteries à brûler les châtaignes portaient le nom de *« diables »*.

La salle à manger était coiffée d'un murano éthéré. Le lustre aurait été offert par un médecin rentré de Venise avec George après avoir soigné Musset. Le guide souligna que Musset rentra seul au lieu d'insister sur le fait qu'il rentra.

Une table était dressée aux noms de Tourgueniev, Flaubert, Chopin, Pauline Viardot, la cantatrice, la *« noire et maigre sauterelle »* de *Consuelo*, et du prince Jérôme Napoléon, parrain de la petite Aurore, qui s'était aussi attribué un couvert. Le guide expliqua que la petite-fille de George, née en 1866, n'aurait pu y dîner le même soir que Chopin, déjà congédié d'un *« ce n'est pas la peine d'y revenir »*. Mais, Aurore, pour être là, avait préféré bousculer les préséances de la chronologie.

Dans la salle des portraits le jour s'assombrissait. Il n'était pas impossible que le papier fût d'époque. Il manquait en tout cas deux portraits : celui de la mère de George, une roturière, fille d'un oiseleur de Paris. Et celui de François-Casimir Dudevant, le baron, auteur d'une grande réussite conjugale et de quelques coups de feu. On en était au piano que George avait acheté pour 750 francs-or après la mort de celui que seul Mozart surpasse *« parce que Mozart a en plus le calme et la santé »*. Quand une visiteuse demanda d'où venait ce petit guéridon, là, dans la chambre à baldaquin.

Le guide eut l'air excédé d'avoir à répondre à cette question, qui lui était malheureusement posée. Puis, sans plus tarder, il *s'élança*. Ce petit guéridon verni était bien marqué des trois points et du compas. Mais il ne fallait pas voir des mystères partout, on n'en sortirait pas. D'un point de vue exotérique, ce guéridon n'était qu'un pupitre à musique convertible en table de jeu.

D'un point de vue ésotérique, on ne pouvait toutefois que faire remarquer que nombre des proches de George étaient introduits dans les cercles maçonniques, qu'elle-même avait signé un *Compagnon du tour de France*. Et, derrière les cathédrales, il ne convenait pas de négliger le message des bâtisseurs, un message remontant à la nuit des temps, inscrit dans les dimensions de l'Arche comme de la tour Eiffel.

Mais il fallait cesser de faire mystère de tout. D'ailleurs, on ne visiterait pas le cabinet de travail de George, un boudoir respectant le nombre d'or, pour ne pas déranger la harpe et l'harmonie. On pourrait tout au plus apercevoir la plume de George à travers le reflet d'un miroir à pied.

Et là, dans le miroir, George, soudain, s'est mise à écrire. La tête dans un placard-secrétaire, elle commençait *Consuelo*, la première irruption d'une femme parmi les *Invisibles*. Là, dans l'ovale de la glace, George Sand écrivait, envoûtée.

De Nohant (Indre)
CORINE LESNES

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 14 août 1990 a été tiré à 486 463 exemplaires.

RDA

Les Allemands de l'Est et le « mensonge » du Mur

BERLIN-EST

de notre correspondant

Les Allemands de l'Est ont célébré le vingt-neuvième anniversaire de l'édification du mur de Berlin, le 13 août 1961 – considéré l'an dernier encore dans *Neues Deutschland*, organe du PC est-allemand, comme *« le jour qui a apporté la stabilité dans la construction du socialisme »* – en s'interrogeant sur un *« mensonge »* : ils admettent aujourd'hui qu'ils furent nombreux à se ranger aux arguments de la propagande officielle.

Erich Honecker, l'homme qui en tant que secrétaire du comité central pour la sécurité, avait supervisé sa construction, assiste, malade, silencieux et privé de tous pouvoirs, d'un hôpital militaire soviétique, à la mise en morceaux du *« rempart de défense antifasciste »*, dont des blocs sont achetés par des musées occidentaux du monde entier.

Repression et sclérose

En pleine guerre froide, plus d'un Allemand de l'Est a cru à la volonté de l'Ouest, dénoncée par le SED au pouvoir, de déstabiliser la RDA. La vraie raison cependant, économique, qui avait poussé l'équipe de Walter Ulbricht à établir une frontière étanche pour empêcher l'émigration massive (2,6 millions de départs de RDA entre 1949 et 1961), a finalement provoqué sa réouverture, en 1989. Le système socialiste ne fonctionnait pas économiquement, et le mur n'a servi qu'à la répression et à la sclérose politique, sans véritablement apporter l'essor économique espéré.

Pour Ibrahim Boehme, ancien communiste devenu dissident, emprisonné à plusieurs reprises et cofondateur, il y a un an, du nouveau Parti social-démocrate (SPD) est-allemand, le mur est le symbole *« qui donnera encore longtemps la possibilité de discréditer l'idée de socialisme démocratique »*.

Bien des citoyens de RDA avaient composé et fait la paix intérieurement avec la réalité du mur, estime le *Berliner Zeitung*, le plus grand journal est-berlinois, qui se demande si sa disparition ne va pas trop vite, si les gens auront le temps de digérer leur histoire. Un autre journal est-berlinois indépendant, *Der Morgen*, s'interroge sur les mécanismes qui ont *« engendré en masse opportunistes et dissimulateurs »*. La discussion *« sur le renouvellement moral et spirituel reste cantonnée à la table de famille ou de café »*.

Près de la moitié des 46,3 km du mur à l'intérieur de Berlin a déjà disparu depuis le début des travaux de destruction, fin avril, mais le débat de fond commence seulement sur une réalité aux multiples résonances, aussi bien politiques et psychologiques, symbole par excellence de la guerre froide. – *(Interim.)*

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Des émeutes contre le plan d'austérité ont fait trois morts

Trois personnes au moins ont été tuées lundi 13 août par l'armée au cours de la première journée de grève générale de protestation contre le plan d'austérité annoncé la semaine dernière par le gouvernement dominicain. Le mot d'ordre lancé par les syndicats et les organisations populaires et appuyé par l'opposition a été massivement suivi dans tout le pays.

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant

A Saint-Domingue, les commerces et les bureaux sont restés fermés. Très peu de véhicules circulaient dans les rues, occupées par plusieurs milliers de policiers et de militaires. En fin de matinée, de violents incidents ont éclaté entre les forces de l'ordre et des groupes de jeunes manifestants qui tentaient d'ériger des barricades de pneus enflammés dans les quartiers pauvres du nord de la capitale.

C'est au cours d'affrontements de ce genre que trois personnes ont été tuées dans trois villes du centre et du sud-ouest de la République. Selon Mariano Negron, l'un des porte-parole du comité de grève, plusieurs dizaines de personnes ont été blessées par balles et près d'un millier arrêtées au cours des dernières vingt-quatre heures.

Hausse des prix et dévaluation

La poursuite de la grève pourrait mettre en péril les cérémonies d'investiture du nouveau gouvernement jeudi prochain. Le président Joaquin Balaguer, un conservateur qui fêtera ses quatre-vingt-quatre ans le 1er septembre prochain, avait été réélu en mai dernier au cours d'élections entachées de fraude, selon le Parti de la libération dominicaine, la principale formation de l'opposition. Jusqu'à présent, le président vénézuélien Carlos Andres Perez est le seul chef d'Etat ayant confirmé sa participation à la cérémonie de prestation de serment du président Balaguer.

Parmi les principales dispositions de ce plan d'austérité, qualifié de *« pacte de solidarité économique »* par le gouvernement, figurent un doublement du prix des carburants, une forte hausse des prix des principaux produits alimentaires et une dévaluation de 43 % du peso dominicain. Un premier programme d'ajustement demandé en avril 1984 par le Fonds monétaire international avait provoqué deux jours d'émeutes et deux cents morts.

JEAN-MICHEL CAROIT

L'Emir du Koweït demande à M. Mitterrand de garantir le respect des sanctions contre l'Irak

L'émir du Koweït, Cheikh Jaber Al-Ahmed Al-Sabah, renversé le 2 août par les forces irakiennes, a demandé au président François Mitterrand de garantir la mise en oeuvre effective des sanctions décidées contre l'Irak par le Conseil de sécurité de l'ONU, indiquait-on mardi 14 août de source proche de l'Elysée.

Le gouvernement koweïtien a adressé un message à plusieurs pays occidentaux, Etats-Unis et Grande-Bretagne notamment, leur demandant de s'assurer que l'embargo de l'ONU contre les exportations irakiennes et koweïtiennes soit respecté. Londres et Washington se sont fondés sur cette demande pour imposer un blocus *de facto* à l'Irak.

La France, en revanche, avait considéré qu'un tel blocus constituait un *« acte de guerre »* et allait au-delà des sanctions décidées par l'ONU, une interprétation partagée par le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar. Paris avait fait savoir en conséquence que ses navires qui croisent dans la région du Golfe ne procéderaient à aucun arraisonnement par la force.

26 réfugiés albanais refusent d'intégrer un foyer d'accueil en Moselle

Dans la nuit du 13 au 14 août, 26 des 543 réfugiés albanais, arrivés en France et venus du camp militaire de Mourmelon (Marne), ont refusé d'intégrer le foyer d'accueil de Florange (Moselle), où ils devaient être hébergés pendant quelques mois.

Arrivés devant le bâtiment vers 21 heures, les réfugiés n'ont pas voulu quitter le car qui les transportait. Sans même vouloir visiter leur nouveau lieu d'accueil, ils ont demandé leur transfert immédiat dans une *« grande ville »* et à *« aller aux Etats-Unis » (le Monde* du 7 août).

Le sous-préfet de Thionville a tenté de les convaincre de passer la nuit sur place, mais le dialogue a tourné court. Les réfugiés – dont une femme enceinte et deux bébés de six mois et deux ans – ont finalement quitté le car pour rejoindre à pied la gare d'Uckange, à 3 kilomètres. Les gendarmes les ont dissuadés de monter dans le train et les réfugiés ont consenti, vers 3 heures du matin, à passer la nuit dans un gymnase de Florange.

Condamné à neuf ans de réclusion en 1989

Roger Knobelspiess est sorti de prison

Roger Knobelspiess, le délinquant-écrivain qui a passé plus de la moitié de sa vie en prison, est sorti, mardi 14 août, au matin du centre pénitentiaire de Nantes (Loire-Atlantique), bénéficiant du régime de la liberté conditionnelle. Celui qui fut, un temps, le symbole de la possible réinsertion des malfaiteurs, avait été arrêté le 6 avril 1987.

Agé de quarante-trois ans, Roger Knobelspiess a bénéficié d'une large remise de peine après avoir été condamné, en octobre 1989, à neuf ans de réclusion criminelle pour sa participation à un vol à main armée à Thuir par la cour d'assises des Pyrénées-Orientales *(le Monde* des 29 et 30 octobre 1989). Il bénéficie en outre de la confusion de plusieurs autres peines.

A la chancellerie, on affirmait mardi matin que Roger Knobelspiess avait bénéficié *« d'une procédure de libération conditionnelle normale qui touche 60 % des condamnés »* et que le détenu avait comparu en juin devant la commission consultative d'application des peines au ministère de la justice, qui avait rendu un avis favorable.

□ **Le FN à Bagatelle : quatre élus du PS s'adressent à M. Chirac.** – Quatre élus socialistes parisiens ont demandé *« instamment »*, lundi 13 août, à M. Jacques Chirac, président du RPR et maire de Paris, de *« revenir sur sa décision »* d'accorder la pelouse de Bagatelle au Front national pour sa fête annuelle en septembre. Dans une lettre ouverte, MM. Pierre Aidenbaum et Pierre Castagnou, conseillers de Paris, Alain Billon et Serge Blisko, conseillers régionaux d'Ile-de-France, estiment, notamment, que *« c'est l'honneur de tout homme politique de mettre en conformité ses actes avec ses professions de foi »* et affirment n'avoir *« jamais douté du profond attachement du RPR aux valeurs républicaines »*.

□ **Pelège Entreprises a acheté Beprim Industrie.** – Filiale du groupe Pelège, Pelège Entreprises vient d'acheter Beprim Industrie, société de promotion immobilière spécialisée dans les bâtiments d'activités. Le chiffre d'affaires de Beprim Industrie est de l'ordre de 217 millions de francs.

EN BREF

□ **CANADA : soixante-quinze blessés lors de manifestations contre l'occupation d'un pont par des Indiens près de Montréal.** – Plusieurs milliers de manifestants excédés par le blocage d'un pont occupé depuis plus d'un mois par les Indiens Mohawks, se sont heurtés, pendant plus de quatre heures, aux forces de la sécurité du Québec, dans la nuit du dimanche 12 août au lundi 13 août, à Chateauguay, dans la banlieue sud de Montréal. Les affrontements ont fait cinquante-neuf blessés parmi les manifestants et seize parmi les forces de l'ordre. Les incidents sont intervenus après la reprise des négociations, dimanche 12 août, entre les différentes parties afin de mettre un terme à la crise provoquée par la décision de la municipalité d'Oka, d'agrandir un golf sur une terre que les Mohawks considèrent comme sacrée. – *(Reuter, AFP.)*

□ **CUBA : quatre Cubains se réfugient dans la résidence de l'ambassadeur de Belgique à La Havane.** – Quatre Cubains ont pénétré de force lundi matin 13 août, dans la résidence de l'ambassadeur de Belgique à La Havane, ce qui porte à vingt-deux le nombre de réfugiés dans des ambassades occidentales à Cuba où dix-huit sont toujours dans la chancellerie espagnole. L'affaire des réfugiés dans des représentations diplomatiques de la capitale cubaine, avait commencé le 9 juillet dernier à l'ambassade de Tchécoslovaquie. – *(AFP.)*

□ **PÉROU : plusieurs attentats ont fait trois morts et dix neuf blessés.** – L'explosion de deux voitures piégées, l'une au cœur de Lima, à proximité du palais présidentiel, l'autre dans les Andes, à Cuzco, près d'une caserne, et le dynamitage d'un véhicule de la police ont fait trois morts et dix-neuf blessés au Pérou, lundi 13 août, selon la police et des témoins. Ces attentats, commis à la suite de manifestations organisées dans la capitale par des étudiants de gauche pour protester contre le plan d'austérité du président Alberto Fujimori, n'ont pas été revendiqués. – *(AFP.)*

□ **ESPAGNE : l'ETA aurait placé des bombes sur des lignes ferroviaires espagnoles.** – L'organisation indépendantiste basque ETA a annoncé, lundi 13 août, qu'elle avait placé plusieurs engins explosifs sur trois lignes des chemins de fer espagnols. Les bombes devraient exploser entre le mardi 14 août et le lundi 27 août. – *(AFP.)*

□ **TCHECOSLOVAQUIE : visite officielle du président Vaclav Havel en Amérique latine.** – Le président tchécoslovaque, M. Vaclav Havel, a entamé, lundi 13 août, une visite officielle de quatre jours au Nicaragua et au Mexique. Il s'agit du premier séjour du chef de l'Etat tchécoslovaque dans des pays d'Amérique Latine. – *(AFP.)*